

Silence

N°310
Mai
2004
4 €
6 FS

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence



La nature politique de l'écologie

Agriculture bio
Réinventer les
circuits courts

Systemes
d'échanges locaux
Les trois SEL
de la vie

Vivre sans nucléaire
L'exemple du jeûne
de Louis Lecoin

Ecologie politique

Les friches industrielles du mépris

de Madeleine Nutchey

Réapprendre la dynamique alternative

d'Alain-Claude Galtié

Quelle place pour l'écologie ?

les réponses des lecteurs

Dossier

Alternatives Les contrats locaux entre agriculteurs et consommateurs

d'Hervé René Martin

Jeûne vivre sans nucléaire

L'exemple de Louis Lecoin

d'André Larivière

Agriculture biologique Réinventer les circuits courts

de Christian Sunt

Système d'échanges locaux Les trois Sel de la vie

de François Plassard

Brèves

- | | |
|------------------|--------------|
| 23 Politique | 38 Femmes |
| 26 Alternatives | 39 Paix |
| 28 Environnement | 42 Annonces |
| 29 Energies | 43 Courriers |
| 32 Société | 45 Livres |
| 33 Nord/Sud | 48 Nucléaire |
| 37 Santé | |

Les infos contenus de ce numéro ont été arrêtées au 31 mars 2004.

VU de l'intérieur...

Appel à bénévoles

Nos correspondant-e-s locaux auront besoin d'aide pour les salons suivants :

■ **Limoges** : Coccinelles et cie, le 16 mai, contacter *Alain* au 05 55 79 97 59.

■ **Indre** : Chapitre Nature au Blanc, du 20 au 23 mai, contacter *Catherine* au 02 54 27 35 24.

■ **Tarn** : Biocybèle à Rabastens les 30 et 31 mai, contacter *Sandrine* au 06 64 54 01 53.

■ **Jura** : Tournesol à Dôle, les 26 et 27 juin, contacter *Philippe* au 03 81 84 41 34.

■ **Drôme** : Naturellement à Nyons, le 04 juillet, contacter *Jacques* au 04 75 25 32 73.

ILE-DE-FRANCE Echos de Silence

L'émission *Les échos de Silence* basée sur les thèmes de la revue aura lieu les mercredis 12 mai et 15 juin, de 16h30 à 17h30 sur Radio Ici-et-Maintenant, 95,2 FM. Si vous n'habitez pas en Ile-de-France, vous pouvez aussi l'écouter sur internet sur icietmaintenant.com.

Rencontre des ami-e-s de Silence

Cette année, la rencontre se tiendra en Bretagne, dans la forêt de Brocéliande, du samedi 24 juillet au dimanche 1er août. Les ami-e-s de Silence cherchent dès maintenant des personnes pour constituer de petites équipes pouvant aider à l'aménagement du lieu et qui peuvent venir sur place avant le début de la rencontre : construction de douches, toilettes sèches, abris... Pour participer à ces rencontres, il faut adhérer à l'association des Ami-e-s de Silence (5 € par an minimum). Comme pour les années précédentes, le menu de cette rencontre sera largement réalisé en fonction de vos propositions : ateliers, débats, balades, chansons, chantiers, etc. *Les Ami-e-s de Silence, Florence de Luna, 21 c, rue Pierre-Brunier, 69300 Caluire, tél : 04 72 07 83 84 ou 06 71 63 10 03.*

En chantier

En principe, les prochains dossiers seront consacrés aux *OGM médicaux* (juin), à la région *Poitou-Charente* (été), *vers des campagnes sans voitures* (septembre), *décroissance et non-violence* (octobre), *le compagnonnage alternatif* (novembre), *les fêtes alternatives* (décembre), *les alternatives en Drôme-Ardèche* (janvier), *l'écologie au quotidien, la culture écologiste...*

Reportages en régions

Nous réalisons les numéros régionaux au rythme de deux par an (les prochains porteront sur le Poitou-Charentes, puis Drôme-Ardèche, puis probablement le Nord-Pas-de-Calais, ensuite peut-être le sud de Midi-Pyrénées). Il nous faut donc plus de quinze ans pour faire le tour de la France. Ceci ne signifie pas pour autant que l'on ne passe pas des reportages sur les autres régions. N'hésitez pas à nous en proposer sur les initiatives que vous connaissez. Les articles passeront simplement dans les numéros intermédiaires.

Emploi pérennisé

Alors que les aides pour notre emploi jeune ne se termineront qu'à l'été 2005, nous avons dégagé, en 2003, plus d'argent que nous n'en avons perçu de l'Etat, du fait d'une forte progression des abonnements (nous en sommes à 4500) et du succès du livre sur la décroissance. Cela signifie qu'à la fin des aides, l'emploi créé pourra être maintenu. C'est le troisième emploi aidé que nous demandons (après un TUC en 1986 et un CES en 1992) et à chaque fois nous avons réussi à conserver l'emploi à la fin des aides. L'argent dégagé pour le moment nous permet d'une part d'investir dans la fin de l'achat de notre local (nous avons acheté pour 7000 € de parts en 2003 et nous envisageons la même somme en 2004), cela va nous permettre également d'investir dans du matériel complémentaire.

Venez nous voir !

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

N°311 - Juin

Comité de clôture des articles :

samedi 17 avril à 17 h

(clôture brèves : mercredi 28 avril à 12 h)

Expédition :

vendredi 14 mai de 14 h à 21 h 30

N°312-313 - Eté

Comité de clôture des articles :

samedi 29 mai à 14 h

(clôture brèves : mardi 1^{er} juin à 12 h)

Expédition :

vendredi 18 juin de 14 h à 21 h 30

Bulletin d'abonnement page 47

Catastrophe naturelle

Le dégoût des électeurs pour la machinerie politique est devenu une rengaine. Serait-ce là la fin «du» politique (c'est-à-dire de la volonté de participation des citoyens à la gestion de leur pays) ?

Je ne le pense pas, on peut même observer quelques timides signes d'un réveil d'intérêt. Comme si, après le dégoût, après avoir vomi les auteurs de scandales divers et un excès de décisions aberrantes revenait un petit appétit pour la chose publique...

On nous a raconté, à Silence, qu'un groupe désireux d'entreprendre une action centrée sur la rivière locale n'avait reçu que des refus de la part des responsables. La rivière n'était pas dans son canton pour l'un, pas dans son département pour l'autre car elle avait le tort, cette rivière, d'ignorer les frontières administratives. Rive droite, rive gauche, elle ignore aussi ce clivage des couleurs et ne prend pas parti pour inonder sans distinction droite-gauche quand l'administration et les élus ont trop bétonné en amont et en aval.

Il paraît que dans certaines régions les décideurs revoient maintenant leur géographie... Mais cette histoire m'a fait penser à l'aménagement du territoire politique tout bétonné de conflits, de rivalités et de rancœurs tenaces. Et je me demande si l'être social, que nous sommes tous, donc l'être politique, pourra retrouver son cours normal et sa fonction régulatrice, avant un débordement des insatisfactions. Une catastrophe tout aussi naturelle que d'autres, celle des consciences malmenées.

Madeleine Nutchey ■



Les friches industrielles du mépris



La planète est en train de devenir une immense friche industrielle. Démonstration par l'absurde d'une erreur d'appréciation de notre rapport avec elle, preuve qu'on a mal lu les saints livres ordonnant à l'homme de dominer la nature, et que vouloir dominer relève d'une grave maladie mentale aux conséquences incalculables.

L'écologie politique mène au progrès social. Mais non l'inverse.

Le socialisme, via la démocratie (pouvoir du peuple) n'a pensé qu'à améliorer la situation des êtres humains sans se soucier de leur appartenance étroite à la biosphère et des conséquences des activités humaines sur la planète.

Résultat : des friches industrielles racontant couleur rouille qu'il y a cinquante ans des ouvriers travaillaient là, qu'ils avaient un niveau de vie à peu près acceptable, une protection sociale avec l'espoir d'une retraite convenable plus tard. Et bientôt, si on laisse faire, le monde entier sera une friche industrielle.

Vous direz peut-être que c'est le capitalisme qui nous a valu l'écroulement d'énormes secteurs de production, d'où ces friches où étaient mines et hauts-fourneaux, mais aussi là où des usines presque neuves sont déjà fermées. Que ce soit le capitalisme et sa dernière version, la mondialisation libérale, qui aient accéléré ce démantèlement général auquel le facteur humain a été sacrifié, c'est vrai. Mais il est vrai, aussi, que l'on a autant et même plus de friches industrielles dans les pays de l'Est et seul le vent d'hiver chante la chanson des lendemains dans les carcasses abandonnées en mer d'Aral.

Qu'ont-ils donc eu en commun, ces régimes opposés, pour arriver au même résultat ?

Je ne vois que deux attitudes semblables : l'idée de la nécessité d'un pouvoir qu'il soit du peuple ou d'une oligarchie et, pour l'assurer, l'exploitation forcée de la planète.

Capitalisme et communisme sont fondés sur le mépris

Mépris de ce qui nous entoure, nous porte, nous a permis de vivre jusqu'ici et garantit l'avenir de notre espèce avec celui de tout ce qui est vivant.

Ils ont enseigné qu'il faut produire, produire pour le profit (quel que soit le modèle de poche où va l'argent, poches jamais repues des riches ou poches de prolétaires – du moins surtout celles modèle apparatchik de leurs représentants). Ils ont affirmé que la production allait de pair avec la croissance de l'économie, laquelle garantirait l'emploi, et que l'ensemble assurerait la pérennité voire le renforcement des mesures sociales.

C'était tout faux.

Quant aux extrémismes de tous bords, ils ne sont que l'exacerbation du phénomène, ratisant encore plus large dans le mépris, mais ils profitent pour s'implanter des erreurs des deux autres, exploitant les mécontentements même s'ils n'ont aucune alternative à proposer si ce n'est une très mauvaise entreprise de nettoyage qui balayerait tout ce qui est utile pour garder ce qui est pourri.

Et ainsi, le chômage est devenu inéluctable quoique les concoctages statistiques essaient de démontrer, les nouvelles lois grignotent partout les protections sociales péniblement obtenues par nos grands-parents. La croissance promise est là, elle est bien là, c'est la croissance d'un fantastique tonnage de déchets qu'on ne sait plus où jeter.

Aucun progrès social solide ne peut se bâtir sur un monceau de déchets

Le progrès social ne se mesure pas selon le montant des retraites, des horaires de travail, des remboursements de sécu. Tous ces paramètres, dont il faut parfois tenir compte, certes, sont en fait des palliatifs pour nous rendre plus supportables des conditions de vie très détériorées. Le progrès social est affaire de bien-être, d'équilibre entre tous les habitants de la terre. Et de garantie absolue de ce qui est la condition première de la survie de l'humanité : l'eau potable, l'air respirable, ces biens publics mondiaux que nous allons perdre.

Nous allons perdre l'essentiel à force d'avoir voulu du superflu, du prêt à cuire, du prêt à croire, du prêt à jeter. Mais ce que nous jetons, dans notre société, ce sont des êtres humains. Où est-il le progrès social pour ceux qui arrivaient à Sangatte comme en Terre Promise et qui n'ont même plus de hangar pour les abriter ?

Où est-il le progrès social quand le pays le plus riche se fout de la pollution qu'engendrent à eux seuls les Etasuniens au mépris de toutes les populations et refusent de diminuer d'un iota un niveau de vie pourtant garant de déprime et d'obésité ? Quand France et Japon se bagarrent pour savoir qui aura l'insigne honneur de construire ITER sur son sol, afin, peut-être, qui sait, obtenir de l'énergie grâce à la fusion en 2080. En se foutant de ce qui va se passer d'ici-là, en sacrifiant toutes les dernières possibilités de développer les énergies renouvelables avant la crise pétrolière (1).

L'ennui, c'est que les énergies renouvelables manquent de prestige. Une société du mépris, pour s'arroger le droit de mépriser, a besoin de machins prestigieux, des Concordes, des Superphénix. Des petits capteurs solaires sur tous les toits, des éoliennes qui gâchent la vue sur le château, ça fait un peu minable. Que ça marche — car ça marche — ce n'est pas la question, ce qui compte c'est que ça manque de prestige, voilà. Il nous faut de la haute technologie digne de nos cerveaux de génie et de notre nation.

(1) Petite remarque en passant : le prototype ITER, c'est en gros 10 milliards d'euros. Pour une énergie hypothétique, parce qu'on ne sait pas si ça va marcher, cette fusion. Si l'on choisissait d'investir la même somme, par exemple, dans l'énergie solaire, on produirait des millions de kWh, de façon sûre, certaine et à très brève échéance. Ceci reviendrait à utiliser... la fusion nucléaire, mais à sa source, le Soleil, au lieu de faire le pari fou de fabriquer un autre soleil sur terre. Amusant, n'est-ce pas ?





DR

C'est un aspect de notre culture, de notre civilisation du mépris. Celle qui a fait disparaître les petits agriculteurs, les petits artisans, les petits commerçants, tous ces petits qui, rassemblés, faisaient tout de même tourner la plus grande part de l'économie il n'y a pas si longtemps. Avant que quelques-uns ne voient comme unique avenir que la grosse industrie. Celle qui fait le gros chômage quand elle s'effondre par gigantisme invivable (les dinosaures n'ont pas servi d'exemple) ou par mouvements de capitaux trouvant plus d'intérêts ailleurs.

L'écologie politique est, au contraire, le respect de ce qui est petit et donc indispensable, la bactérie, l'insecte, l'enfant, le planteur de choux local, l'épicerie du village. Ecraser un seul d'entre eux c'est compromettre l'avenir du monde. Protéger un seul d'entre eux, c'est aller vers le progrès social, pas celui des *zacquis* fluctuants au gré des législatures, celui d'une équité véritable chez nous et ailleurs. Surtout dans ces ailleurs que nous avons si allègrement pillés pendant des siècles pour atteindre notre niveau de mauvaise vie.

Le progrès social est affaire de bien-être, d'équilibre entre tous les habitants de la Terre.

Rêve de Français en 2004 : pouvoir se payer un 4x4 (2). 75 000 véhicules 4x4 ont été vendus chez nous en 2003 et ils ont rejeté au moins cinq millions de tonnes de gaz carbonique à eux seuls. C'est bien, pour le prestige perso, un 4x4...

Rêve d'un Ethiopien : manger une fois par jour.

Du mépris local au mépris mondial

Il existe des nimbystes (3) de l'écologie ou, plutôt, de l'environnement, de l'environnement tout proche, ceux qui refusent tout projet d'autoroute à moins de 200 m de leur belle propriété. Il existe également des nimbystes du socialisme qui hurlent pour le seul maintien de leur salaire (ils veulent se payer le Nissan – voir plus haut – et même pour le modèle en dessous, faut maintenir son pouvoir d'achat, non ?). Les nimbystes entraînent facilement quelques autres avec eux, les voisins, les collègues. Le nimbysme est contagieux et collectif. Mais cette forme

de rébellion est contenue dans des frontières très étroites, c'est une affaire de territoire, de chasse gardée. Et... de mépris pour tout ce qui vit au dehors. La mondialisation est un suprême nimbysme : touche pas à ma multinationale, mon monopole, mon brevet, mon cartel de la drogue. Le reste, des milliards d'individus, ce n'est rien.

Mépris.

Retournons la proposition du départ : est-ce que l'écologie politique permet, vraiment, le progrès social ?

Dans le domaine de l'emploi, c'est oui (l'emploi salarié étant, en attendant mieux, ce qui peut assurer dans les décennies à venir, un revenu grâce au travail, revenu permettant d'acheter de quoi satisfaire nos besoins). En effet, toutes les solutions écologiques se révèlent créatrices d'emplois. Le secteur industriel est totalement à démanteler pour être remplacé par des unités de production non polluantes de dimensions réduites,

(2) Par exemple le Nissan 350 Z "qui atteint le Nirvana en 5,9 secondes", publicité parue dans Le Monde du 6 novembre 2003.

(3) Nimbysme : nouveau concept franglais tiré de nimbby (pas dans mon jardin) et qui n'a pas d'équivalent pratique (en gros : attitude de refus de nuisances égoïste, à très courte vue).

proches de l'habitat de leurs employés, proches des matières premières et des points de distribution. Et tout ça sans compter la mise en place des ateliers de réparation, de transformation, de recyclage de tout le matériel fabriqué depuis 50 ans... Nous aurons besoin d'autant d'ingénieurs que d'ingénieurs.

Dans le bâtiment ça ira, forcément, il y a tellement de béton à casser que ce sera un chantier gigantesque.

Quant à l'agriculture, on a déjà tous les chiffres prouvant que, devenant bio, elle nécessite beaucoup plus de main-d'œuvre.

Le secteur public ? Pas question de lésiner : on crée tous les postes nécessaires dans les hôpitaux, à la SNCF, les bureaux de poste (si la privatisation ne nous en a pas privés). L'éducation peut enfin ouvrir partout de ces écoles qui n'ont montré leur valeur qu'à titre expérimental jusqu'ici, avec tout le personnel qu'il faudra, on ne fait pas d'économies au détriment des enfants.

En résumé : on substitue un système respectueux de la planète et de ses habitants à une économie qui n'était basée que sur le profit, donc contrainte de réduire sans cesse la main-d'œuvre pour augmenter les marges. C'est d'une simplicité enfantine.

Il y a des ricaneurs qui parlent financement ? Élémentaire encore : tout le monde travaille, on ne gaspille plus, on ne fabrique plus de gros bénéfices à planquer aux Bahamas et le tout crée une dynamique qui fournit le financement nécessaire.

On ricane encore ? Trop facile ! C'est que la civilisation du mépris méprise d'emblée toutes les solutions paraissant simples et évidentes. Elle préfère celles qui sont sophistiquées, incompréhensibles et inadéquates. La complexité permet de mieux pouvoir mépriser ceux qui ne comprennent pas (et donc faire taire toute contestation ...).

Et nos zacquis ?

Un syndicaliste demande la parole ? Et nos zacquis, dit-il !

Bien. Prenons la sécu, cet endroit extrêmement sensible du corps social. Quelle "sécurité" nous a-t-elle apportée ? La perspective de recevoir un remboursement partiel des dépenses que nous engageons.

Que nous engageons pour tenter de réparer les dégâts commis par la société du mépris, stress, dépressions, maladies cardio-vasculaires, cancers.



Il est certain que dans une société politiquement écologiste, où l'emploi serait assuré et moins pénible, avec moins d'heures de trajet, dans une atmosphère beaucoup moins polluée, nous pourrions éviter de tomber malades. Nos salaires seront un peu moins élevés, mais les ponctions des Assedic bien moindres et puis, "se sentir mieux dans sa peau" est-ce que cela n'a pas un prix ?

Que l'on puisse aller se faire enlever l'appendice ou plâtrer le tibia gratuitement, bien sûr ! Mais depuis 50 ans on nous parle de "santé publique" à propos d'une sécu qui ne garantit pas du tout la santé : en fait, elle n'est qu'un énorme soin palliatif au mal-être engendré par un système destructeur. Ce qu'il faut revendiquer, c'est le droit à une santé normale, pas celui de recevoir trois sous quand on nous la fait perdre.

Et si nous acceptons de tout — TOUT — repenser dans la même logique, Je crois bien que nous arriverons à une grande paix sociale. Il va falloir réfléchir, à ce stade, à la reconversion des services de police.

En bref : il suffirait, peut-être, de reconnaître

avec humilité que toute la planète va devenir une immense friche industrielle et démontrer que c'est le résultat d'une erreur d'appréciation de notre rapport avec elle, qu'on a mal lu les saints livres ordonnant à l'homme de dominer la nature, et que vouloir dominer relève d'une grave maladie mentale aux conséquences incalculables.

Madeleine Nutchey ■



Réapprendre la dynamique alternative

Faire de la résistance en politique ne suffit pas. Car à contrer les arguments d'un système, on entre progressivement dans sa façon de penser, facilitant la récupération. Il faut donc aussi savoir prendre du champ et développer des alternatives pour débattre de ses propres interrogations.

On résiste au système dominant depuis aussi longtemps qu'il existe et qu'il évolue. D'innombrables efforts ont été tentés, d'innombrables analyses ont été accumulées. Pourtant, le monstre est toujours là, plus fou et plus destructeur que jamais.

Est-ce vraiment étonnant pour qui observe l'orientation et l'ambiance de la plupart des courants militants qui sont censés incarner l'alternative ?

Bien sûr, l'urgence impose qu'on ne laisse pas faire, que l'on réagisse. C'est un réflexe qui dépasse la personne. Il nous est dicté par toute la vie pourvu que nous soyons restés assez ouverts pour ressentir son alarme. Mais une fois l'urgence passée...



L'esprit de compétition.

L'engrenage de la réaction

Par l'école, par les jeux, par le sport, on nous apprend avant tout la rivalité, la compétition, la lutte contre l'autre. Plus tard, dans le travail, cette déformation sera encore valorisée. Dans presque tous les domaines, le mode de vie que nous subissons et, en particulier, les rapports de force imposés par les hiérarchies incitent à l'affrontement. Qui plus est, une

bonne partie de l'histoire sociale elle-même (non pas la réalité mais ce qui en est rapporté) montre rarement autre chose que l'affrontement, et le valorise toujours. Très peu d'ouvertures sur les logiques et les dynamiques d'association et de coopération nous permettent d'échapper à ce conditionnement de l'omniprésente culture de la domination.

Résister à un adversaire est une action qui exige un fort investissement, surtout si l'adversaire est puissant. C'est une action prenante qui laisse peu de temps, peu de place pour cultiver autre chose. En plus des autres urgences du quotidien, il faut se préparer, s'entraîner et fourbir ses armes. Déjà, la résistance tend à monopoliser l'attention sur un seul objet. C'est là un piège.

Il est commun de rester crispé, arc-bouté dans une posture de défense face à un adversaire toujours menaçant. Il est plus difficile de se détendre, de prendre du champ et d'apprécier la situation dans son ensemble.

Quand l'opposition devient une habitude, une façon d'être, quand elle occupe tout l'espace, nous ne sommes pas loin de la tétanie. Se coltiner la propagande vomie continuellement par le système pour y réagir point par point ou s'affronter à la police (comme au temps des pavés de 68 et à Gènes), s'opposer au «pouvoir» sur le papier, dans des conférences ou dans la rue, ne sont pas des actions sans effet sur leurs auteurs. Cela n'est pas neutre.

S'imaginer le contraire, ou ne même pas s'en apercevoir, est l'une des erreurs majeures des résistances au totalitarisme.

S'opposer, c'est exercer une force contre la force de l'adversaire. S'opposer, c'est entrer dans une logique d'affrontement. Ce n'est peut-être pas choisir, mais c'est accepter le combat que veut imposer l'autre et, surtout, la forme de ce combat. C'est donc, sur son terrain, se mettre en position de s'adapter aux techniques de l'adversaire et, le plus souvent, de devoir emprunter les armes qu'il veut bien laisser traîner à notre portée... pour mieux nous perdre. Quand il ne les tend pas lui-même. S'opposer, se confronter aux pyramides hiérarchiques, à leur bureaucratie et à leur police est, donc, fortement structurant, et pas exactement

de la bonne façon. Cela l'est d'autant plus que l'aspect sportif, ludique et attractif n'est pas négligeable. On se laisse facilement emporter par l'élan de la lutte. Alors, le risque est grand de rester bloqué au stade du réflexe de défense, même quand l'urgence s'est éloignée, et, là, c'est l'engrenage vers la permanence d'une fonction : l'opposition.

A force d'avoir la domination et ses agressions pour horizon, on se ferme au reste du monde, aux autres modes de fonctionnement, aux autres pensées ; ne serait-ce que par manque de temps pour se décontracter, pouvoir prendre du recul et s'ouvrir. La philosophie et les pratiques alternatives aux logiques

de l'affrontement sont délaissées. Cela limite d'autant le champ des perceptions et la capacité de compréhension de tout ce qui est étranger aux logiques de la domination.

L'adversaire, bientôt l'ennemi, enfin, les repoussoirs, deviennent la seule référence, ce par rapport à quoi on se définit (toujours négativement). On est opposé à, contre ceci, anti-cela. On est «anti» et cela peut suffire à remplir une vie.

Il est commun de rester crispé, arc-bouté dans une posture de défense face à un adversaire toujours menaçant. Il est plus difficile de se détendre, de prendre du champ et d'apprécier la situation dans son ensemble.

Combien de définitions sont fondées sur une négation ? Combien ne le sont pas ? Même «alternative» est une définition négative, une définition qui fait référence au système que l'on réprovoque, pas à notre projet. L'opposition se fait spécialité au détriment de toutes les autres actions, en particulier les actions constructives. Il est impossible de sortir des relations de domination de cette façon. Au contraire, on s'y perd en laissant échapper les possibilités d'inverser le cours des choses.

La focalisation sur les structures du système et l'effet d'entraînement des dynamiques d'affrontement font le reste : le conditionnement culturel imposé par la domination est d'autant moins remis en cause que l'attention et l'énergie sont monopolisées par l'émotion réactionnelle et la concentration sur l'effort d'opposition. Cela, c'est dans le meilleur des cas. Mais il faudrait aussi s'intéresser à ceux où colloquer dans les palais du pouvoir confisqué, effleurer les velours et les dorures, côtoyer les représentants de la domination, flatter et tourner la tête à beaucoup trop de militants. C'est un effet de l'attraction de l'élite dont la fréquence et la vigueur trahit l'emprise de la fausse conscience générée par la culture impérialiste, même quand les absurdités, les spoliations et les destructions commises par cette «élite» bouchent tout l'horizon (1).

D'une façon ou d'une autre, la culture du système entre en nous sans que l'on y prenne garde. Chaque nouvelle stimulation envoyée par la domination confirme la dérive. L'opposition devient la raison d'être. On n'est bientôt plus qu'une négation. D'ailleurs, on peut souvent se demander si le spectacle offert par la domination, en particulier la lourde insistance des médias commerciaux et partisans, ne n'est pas pensé et diffusé continuellement pour maintenir le sentiment de l'urgence, et son stress qui stimulent l'attitude d'opposition (2).

Influencé par l'omniprésente conception mécaniste de «l'efficacité», on tend à copier la structure hiérarchique de la domination, ses actions, son langage... Comme si l'autre paradigme, l'économie de la nature, n'était pas le mieux fondé, le plus «efficace», et que seules l'étaient les hiérarchies percluses de psychopathies et de corruptions.

Inéluctablement, cette opposition-là tend à mettre en forme à la manière de la partie adverse, jusqu'au point où trop de pères sont inversés, où «l'opposition» se change en une autre domination prétendant exercer un quasi monopole sur



Quand les multinationales récupèrent les manifestations anti-OMC.

l'action : l'opposition est la seule «alternative». Car, paradoxalement, en devenant système, l'opposition sert la domination plus que toute autre chose, ne serait-ce qu'en dissimulant les alternatives, voire en les combattant, pour conserver ce qui est devenu une prérogative, un pouvoir.

L'espace des alternatives qui s'évadent de ces logiques pour recréer des modes d'organisation conviviaux en est des plus réduits. Même à sa frange, la fascination pour l'opposition fait perdre beaucoup d'énergie. C'est que, pas franchement remise en cause, la culture de la domination et même ses structures contaminent par osmose ceux qui n'ont pas su, ou pas pu, prendre du recul par rapport à l'action réactive.

«Les écologistes ne peuvent plus compter sur les gouvernements pour s'opposer aux multinationales» dit John Passacantando, directeur

de Greenpeace USA, dans *LEcologiste* d'octobre 2002. Par exemple ! Quelle sorte d'écologistes (d'écologistes ?) a bien pu compter sur les structures de la domination pour changer quoi que ce soit à la mentalité, aux intérêts et aux pratiques de ces mêmes structures ? Voilà qui illustre l'incroyable recul de la pensée critique accompli depuis une bonne vingtaine d'années, car John Passacantando est loin d'être un cas isolé. En quelques mots, il montre à quel point le corps à corps pratiqué par les environnementalistes (et non pas les écologistes) avec le système de la domination est corrupteur. Tout en tournant le dos à la culture écologiste et conviviale (la culture arcadienne de Donald Worster), une grande partie des militants s'est laissée reconquérir par la culture et les structures dominatrices, en arrivant à ne même plus imaginer agir hors du système et quelle autre civilisation construire. Il est vrai que la plupart

ignorent à peu près tout de ce qui les a précédés.

De l'opposition à la reproduction de la domination

La posture d'opposition est trop calquée sur la domination pour prendre conscience et désamorcer les présupposés culturels que cette dernière nous injecte de façon subliminale afin de nous conditionner à la servir ou, tout au moins, à la supporter. Rien d'étonnant, donc, à ce que le fait de s'engager sur un autre chemin paraisse incompréhensible, étrange, voire suspect, à la plupart des réactifs. D'abord, ils contestent à l'autre tout droit à la parole et toute compétence car ils tendent à se considérer comme dominants et omniscients. Cela se traduit par un blocage, un refus, une ignorance, une négation vis-à-vis de l'alternative et de sa culture holistique et conviviale tellement exotique, tellement inquiétante. Inquiétante, elle l'est en effet puisque sa seule existence remet en cause les vieilles habitudes ronronnantes de la lutte frontale et toute cette partie de la culture «révolutionnaire» qui n'a pas divorcé d'avec le matérialisme, le mécanisme, le progrès, le productivisme, l'élitisme, etc. J'ai tenté de l'expliquer avec «La confusion culturelle, source de la faiblesse du mouvement

(1) *La fausse conscience*, Joseph Gabel, Edit. de Minuit 1962, collection Arguments. «Sous les tribunes... la vie», *Silence* n°291/292, janvier 2003.

(2) Ce passage était écrit bien avant l'ahurissant matraquage médiatique de l'entre-deux tours de la dernière grande représentation électorale : l'élection présidentielle de 2002. Celui-ci visait à sauver, non pas la démocratie, mais le système dit représentatif, le personnel politique menacé par la douloureuse perspective d'un bilan et, par dessus tout, la domination des intérêts capitalistes contre ceux des populations et de la biosphère. Et, une fois de plus, on a vu que la seule stimulation de la réaction à un danger supposé suffisait pour faire oublier à beaucoup l'essentiel de leur indignation, et pour remettre aux calendes l'indispensable réflexion.

social» : même chez des militants insoupçonnables et intéressants, la culture impérialiste est souvent présente plus qu'à l'état de traces. C'est là que réside l'origine de la grande confusion qui fait que, le plus souvent, rien n'est possible, même quand aucun manipulateur ne pointe son museau (*Silence* n° 226/227, janvier 1998).

Nous en avons tous une illustration sous les yeux. C'est la pratique courante dans toute l'opposition réactionnelle, et sans aucun état d'âme, de ce qui fonde l'impérialisme : cette capitalisation du pouvoir jamais dénoncée, hors par quelques trop rares écologistes et libertaires — seuls vrais alternatifs (avec les peuples autochtones). «Capitalisation» ? Oui, capitalisation ! Quand un se met en avant ou est désigné, il peut s'agir d'une simple délégation avec mandat, d'une représentation limitée, contrôlée, sans abandon de pouvoir, qui ne se traduit par aucune valorisation particulière pour le délégué. Mais on voit plus souvent s'épanouir la délégation permanente et, en parallèle, l'abandon résigné de ceux qui sont de moins en moins écoutés par leurs propres «délégués» et de moins en moins mandants. Contaminés par l'arrivisme — cette maladie de l'égo, sans doute le premier moteur de la domination, d'autant plus sous-estimée qu'elle est largement répandue et empoisonne la vie de tous — quand ils n'en souffraient pas dès le départ, les uns ont thésaurisé les simples curiosités, les espérances, les confiances trop libéralement accordées, les suffrages, etc. Ils les ont fait fructifier en suffisance, en prétentions boursouflées, en fonctions, en titres ronflants, en structures institutionnelles. Les autres se sont retrouvés de plus en plus dépossédés, de plus en plus trahis, de plus en plus abaissés au point de l'intérioriser. Leur désarroi, leur nouvelle impuissance, leur exclusion et leur démobilisation gonflant d'autant l'imposture, lui permettant de s'ériger en système et, c'est un comble : en simulacre de réponse au désarroi des spoliés.

Mieux encore, l'opposition, seule, ne fait que stimuler la domination, lui permettant de s'adapter et de se renforcer. Isolée, l'opposition est contre-productive,

(3) Entre les deux tours de la présidentielle, un grand détourneur d'argent public a cru bon s'exprimer dans les media pour défendre ce qu'il appelait le «pacte républicain». Inquiété par le recul de la gauche, sans que nul ne le soumette à la question, il expliqua benoîtement qu'il faut des partis d'opposition forts pour faire vivre la démocratie ; sa «démocratie»... La «démocratie» des dominants assis sur les peuples et la biosphère !

elle est foncièrement nuisible. La prise de conscience de la nature capitaliste de la prétendue démocratie représentative auxquels participent pleinement les différentes oppositions permet de comprendre la glissade vers l'ultra-libéralisme et la mondialisation de la spéculation (3).

Alors, après tant d'expériences qui ont marqué l'histoire, pourquoi tant de gens se consacrent-ils à la seule opposition ? Probablement, parce qu'ils ne comprennent plus rien à ce qui construit la vie. Parce qu'ils sont devenus étrangers à leur propre vie. Le secret de la réussite du système qui sème la mort est d'avoir entravé le développement de l'intelligence de la vie chez la plupart des hommes vivants. C'est pourquoi ceux qui se sont réveillés et qui s'efforcent de rassembler les éléments d'une restauration de la conscience — la culture écologiste, holiste, conviviale, etc. — ont tant de mal à se faire entendre ; surtout, surtout par ceux qui se sont spécialisés dans l'opposition (je ne parle que des sincères, pas de l'engaïnce de la «feinte-dissidence»).

Bloqués dans une attitude incompatible avec l'ouverture de l'esprit et, surtout, de la sensibilité nécessaire à l'appréhension de la culture alternative, les opposants sont nombreux à relayer l'effort de sape et de destruction produit par la domination vis-à-vis de la culture alternative et de ceux qui la représentent, justifiant l'élargissement de l'usage du mot «réaction», en devenant tout à fait «réactionnaires». A la fin, l'opposition renforce la domination en effaçant presque totalement l'alternative. On peut y voir l'une des causes de l'effondrement du mouvement alternatif des années soixante et soixante-dix. La réaction d'opposition y a joué, en effet, un rôle de premier plan. «Réaction» en effet, tout comme l'autre, celle qui s'oppose à toute velléité d'émancipation, et avec laquelle elle partage de nombreux traits.

Dès les années soixante, beaucoup percevaient que l'opposition, surtout quand elle emprunte les voies tracées par le système dominant, donne toujours des résultats opposés aux aspirations premières. Tandis que les gauchismes se verrouillaient dans une réaction aussi autoritaire et «réactionnaire» que le système dénoncé, allant jusqu'à appeler à l'affrontement avec le capital, et même à la lutte armée contre ses représentants (!), l'écologie et d'autres courants s'efforçaient de retrouver les façons de percevoir, de penser et de fonctionner autrement, tant



Resister est nécessaire mais pas suffisant.

pour vivre mieux que pour saper la mégamachine dans ses fondements. Ainsi avaient été révélées d'autres façons de voir, créées des formes d'action non-violente axées sur l'humour, l'échange, la convivialité, lancées des alternatives, etc. Mais, pour juguler un mouvement si dangereux pour les dominations, les entristes délégués par les partis (surtout «de gauche») réussirent à contaminer les courants militants avec la conception capitaliste des rapports sociaux, réimposant le réductionnisme pervers de la lutte «contre ceux qui sont au pouvoir»... pour «conquérir le pouvoir». En installant les méthodes, les structures et les objectifs de la démocratie représentative à la place des dynamiques du mouvement alternatif qui relevaient de la démocratie directe, les saboteurs venus d'ailleurs révélaient que le système n'avait rien à craindre d'une opposition classique. Bien au contraire, c'est l'action qui ne se limitait pas à l'opposition, mais ouvrait sur d'autres perspectives qui était trop dangereuse pour être tolérée. Malheureusement, cette démonstration édifiante n'éclaira pas grand-monde. Nous voyons là que les planificateurs de la domination savent infiniment mieux ce qu'ils font que la plupart de leurs adversaires. Avec un sourire en coin, nous pouvons même leur reconnaître une très bonne compréhension des dynamiques holistiques de l'écologie des sociétés !

De l'alternative à la régression

Sitôt esquissées les méthodes de fonctionnement par substitution d'entristes aux acteurs du mouvement, par discours mensongers, par closage partisan, par élections et délégations permanentes, par professionnalisation, par hiérarchisation, etc., le souffle alternatif s'est fait court



puis s'est arrêté. Là où les interrelations foisonnaient et créaient des synergies stimulant d'autres dynamiques, il n'est bientôt plus resté grand-chose, excepté l'amertume des spoliés et les faux-semblants médiatisés.

Depuis si longtemps que ceux qui ont connu le mouvement alternatif en bonne forme se demandent s'ils n'ont pas rêvé, le réseau des interrelations est devenu si lâche qu'il est bien rare de ressentir une stimulation, même fugitive. Avec la célébration de la domination et du laisser faire n'importe quoi libéral par les gauches au pouvoir, l'esprit communautaire a été profondément enterré, et, avec lui, tout plaisir et toute curiosité. En totale contradiction avec le sens de ce que les militants prétendent défendre, l'individualisme et l'élitisme creux de la hiérarchisation ont fait des ravages jusque dans les relations affinitaires et les groupes. L'effet le plus évident est la très grande difficulté à rencontrer, à partager, à travailler ensemble et, tout simplement, à recevoir un peu d'énergie positive en

échange de son effort. L'ambiance n'y est plus. La plupart des relations, jusqu'au sein des «réseaux» distendus qui s'efforcent de tendre vers l'alternative, ressemblent à celles qui sont de mise dans les entreprises du libéralisme. Les efforts sont plus juxtaposés qu'associés. «Vous existez pour moi quand j'y ai intérêt, et après : basta. Dégagez de mon bac à sable !». Aujourd'hui, en tendant la main à la complémentarité et à l'amitié, on peut sécher sur place. Aux antipodes de l'enthousiasme soulevé par les gratifications d'un débat convivial permanent, les obstinés épuisent leurs réserves dans l'espoir de plus en plus fou d'un redémarrage.

«Un jour, la coupe est pleine : durs à cuire comme néophytes, les militants en ont marre de se contenter des rognures dédaignées par les héros, marre de jouer les figurants, marre d'être dépossédés là encore de leur liberté d'expression et d'initiative, de leur part de responsabilité, marre de retrouver dans le mouvement soi-disant révolutionnaire l'ambiance du boulot ! Alors, c'est vrai, ces militants blessés dans leurs espérances jettent parfois l'enfant avec l'eau du bain, ils se démobilisent pour aller cultiver l'utopie ailleurs, mais comment le leur reprocher ?», Politique Hebdo du 20 au 26 novembre 1975, dossier sur la crise du militantisme. La situation ne s'est guère améliorée depuis.

Excepté, peut-être, dans les écovillages, le quotidien des milieux militants à vocation alternative est souvent pauvre, surtout aux yeux de celui qui n'a pas oublié la vie en société : repli sur la chapelle, communication minimum, absence de complicité, impatience, inattention, irrespect vis-à-vis de l'autre, indifférence pour les proches, invective et condamnation pour ceux que, sans savoir, l'on croit plus éloignés, délitescence de l'essentiel des interrelations qui nous construisent... Comme dans l'ensemble de la société, le climat relationnel s'est spectaculairement dégradé. C'est au point que l'on pouvait avoir, autrefois, de plus étroites relations avec un adversaire qu'aujourd'hui avec un supposé proche. Que nous sommes loin de l'empathie nécessaire à l'action constructive !

Par contre : des conférences, des «colloques», des «sommets», des défilés de la dernière illusion, et, surtout, des déplacements lointains, en veux-tu en voilà. Que d'événements où, tout à coup, l'on gas-

pille un maximum d'énergie, de salive et d'argent (parfois, plus d'argent par personne qu'il n'en faudrait à beaucoup d'associations pour vivre un an), tout cela pour un minimum de résultats, juste pour tenter d'accéder à la galerie médiatique dont on attend beaucoup plus qu'elle ne peut donner — quand elle veut donner ! Du recours à l'automobile et au transport aérien hyper-polluant, pour aller sur les lieux de l'exploit, aux jeux de tribunes et d'ego, que de pratiques calquées sur le système qui stérilise tout, de la personne à la planète. N'est-ce pas curieux ?

Cependant, quelque chose bouge encore. Oui, bien plutôt par la force de l'obstination et de l'énergie du désespoir que par la stimulation d'interactions fécondes : «Il faut bien faire quelque chose, sinon il n'y a plus qu'à se supprimer».

Réapprendre à vivre et travailler ensemble

Un mouvement est une sorte de grande communauté, une dynamique holistique qui se nourrit de l'apport de chacun et, en retour, lui procure les satisfactions, les gratifications nécessaires à sa bonne vie, le stimulant plus encore.

Pourtant, certains se font peur en pensant à la communauté comme à une chose maléfique. Ils disent y voir le repli sur soi et des menaces totalitaires ; toutes inventions à mettre plutôt au compte des sociétés déstructurées de l'ère moderne, mais la

propagande veille pour éviter une si dangereuse prise de conscience. L'écologiste, qui comprend l'économie de la nature comme étant l'ensemble des échanges entre les parties associées construisant des niveaux d'organisation qui, à leur tour, sont les éléments d'autres architectures plus complexes, voit la communauté d'un tout autre œil. Il voit la communauté en comprenant à la fois sa différence et sa relation de réciprocité avec les autres niveaux d'organisation, du plus petit au plus grand. Il la voit partout dans le vivant qui est fait de réseaux de communautés et de communautés imbriquées. Il la voit en y lisant la diversité, la

(4) Edouard Goldsmith, *The way, le Tao de l'écologie* aux éditions du Rocher.

1^{ER} SALON SANTÉ ET BIO

Santé naturelle - agriculture biologique - artisanat

dimanche 23 mai 2004

salle Jean Moulin
À CASTELSARRASIN
(Tarn et Garonne)

entrée et parking gratuit
restauration sur place
renseignements : association
le Trèfle Vert tél : 05 63 04 91 90

complémentarité, l'interdépendance, l'holisme, l'homéotélie (4). Dans la société, il la voit comme le lieu où se construit la personne dans la convivialité du groupe ; donc où, dans la confiance, s'apprend l'ouverture sur tous les autres êtres et sur le monde.

La grande communauté du mouvement est faite d'énergies associées, d'information échangée, d'émotion, surtout d'émotion partagée, de confiance accordée, de connivence, de convivialité, d'empathie. Elle réalise la fusion entre les personnes et l'ensemble en permettant l'épanouissement de l'intelligence collective. C'est ainsi, dans l'échange et la réciprocité, que se développent la capacité d'analyse et de créativité, et que foisonnent les idées et les initiatives. Je suis en train de parler d'interrelations. Vous savez... le sujet de

l'écologie. Curieux tout de même qu'aujourd'hui, chez des gens qui se disent écologistes, les interrelations soient si peu pensées et si peu pratiquées. Mais il est vrai que le phénomène est général. Je parlais tout à l'heure de la régression de l'intelligence de la vie sous la chape des structures hiérarchiques. L'une de ses traductions n'est-elle pas l'incapacité à reconnaître les relations qui en tous domaines constituent des événements, des architectures, des formes, des ensembles, des sociétés, la vie ?

Interrelation, communauté et convivialité... Sans doute les mots les plus importants du vocabulaire alternatif, donc, il va sans dire, écologiste. Ils contiennent toutes les autres références importantes : association, complémentarité, interdépendance, homéotélie, solidarité, etc. Ils impliquent aussi des définitions négatives que beaucoup d'écologistes devraient se remémorer, telles l'anticapitalisme et la condamnation de toute hiérarchie de pouvoir instituée.

Après tant de mal fait, après tant d'erreurs, après tant d'énergies démobilisées, après avoir si fréquemment servi la domination en croyant combattre ses productions, il serait temps de revenir aux valeurs et aux pratiques de la communauté (5).

Nous avons vu que les dominants de tous bords ont cassé l'élan du mouvement social planétaire qui, en montrant qu'elle menace la vie même, produisait la plus forte critique du sens et des résultats de leur action. Ils l'ont fait en réensemencant leurs valeurs et leurs pratiques capitalistes grâce à une forte pénétration du mouvement. Relançons donc la dynamique inverse !

Pour permettre un redéveloppement du mouvement social qui, en retrouvant la voie de l'intérêt général, peut sauver la planète, il faut renouer avec le sens du collectif et supprimer les attitudes, les pratiques, les positions, les tribunes, toutes les structures qui reconstruisent la domination jusque dans la tête de ses victimes et dans les milieux militants. Là encore, différence essentielle par rapport à la posture d'opposition, le grand événement qui fait rêver l'alternatif n'est pas la «défaite» du système mortifère mais le nouvel épanouissement de la vie. D'autant que c'est celui-ci qui décide de celle-là.

Le grand événement qui fait rêver l'alternatif n'est pas la «défaite» du système mortifère.

Dans cette perspective et en complet accord avec la connaissance écologiste, tout ce que nous faisons est important parce que tout est interdépendant et participe à l'ensemble dans un grand brassage d'influences et de stimulations réciproques, comme en résonance. Chaque souffle, chaque être, chaque sentiment, chaque sourire, chaque interrelation... ébauche ou conforte une structure, c'est-à-dire une forme de vie qui transcende tout ce qui la constitue (6). Cependant, souvent, à l'échelle de la personne, les actes semblent n'avoir pas beaucoup d'importance. Rien ne bouge, ou, plutôt, rien ne semble bouger. Puis, quelque chose frémit, on commence à percevoir un écho (la résonance), la dynamique holistique devient palpable, la mayonnaise prend. Un phénomène se révèle dont la construction était commencée bien avant que nous en ayons conscience.

C'est donc en reconstruisant chaque jour ce que la domination détruit systématiquement par le moyen de la capitalisation des pouvoirs, des vies et des biens, c'est en restaurant l'échange convivial et l'union avec la nature, c'est en cultivant toutes les interrelations existantes et en créant d'autres à toute occasion, que l'on fera s'effondrer le système parasite de la vie.

Lors d'un «colloque» récent, l'un de ces colloques où quelques-uns soliloquent devant un parterre réduit au silence, stérilisant ce qu'ils prétendent faire lever, reproduisant ce qu'ils disent dénoncer, un anonyme de «la salle» a eu la force de prendre la parole pour citer un précepte sénégalais : «Se connaître, s'apporter ce que l'on a, utiliser le savoir de l'autre». On peut y ajouter : se nourrir de l'énergie que l'autre nous donne pour lui offrir plus, et ainsi de suite.

Plutôt qu'avec des grandes battues aux bulletins de vote, des raouts coûteux pour tout le monde et la planète, de



Repas à la communauté de l'Arche.

broyantes mobilisations d'opposition les yeux rivés sur le sommet de la pyramide, qui forment autant de renforts à la domination, c'est, en effet, avec des recettes simples que chacun peut mettre en œuvre dans son environnement, qu'il est possible de renverser la spirale régressive qui nous entraîne. Des exemples ? D'abord, désertir les lieux prétendument contestataires dominés par des tribunes et coller des claques rafraîchissantes à tous les surexcités de l'ego et à leurs larbins. A moins d'aimer cultiver le refoulement ou de chercher l'inspiration critique, c'est le minimum pour désamorcer la captation de son énergie par les dominations gigognes, sauver sa santé, son autonomie, et préserver sa capacité de réaction et de création. Et puis, le plus important : s'ouvrir au monde, même au risque de se mettre en danger, ne plus craindre le contact avec l'autre, lui garder un peu d'attention, essayer la courtoisie, répondre à qui nous parle, accepter la main que l'on nous tend, ne pas hésiter à tendre la nôtre, présenter les uns aux autres, penser un peu en termes de complémentarité, d'aide mutuelle et d'amitié, miser sur la franchise, oser la confiance, communiquer les informations que l'on garde comme un trésor, inviter à des moments partagés... Si nous sommes assez nombreux à nous y mettre, nous recueillerons bien davantage que nous ne donnerons, et en tirerons l'énergie et l'inspiration pour aller plus avant.

Autrefois, quand on philosophait sur ces dynamiques relationnelles créatrices d'enthousiasmes, de motivation, de sociétés où il fait bon vivre, de beauté, on appelait cela «amour»... Il ne serait peut-être pas bête d'y revenir après tant de réductions, de repliements, de haines et de violences.

Alain-Claude Galtié ■

Une lecture indispensable : *Voyage en feintedissidence*, de Louis Janover, Editions Paris Méditerranée 1998.

(5) «Renversement et rétablissement de la culture conviviale», *Silence* septembre, octobre, novembre 1999, n° 248/249/250.

(6) Dans le bien comme dans le mal, d'ailleurs. Et c'est bien là le secret de la réussite et de la résistance du système destructeur : de façon généralement irréflechie, à coups d'actes contraires au sens de la communauté (donc hétérotéliques), la plupart apportent à la domination beaucoup plus d'énergie qu'ils n'en donnent pour que s'épanouisse la dynamique du bien commun.

Quelle place pour l'écologie ?

Voici les réponses reçues à la question posée dans notre récent questionnaire : quelle représentation politique pour les écologistes.

Nous avons reçu 327 réponses au questionnaire que nous adressions aux lecteurs et lectrices de *S!lence*. Tout d'abord nous voulons vous remercier avant de vous présenter une partie de ces réponses concernant la question autour de l'écologie politique. Nous continuons l'exploitation de l'ensemble des questions et vous présentons la suite des résultats ultérieurement.

A la lecture des réponses (1) que nous avons reçues à propos de l'écologie politique, nous constatons que nous sommes très loin de pouvoir simplifier la pensée et l'imaginaire politique des écologistes et des alternatifs qui lisent *S!lence*. Cela va de ce libertaire considérant que la Fédération anarchiste est plus écologiste que les Verts à cette personne qui pense entre autres choses que «il est naturel pour un blanc préférer le blanc, pour un homme de préférer une femme... le reste n'étant que dégénérescence». Entre ces deux positions inconciliables, la grande majorité des réponses s'en distingue par l'expression d'une vision «réaliste», empreinte de bon sens, de l'écologie et de la politique.

L'autre remarque que nous pouvons faire à la lecture de l'ensemble de ces courts textes est que la richesse des propos exprime la diversité de cet agglomérat de personnes dont le dénominateur commun est probablement seulement une vague idée du respect de la «nature». Au-delà nous retrouvons le spectre habituel des «écologistes» que nous avons essayé de «classer». Ce classement n'est pas étanche et certaines réponses pourraient aisément être déplacées. Certaines d'entre elles développaient deux points de vue différents et complémentaires, ce qui nous a amenés à les diviser pour en classer chaque partie dans une catégorie appropriée. Nous avons créé ces catégories afin d'essayer de visualiser cette nébuleuse multicolore, mais aussi pour en «simplifier» la lecture. Reste que tout d'abord l'ensemble de ces textes est aussi vivant que les personnes qui nous les ont envoyés, et nous «parlent» plus que beaucoup de discours des professionnels de la parole ou de la politique. La sincérité et la modestie des propos nous poussent à vouloir en savoir davantage sur qui sont ces femmes et ces hommes qui ont répondu à notre questionnaire... pour cela nous allons donc continuer à analyser l'ensemble des questions pour vous proposer prochainement un portrait collectif.

Pierre Maréchal et Mimmo Pucciarelli ■

(1) 47 réponses à cette question, à laquelle vous deviez répondre sur une feuille jointe.

L'écologie politique ne passe pas par un parti

«Pour moi l'écologie politique devrait être un ensemble de moyens et de fins. Je ne me sens absolument pas représenté par les Verts, Greenpeace ou les Amis de la terre... Ils n'ont pas de projet politique marquant une rupture nette avec l'Etat, l'ancien régime. Une écologie non libératrice ne présente à mes yeux aucun intérêt. Sauver physiquement la planète pour

être ensuite poignardé dans le dos par de grands responsables écologistes futurs... De plus, à l'inverse de ce qu'est le mouvement libertaire, ou de ce que fut la mouvance communiste, ou même le mouvement antinucléaire à son apogée, l'écologie ne présente aucune consistance d'ensemble tant ses formes sont hétéroclites et éparpillées. Les échanges sont-ils tellement nombreux entre, pour prendre deux choses totalement différentes, un producteur bio de Poitiers et un squatter végétarien punk ? Quel rapport peut-on bien trouver entre un écouguerriller anarchiste et un employé d'Ardelaine ? Entre écowin-

ner et écolooser pour grossir le trait ? Les gens de France nature environnement sont-ils écologistes ? J'ai du mal à trouver des caractères écologistes encore moins alternatifs, dans la revue *Combat nature* et *L'Ecologiste* est vraiment élitiste (intellectuel, très bonne présentation, dossiers de fond). L'écologie politique devrait être une tendance de fond propre à tous les groupes se revendiquant de l'écologie, une charte marquant clairement une identité, des moyens d'action et des buts communs à toute la mouvance écologiste».

Etudiant, 21-30 ans,
Meurthe-et-Moselle



Affiche des Verts allemands.

«L'économie est mondiale, depuis longtemps. Par conséquent il faudrait établir des liens étroits et réguliers entre courants de même orientation, dans les pays du sud et dans les pays du nord. Une écologie politique ne peut rester locale. Il y a besoin de se doter de méthodes d'organisation fondées sur la responsabilité, et donc qui rompent avec les pratiques dominantes (partis, hiérarchie, démocratie représentative et non participative). Les expériences sont nombreuses (on parle peu de leurs méthodes de fonctionnement dans *S!lence*). Mais il y a aussi des pratiques anciennes (sociétés dites primitives) qui peuvent donner des idées. Il faudrait aussi sans doute se soucier beaucoup plus de ce qui concerne la culture, c'est-à-dire ce qui contribue à former nos mentalités. Productivisme et consommation ont envahi la culture. Comment en

sortir ? Pour construire l'écologie politique (au singulier ou au pluriel ?) il me semble qu'il faut prendre le temps de réfléchir beaucoup, d'analyser les faillites (les Verts) et ne pas se presser d'accumuler les voix aux élections».

Professeur (h), 51-60 ans, Loiret

«L'écologie politique authentique ne peut pas être organisée sous forme de parti ou de toute autre structure rigide ou pyramidale. Je préfère l'expression écologie sociale car écologie politique me semble antinomique (politique = recherche de pouvoir), abstention...»

Graphiste (h), 31-40 ans, Rhône

«Il y a tout d'abord opposition entre écologie et politique. L'écologie est à mon avis un état d'esprit qui se travaille mais en aucun cas un métier. La politique est un métier. En France tous les politiques écolos ont échoué parce que tôt ou tard le système politique a pris le dessus. Et cela sera toujours ainsi. Il faut changer la donne. Les responsables des partis écolos devraient être élus pour un, deux, trois ans et renouvelés systématiquement. Il leur serait interdit d'en faire un métier mais simplement une charge défrayée».

Réparateur naval, 51-60 ans, Côte-d'Armor

«Déjà la démarche écologique toute simple est à contre-courant de la nature humaine moderne : de l'argent juste ce qu'il faut, restreindre sa consommation, utiliser les transports en commun, pédaler dans des lieux mortels, payer plus pour bouffer mieux, ne pas utiliser le système, respecter son voisin «étranger», (...) alors l'écologie politique ! une utopie, car la politique, comme vous l'entendez, c'est être élu, donc un parti et cetera... L'élu parlera s'il le peut, car il restera le petit, le minoritaire et se fera laminer par les requins sans scrupules du pouvoir en place, droite comme gauche (...). Actuellement, pour moi, gagner en efficacité ce n'est pas être élu c'est rester à la base, rester les empêchés de tourner en rond, comme Michèle Rivasi ou José Bové».

Anonyme

L'écologie, un projet de société

«L'écologie ne devrait pas être politique au sens d'implication dans un système de gouvernement. L'écologie devrait être politique au sens où elle devrait encourager et favoriser la ré-appropriation directe de la vie globale par les personnes intéressées, une meilleure maîtrise



Union européenne

de notre destinée collective, par la base. L'écologie politique ne passe pas par des partis et des élections, mais par un travail d'information, de sensibilisation, de prise de conscience, de responsabilisation, d'expérimentations alternatives concrètes. Elle gagnera en efficacité en prenant ses distances avec les dynamiques de pouvoir et en multipliant les initiatives expérimentales prouvant qu'une autre société est possible (moins de discours idéologiques, plus de vie et de simplicité)».

Graphiste (h), 31-40 ans, Rhône

«L'écologie politique doit être porteuse d'un projet de société. Elle doit être un refus de la démocratie représentative et capitaliste. Elle est synonyme de fin de concentration de pouvoir, de refus de toutes formes de domination et d'aliéna-

tion... l'objectif doit être de vivre libre et en paix dans un environnement sain. Relation harmonieuse. Moyens pour être efficace : un gros travail d'introspection, beaucoup d'échanges, se rassembler et agir, il faut créer ce que l'on désire ; la radicalité (remise en cause régulière) dans les idées et les pratiques»

Président d'une association locale, 21-30 ans, Vendée

«Le point de départ est la conscience du lien étroit entre l'organisation sociale hiérarchique et le rapport dominant avec la nature. L'objectif est donc d'expérimenter de nouvelles formes d'organisation sociale et politique en intégrant la préoccupation de ses conséquences écologiques et sociales, à échelle globale, et en raisonnant sur un temps long. En privilégiant la démocratie directe et l'autogestion à tous

les niveaux sans se décharger des problèmes sur les politiques professionnels. Ne pas attendre grand-chose des partis, même des Verts — leur marge de manœuvre est minuscule. Parer les problèmes à échelle globale (OMC). En cherchant à passer dans la société et non pas dans les médias. Organiser des médias libres et puissants pour ne pas se contenter de rester une alternative de marge. Une exigence des médias est qu'ils ne soient pas un milieu social séparé et défendant des intérêts propres mais qu'ils appartiennent à tous. En décolonisant les imaginaires des rêves du capitalisme et du scientisme, en diffusant les pratiques de changement et d'action directe non violente».

Etudiant, moins de 20 ans, Eure

Les Verts ont échoué

«La décroissance soutenable, par exemple, qui en parle ? Ni Greenpeace, ni les Verts. Par contre le *Monde libertaire* en est un grand défenseur, avec les revues *l'Ecologiste* et *S!ence*. La Fédération anarchiste est-elle plus écologiste que les Verts ? Pour ma part je n'en doute absolument pas. L'antiautoritarisme pourrait aussi être un axe commun. Mais Greenpeace n'est pas prêt à s'organiser démocratiquement... dès lors, est-ce une organisation politiquement émancipatrice ?»

Etudiant, 21-30 ans, Meurthe-et-Moselle

«L'écologie politique est en faillite. Les Verts n'ont réussi qu'à discréditer les idées écologistes qui aujourd'hui encore n'ont aucun crédit sérieux auprès de la majorité des citoyens. Leurs dissensions internes, et leur dernier programme (minable) ont détruit leurs chances pour faire avancer les choses. Le problème est que cela risque d'être durable. Il faut à tout prix lutter contre la récupération par les partis classiques. Ces derniers tentent désespérément de croire qu'ils représentent la nation, mais ils savent que ce n'est pas vrai. Les électeurs, ceux qui votent, vont aux extrêmes. La démocratie est en danger si aucun mouvement nouveau ne vient prendre les places que nous ne voulons plus donner aux partis traditionnels. C'est maintenant que l'écologie politique devrait sortir de l'ombre avec une personne ayant du charisme. Il

faut oser afficher la subversivité des idées de décroissance et de vie non artificielle, même si cela suscite beaucoup de rejet. Trop de gens croient que l'écologie, c'est l'antinucléaire et la protection de la nature. Il faut montrer que c'est un système complet et cohérent qui vise d'abord le bonheur et l'humour. L'objectif à atteindre doit d'abord être modeste : être le poil à gratter dans les médias et dans les assemblées. Il ne faut s'allier avec personne. Je pense qu'il n'est pas souhaitable de chercher à gouverner. Le pouvoir dégrade tous les idéaux en pragmatisme (...)

Secrétaire (f), 31-40 ans, Doubs

Rassembler, fédérer

«Pour moi l'écologie politique devrait être l'encouragement de toutes les initiatives en faveur de la solidarité et de l'environnement, sur le plan local. (...) Pour gagner en efficacité l'écologie politique doit rassembler les individus d'une même région sur un projet social et/ou environnemental. On le concrétisera dans le rapport d'une charte commune préétablie.»

Etudiant, 21-30 ans, Haute-Garonne

«Pour moi, l'objectif n'est pas de prendre une partie du pouvoir mais de pousser les différents partis à intégrer l'écologie : non seulement de le mettre dans leurs programmes mais d'en respecter les principes. L'intégration des principes respectant l'écologie doit permettre à l'homme de vivre le plus longtemps possible sur notre terre. Bien sûr, les ressources naturelles de notre planète sont limitées, et notre monde civilisé doit stopper sa croissance

matérielle (grande consommatrice de ressources). Tout parti politique qui prêche la croissance pour créer des emplois ne peut pas se dire «écologiste», je le dirais plutôt opportuniste. De droite ? De gauche ? plutôt décentralisé, autogestionnaire et décentralisé. La solidarité volontaire entre les humains fonctionne dans les petits



Affiche électorale du parti démocrate écologiste en Inde.

groupes ; la solidarité envers des personnes plus éloignées n'est souvent qu'un pacte ponctuel de déculpabilisation (aumône). Je précise : tout partager à l'intérieur d'un petit groupe, ça marche, il y a une autosurveillance. Mais si le groupe grossit, les problèmes commencent parce que nous ne sommes pas tous généreux ni altruistes. Je ne pense pas que la lutte des classes ait encore un sens dans notre pays trop riche, où chacun veut plus que l'autre, sans regarder s'il n'a pas déjà suffisamment. Pour être efficace les écologistes doivent comprendre que les humains ne se partagent pas entre les bons et les méchants (les écologistes étant les bons). Beaucoup de personnes votent à gauche pour un partage différent des richesses d'autres votent à droite pour l'efficacité de ses méthodes de production, mais tous votent en ce qu'ils croient, pour un système qu'ils pensent meilleur. Les écologistes ne changeront rien s'ils ne sont pas plus nombreux».

Anonyme

«En tout premier lieu l'écologie politique devrait balayer devant sa porte, régler ses problèmes internes et s'intéresser essentiellement aux plus pauvres, à commencer par les peuples en voie de développement».

Commerçant, 51-60 ans

Un but spirituel

«Je vois l'écologie politique comme l'art de gérer les ressources de manière à sauvegarder le milieu de vie. Gérer la société reviendrait à enfermer les humains dans un système où chaque être

devrait prioritairement s'adapter aux règles existantes, ce qui paralyserait la recherche sur le moi-intime dans l'ouverture à l'évolution. Bien sûr cette gestion sociale demande à chaque individu de savoir se conduire en respectant les autres et lui-même dans la conscience que tout est interdépendant : piétiner une fleur fait pleurer une étoile ? Pillier les ressources matérielles revient à se piller moralement, vouloir asservir revient à s'enchaîner. L'écologie politique n'a aucune chance de naître dans une société pyramidale, hiérarchisée : elle demanderait aux chefs de sacrifier leur pouvoir, ce qu'ils ne toléreront jamais. Nous n'admettrions plus que des ascètes clairvoyants comme guides mais aucun des dirigeants actuels n'a cette intégrité – tous se préoccupent plus de leur ascension hiérarchique que de notre niche écologique nommée Terre. Comme moyens d'arriver à une écologie politique je vois :

- Ne plus idolâtrer les chefs et dirigeants de tous poils et apprendre à leur désobéir. Ne plus suivre leurs consignes, recommandations, promesses fallacieuses de bonheur par la consommation. Ne plus montrer la compétition comme une réalisation de soi mais pour ce qu'elle est, une dégradation dans la communication spirito-mentale et affective.

- Montrer que les subtilités de la communication ouvrent les portes de l'épanouissement intime.

- Commencer à regarder l'affectivité, la sensibilité comme une force, et non plus comme une faiblesse à cacher : la prochaine révolution ne se fera pas dans les barricades mais dans les cœurs.

- Voir notre cœur, notre animalité, comme partie intégrante de notre spiritualité pour tendre vers notre harmonie . Alors nous concevrons enfin un monde cohérent».

Enseignant, électricien, plombier et animateur, plus de 60 ans, Lot-et-Garonne

«Écologie politique devrait être la réalisation pratique de l'unité du cosmos. C'est-à-dire la mise en pratique de concepts tels que la solidarité, la justice, la paix, la répartition équitable des richesses, le respect et la tolérance, la non violence, l'harmonisation avec la nature ; et, dans la mesure du possible, la joie et l'amour... Les moyens à privilégier : sortir du modèle dominant occidental-patriarcal et s'ouvrir sur les valeurs féminines. Développer les techniques de non violence. Donc miser sur la mise en pratique personnelle, l'éducation, et l'information...»

Institutrice, 31-40 ans, Puy-de-Dôme



Pas de révolution

«A nous de discuter, de convaincre, de présenter nos idées... et ne rejetons pas les autres, ne nous enfermons pas dans une idéologie en nous bouchant les oreilles... N'imposons pas nos convictions, proposons-les, expliquons-les. Rappelons-nous qu'Hitler et Staline aussi voulaient sauver le monde (...). Je ne crois pas à une révolution juste dans un pays démocratique. L'écologiste n'a pas d'ennemis, il n'a que des frères à convaincre».

Anonyme

«Avant de parler écologie politique, il faut s'entendre sur les termes. L'écologie est l'étude des relations entre un habitat et ses habitants ; que ce soit au niveau d'un microcosme ou celui du macrocosme. La politique dans le sens grec du terme est la gestion de la cité. La conjugaison de ces termes doit nous permettre de comprendre que tous nos actes ont des répercussions sur l'environnement. Il est donc nécessaire d'agir en tant que consommateur et comprendre que la manière dont nous orientons notre consommation a une influence sur la qualité de notre environnement. L'objectif à long terme est d'arriver à ce que notre consommation ne soit pas supérieure à ce que produit notre environnement. Pour arriver à une telle fin, le pragmatisme est de mise. Il est important de ne pas attendre un hypothétique grand soir mais de favoriser une agriculture respectueuse de l'environnement ; de privilégier les objets qui ont un cycle de vie plus long et de ne pas courir sans cesse vers de nouveaux produits de consommation».

Contrôleur de douane, 41-50 ans, Territoire-de-Belfort

Spots publicitaires ?

«Jusqu'à pas très longtemps, je me méfiais de la politique comme d'un panier de crabes. Puis j'ai réalisé que c'est peut-être le moyen le plus puissant pour contrecarrer les grandes orientations politiques tenues par les multinationales. L'écologie politique pour remplir son rôle doit pouvoir rester libre (financièrement, mais ça risque d'être dur). Ses objectifs : je ne pense pas nécessaire de vouloir contenir le raz de marée mondialiste avec des gueuses de sable. Un parti écolo sera toujours écrasé par le pouvoir de l'argent, et les pratiques détournées de la politique agressive. Les objectifs d'une politique écolo seraient davantage de s'adresser au peuple, de développer les contacts et les slogans (spots TV) en s'appuyant sur des techniques de publicité (la plupart des consommateurs non éveillés y seraient réceptifs), afin d'éveiller la conscience collective, et générer une culture du respect, du non gaspillage, du refus collectif de se laisser porter par la surconsommation, de réaction face à l'aliénation de l'humain par le travail... Les moyens : rien qu'à voir la manière dont mes gamins regardent la télé, y a pas de doute c'est le must pour faire passer toutes les idées, si tant est qu'elles soient formulées de manière flash répétitive. Une bonne agence de pub pourrait s'occuper de ça, de la pub alternative en somme et pourquoi pas de la pub solidaire, bien édulcorée».

Technicien agricole, 41-50 ans, La Réunion

Tous ensemble, pour une vision globale ?

«Depuis des années, des journalistes, des écrivains, des économistes, des «nantis qui s'autorisent des trucs» écrivent des livres, des articles sur tous les sujets ; ils dénoncent les magouilles, les mobilisations, la mafia, les Etats fabricants et les trafiquants d'armes, de drogues, de pétrole... Depuis le 11 septembre 01, nombreux sont ceux qui ont confirmé l'existence de paradis fiscaux, de plaques tournantes, de blanchiment d'argent sale, de mines anti-personnel, de guerres en cours, de guerres à venir, de nominations de dictateurs avec ouverture de compte en Suisse. Les ONG, c'est malheureux à dire, font partie du système ou participent à son entretien. Bref, nous ne sommes pas trop mal informés et pourtant, les gens mis en cause continuent leurs manigances, ils se protègent entre eux, ils verrouillent les postes clés, bloquent la justice, court-circuitent les enquêtes (je parle de la France). Entre nous, ils ne voient pas plus loin que le bout de leur nez, cela me rappelle, dans les années 80, les directeurs nommés dans des postes pour «dégraissier» les effectifs et dont les enfants maintenant ne trouvent pas de boulot. Alors, si l'écologie politique entreprend la mise en application des lois, rétablit le fonctionnement de la justice, exige le remboursement des vols par les cols blancs, privilégie l'humain et le social, remet l'OMC et l'AGCS à leur place, ne laisse pas l'information aux chaînes commerciales et à la presse libérale, les Français suivront. Peut-être y a-t-il un autre mode d'action : j'ai lu quelque part «un homme est ce qu'il pense» ! Si nous sommes nombreux à penser juste, avec bon sens, si nos actions sont en accord avec nos pensées, nos voisins remarqueront cet état et pourront évoluer. Est-ce que ce mode d'action c'est l'écologie politique ? Je me le demande».

*Chauffagiste (h), 51-60 ans,
Haute-Marne*

«L'écologie politique passerait par des représentants des citoyens électeurs. Donc à la base favorables à une écologie politique. En France ce n'est pas vraiment le cas. Les Français face aux discours concernant la dégradation des ressources naturelles, aux risques encourus par certaines structures commerciales et industrielles se comportent diversement : indifférence assurant leurs situations individuelles ; réactions lambdas (masse importante) ; conscients mais pervertis par le capitalisme ; réagissent et agissent (minorité dont les Verts). Les lambdas ne sont pas réelle-



Assemblée nationale

ment hermétiques : c'est eux qu'il faut utiliser comme moyens pour que l'écologie gagne en efficacité. Je sais que ce n'est pas facile, ayant des visions très matérialistes des conceptions de la vie sociale. Mais pourtant à les voir ils sont tout de même peureux : c'est quand même l'avenir de leurs enfants ? Par la communication il faut éveiller leurs consciences (...) leurs pouvoirs à s'exprimer en faveur d'un droit de cadre de vie vivable pour leurs enfants (...). Il faut dépasser les actions d'éducation à la nature par de multiples actions culturelles dans les rues, les places publiques (...). Par rapport au figement français actuel, il faut à tout prix poursuivre dans l'union européenne. (...). Toutes structures en faveur d'une politique écologique doit se relier et agir avec toutes les structures similaires des autres pays, Amérique comprise. C'est un principe à organiser mondialement, puisque c'est la planète qui est en jeu...»

Anonyme

«Que la politique soit basée sur l'écologie, qu'elle prime sur l'économie. Que toute décision passe par ses conséquences écologiques, sur la planète avant d'être approuvée. Je rêve d'une dictature de l'écologie, par dérision, face à la dictature de la poubelle et du luxe. Que des cours d'écologie soient rendus obligatoires pour tous, plusieurs fois par semaine, avec des examens, des années de formation, des certificats. L'opinion publique se réveillerait, exigerait le changement, contesterait toute décision non respectueuse du phénomène de la vie».

*Fonctionnaire (h), 31-40 ans,
à l'étranger*

«L'écologie politique devrait plus être une volonté et un travail pour faire connaître et avancer dans l'esprit du grand public (surtout pour les actes du quotidien) et non pas une tentative d'accéder au pouvoir par les élections. Ses objectifs : du

concret, du vécu. Se projeter dans une future société écologique c'est trop compliqué. Déjà se repérer dans la complexité du monde et de la vie c'est pas simple : alors simplifions. Mettons dans les mains des gens des composteurs, des marmites norvégiennes, des produits faits maison. Emmenons-les sur des chantiers d'entraide festifs. Donnons-leur envie d'être écolos. Marre de l'image du militant. Fournir des analyses et des chiffres, des informations sans compromis. La vérité, point barre ! mais aussi des propositions derrière. Se mettre à la portée des gens quand c'est nécessaire. Des BD, des spectacles, de l'humour, tout ce qui est possible du moment que ça marque les esprits. Etre présentes sur les luttes importantes, c'est-à-dire sur les lois qui bouchent les initiatives. Moyens pour être efficace : incarner soi-même ce que l'on demande aux autres. Les écoles en voiture ou en voyage au bout du monde en avion, il n'y a rien de tel pour conforter les gens dans l'idée que finalement l'écologie c'est pas si important que ça. Se regrouper entre convaincus et faire. Arrêter de trop vouloir expliquer, parler, convaincre. Montrer, donner envie, montrer par l'action qu'on se fait du bien et ça c'est contagieux. Apprendre à communiquer : les gens sont souvent dans la peur de leurs propres envies. Commençons par les écouter et aidons-les à sortir tous ces blocages avant de vouloir leur expliquer de A à Z l'écologie. En plus ça nous aidera à être plus efficace entre nous dans les réunions de travail. Cela nous permettra aussi d'être plus créatifs. Nous nous censurons nous-mêmes à force de nous porter des jugements de d'accord, pas d'accord».

Commercial, 31-40 ans, Hérault

«C'est une vision globale de la façon dont devrait fonctionner une société inspirée de l'observation de la nature. L'idée clé en est l'équilibre des forces, car tout déséquilibre engendre des tensions pouvant conduire à la déstabilisation parfois



Union européenne

irréversible du système. L'homme occidental ayant acquis tous les éléments nécessaires à son bien-être, système politique libéral, nourriture suffisante et variée, culture ouverte à tous, il doit maintenir ce bien-être sur le long terme en cherchant l'équilibre idéal. L'écologie politique doit œuvrer par des réformes lentes et progressives à la mise en place d'équilibres durables dans tous les domaines. L'équilibre doit se retrouver dans les rapports sociaux et les rapports à notre environnement. La détermination de ces équilibres nécessite le remplacement des indicateurs de performance actuels d'une société occidentale (PIB, indices boursiers) par des indicateurs prenant en compte le système de santé, le niveau de connaissances des citoyens, se référer à l'Idh (indice de développement humain), et bien sûr une panoplie d'indicateurs environnementaux. Il est très difficile de déterminer ce point d'équilibre car chacun a sa propre définition. La patience est indispensable pour sensibiliser la population dans son ensemble (Allemands et peuples nordiques ont plusieurs dizaines d'années d'avance sur nous pauvres latins).

*Ingénieur en agro-alimentaire (h),
21-30 ans, Côtes-d'Armor*

«Les moyens à privilégier seraient donc essentiellement la diffusion des informations utiles masquées actuellement. Elles permettraient aux citoyens de

comprendre que le modèle de domination n'est qu'un modèle parmi d'autres, le plus absurde et le plus dangereux, même sous sa forme soft de démocratie libérale ; qu'il a existé d'autres formes de société plus harmonieuses, qui ont duré plus longtemps que celle-ci ; que dans ces autres formes de société vérité et justice pourraient être pratiquées par intérêt et non par devoir ; qu'il est donc possible d'inventer un nouveau contrat social, et qu'on peut en dessiner ensemble les contours. Certes ces informations masquées sont difficilement accessibles mais elles le sont tout de même. Des ouvrages

«Un objectif serait de faire évoluer le système gouvernemental afin que l'on ne désigne plus un programme électoral complet mais partiel (concrètement : voter séparément pour chaque ministère)»

d'archéologie (gentle archeology américaine) et d'ethnologie (Océanie) ont été consacrés à une description scientifique de ces sociétés humaines. Pour les curieux il existe même des ouvrages cliniques, certes très peu diffusés et dérangeants pour les préjugés, qui permettent de comprendre le rapport entre la structure de l'humain et sa façon de se comporter avec ses semblables et l'environnement. Donc déjà diffuser ces informations, et permettre ainsi l'étude entre société de domination et dégradation de l'environnement. Puis l'écologie politique créerait des lieux et des moments de débat entre citoyens pour imaginer comment sortir de l'impasse actuelle. Les succès publics de tels rendez-vous avec l'histoire humaine dépendraient surtout du degré de profondeur avec lequel ces thèmes seraient abordés.

Retraité, 51-60 ans, Rhône

Rassembler autour des questions d'environnement

«Un mouvement capable de fédérer des associations comme le Réseau Sortir du nucléaire, mais en plus large, avec bien d'autres thèmes précis : relocalisation du marché, idées de créations d'emplois écologiques, toxiques, forêts primaires, effet de serre, eaux et océans, qualité de l'air... en mettant plus l'accent sur l'écologie que le social, avec une certaine discrétion pour les prises de position sur, par exemple, les problèmes de la Corse, en développant plus les thèmes environnementaux, les économies d'énergie, la protection des espèces, des biotopes, des réserves naturelles, des parcs nationaux et régionaux, avec un esprit fédérateur en direction des assos de terrain, des expositions ambulantes à visiter à l'abri de la pluie, un effort de communication et de pédagogie... Un comité de pilotage scientifique car l'écologie est aussi une science. Il faut trouver des ponts entre les scientifiques et l'écologie politique».

*Secrétaire universitaire (h),
51-60 ans, Paris*

«L'écologie politique devrait définir clairement ses choix : la décroissance, la remise en question du travail salarié, réfléchir sur une nouvelle organisation de la société, où seraient interdits tous les choix nuisibles : le nucléaire, la déforestation, les élevages intensifs, les pesticides, les OGM... En bref, il faut changer les priorités, repenser notre vie, la simplifier, l'améliorer, redéfinir le bonheur. La simplicité n'est jamais malade, ni ennuyeuse. Sa richesse est infinie, sans cesse nouvelle pour celui qui regarde le monde avec

yeux neufs. Les drames humains et les catastrophes écologiques ont la même cause ; l'homme s'est éloigné du cœur de la nature qui est aussi son propre cœur. En oubliant la vie sensible du monde il a fini par s'oublier lui-même. Les Cheyennes des plaines savaient que la perte du respect dû à toutes les formes vivantes, humaines, animales et végétales, amenait également à ne plus respecter l'homme. Aussi maintenant-ils les jeunes sous la douce influence de la nature» (*Préceptes de vie issus de la sagesse amérindienne*, J.-P. Bourre). Voilà ce que l'écologie politique devrait transmettre, il est temps d'arrêter notre course folle et d'écouter la voix de la sagesse. Le plus dur reste à faire : réussir à transmettre ce message au plus grand nombre».

*Responsable relations internationales
en centre de formation (f), 41-50 ans,
Loire*

«L'écologie politique devrait porter sur quatre aspects essentiels et complémentaires.

- Aller dans le sens d'une meilleure répartition des richesses ; une société inique tend à accroître les comportements égoïstes. Chez les nantis en particulier, aussi bien vis-à-vis des autres que de l'environnement. Quand une personne a des soucis financiers, l'écologie n'est pas franchement sa priorité. Ce n'est peut-être pas une excuse mais le souci écologique peut parfois être le privilège de riches qui se donnent bonne conscience.

- Faire en sorte que chaque projet (logement, énergie, transport urbain) intègre les coûts environnementaux, énergétiques et sociaux pour aller dans le sens de conséquences et de pollutions aussi limitées que possible.

- Mettre en avant les économies d'énergie, ce qui revient à promouvoir une réduction de la consommation. Cela demande un vrai courage politique (EDF se vantait d'avoir battu le record de production, donc de consommation, l'hiver dernier). Or, on ne peut pas défendre les énergies renouvelables si on ne défend pas également une réduction de la consommation énergétique.

- Développer le lien social : par la vie associative, les conseils de quartier, une politique de logements sociaux, une décentralisation visant à une réelle autonomie locale (communes autonomes). Or les moyens de communication modernes, en plus d'être énergivores, donnent l'illusion qu'ils rapprochent les êtres humains,

alors qu'ils les enferment dans une bulle virtuelle, d'incommunicabilité, de repli sur soi».

*Ingénieur en énergie et environnement,
31-40 ans, Paris*

«Insister sur les fondamentaux de l'écologie, donc dans la conscience actuelle, rechercher plutôt l'union des écologistes de différentes chapelles plutôt qu'une alliance avec les partis classiques»

*Employé Sécurité sociale, 41-50 ans,
Bouches-du-Rhône*

«Pour moi, elle devrait être un complément à d'autres politiques (sociales notamment). La multiplicité des partis écologistes (je sais en lister quatre : Verts, Bleus, Cap 21, le Mouvement pour une insurrection des consciences) prouve que se rejoindre sur un thème (l'écologie) ne suffit pas à s'entendre sur le reste. Donc trop vouloir faire revient à ne rien faire.

De plus, sur quelles valeurs se fonder ? religieuses, laïques, à la mode ? Exemple, le programme des Verts aux précédentes présidentielles m'a bien convenu. Mais quelle foi y apporter ? Il ne repose sur rien de stable à mes yeux. Aujourd'hui les Verts défendent les sans-papiers et les homosexuel-le-s, mais rien ne dit qu'ils continueront de le faire ultérieurement vu que la défense des minorités n'a aucun socle commun avec l'environnement. On peut imaginer que c'est une simple coïncidence due au fait que pour ces élections ils y avait un certain nombre d'homos dans les rangs, un certain nombre d'amis de sans-papiers, etc. Les repères sont flous et manquent de durabilité.

Autre exemple, les Amis de la Terre sont une association avant-gardiste sur les idées environnementales. Mais sur les questions sociales... mieux vaut ne pas les aborder sinon c'est vite la "merde" entre religieux et antireligieux, entre homophiles et homophobes, etc.

Un objectif serait de faire évoluer le système gouvernemental afin par exemple que l'on ne désigne plus un programme électoral complet mais partiel (concrètement : voter séparément pour chaque ministère).

Un autre objectif serait que les gens se soignent avec bienveillance. Quand je vois le discours des Verts et comment certains de leurs membres utilisent leur voix...

Pour autant je n'ai pas mieux envie de voter pour le mouvement de Pierre Rabhi, qui me paraît pourtant intéressant, car il est trop minoritaire, or, un objectif politique est de rassembler et d'agir.

Enfin, les mouvements sociaux ou environnementaux manquent cruellement de penseurs-euses. Des contestataires, on en trouve à la pelle à droite et à gauche, mais des forces de propositions... C'est le vide. J'en veux pour preuve que des partis font encore recette avec Marx dont la pensée — aussi intéressante soit-elle — a été conçue dans une époque qui a changé de nos jours. Autre preuve : (...) personne n'a créé un argumentaire conceptuel qui prouve par a+b en quoi la thèse du libéralisme conduit inexorablement au capitalisme, aux trusts et donc à la privation de liberté, donc que la théorie libérale se contredit elle-même. (...)

L'écologie politique devrait se limiter à son domaine pour rassembler les gens autour de son thème principal, et mieux en affirmer les valeurs. Cesser les divisions. Pour le social, le culturel, etc. Libre aux citoyen-ne-s d'appartenir à plusieurs organisations, une par thème.

Toujours être dans une démarche de progrès personnel et d'ouverture d'esprit avant et pendant une action sociétale. Inclure l'humain dans le projet de société.

S'attaquer au fond du problème conceptuel de ce que serait la société idéale : libéralisme et communisme sont vétustes et doivent cesser d'occuper toute la place».

Anonyme

«Respectueux de la nature ; près des gens ; ayant des buts autres que lucratifs, prenant en compte l'expérience de nos aînés pour cela les écouter, leur redonner la place d'honneur dans notre société ; encadrer les jeunes, leur transmettre les expériences, des valeurs de base, immuables, qui sont le respect de soi, des autres, de la nature, le travail sur soi et pour la société, la recherche du bonheur dans le contentement quotidien. Piscine, transports en commun, pratiques sportives en général, culture, accessibles et gratuits car ces activités rapprochent les gens de tous bords, de tous âges».

Greffière, 41-50 ans, Bas-Rhin



Urgence d'un changement radical

«Écologie politique devrait être radicale car le temps presse. Ses objectifs doivent être de sortir du capitalisme et du libéralisme et d'entrer en décroissance économique. Ils doivent être aussi d'installer une politique moins centralisée avec plus de démocratie directe. De remettre l'homme et la nature au centre des préoccupations. Pour être plus efficace ? Comme Rabhi, proposer des choses concrètes. Surtout rester cohérent et ne pas se compromettre dans des alliances impossibles».

*Saisonnier, apiculteur,
31-40 ans, Drôme*

«Écologie politique doit populariser le mieux écologique des autres (pays, groupes, collectivités) ; soumettre à un référendum national la politique énergétique, celle des transports, des grosses infrastructures ; s'investir avec ardeur et détermination pour une ville humaine, construite sur le silence, la lenteur, avec proximité habitat/activité, un habitat sain et économe en énergie — une ville, lieu permanent d'expérimentation grandeur nature. (...) Faire le siège des usines de mort jusqu'à leur fermeture, généraliser la gestion écologique du bâtiment où je loge, où j'étudie, où je me distrais, de même pour les moyens de déplacement (par utilisation de moyens d'évaluation à inventer, ludiques, visuels...). Le but : imaginer des alternatives pour mieux faire dans une dynamique d'épanouissante simplicité et d'économie volontaire ; investir, visiter, contester les lieux de fabrication de nos aliments (l'industrie agro-alimentaire vit comme les banquiers sur le principe pour vivre heureux vivons cachés) ; militer pour la généralisation du régime des intermittents du spectacle à l'ensemble des salariés ; débattre avec les exploitants agricoles, nos empoisonneurs souvent fiers de l'être ; s'attaquer aux transports internationaux, en particulier de marchandises, par terre, air et mer, pour viser une relocalisation de l'économie ; éradiquer un maximum de nuisances sonores (malgré tout je suis pour les rave parties) ; prendre sa santé en main, contester le pouvoir médical dans un sens positif du droit humain à dialoguer (par exemple sur l'impact de la pollution sur la santé) ; visiter les lieux de retraitement des déchets triés ; mettre en cause l'industrie chimique ; demander des comptes sur la pollution des sols ; pour les commandes publiques instaurer le mieux disant social et environnemental».

Anonyme

«Il me semble que l'écologie politique est la forme qui devrait succéder à la forme politique actuelle. Je suis souvent choqué par l'idée qu'il puisse y avoir des questions qui ont trait à l'écologie et d'autres non. Cette vision dualiste explique le non-sens pathétique des partis verts actuels qui seront tout au plus capables de mener (s'ils règlent leurs querelles immatures) des politiques écologiques et en rien une écologie politique. Ce renversement sémantique n'est pas anodin : il s'agit en pratique d'un retournement des valeurs. L'écologie politique est la forme qui émergera naturellement quand moyens et finalités auront été inversés par rapport à l'ordre actuel des choses. Quand l'argent sera un outil au service du rêve des hommes, le travail limité par la satisfaction pleine et entière de nos usages (et non nos usages justifiant tant bien que mal une production galopante), quand à la triste idée individualiste se sera substituée la joyeuse collectivité d'humains solidaires, quand finalement l'homme lui-même en son for intérieur aura procédé à un changement radical.

Pour que l'écologie politique émerge il faut avant tout que l'homme dégoûté de la tristesse individualiste et consumériste se tourne vers la joie, la vie et son abondance telle qu'elle nous est naturellement donnée... (je m'arrête car je tourne à la prédication évangéliste)...»

*Professeur d'école, 21-30 ans,
Pyrénées-Orientales*

Domination contre-nature

«Écologie politique est une réponse de circonstance aux conséquences environnementales d'une situation contre nature : vivre des relations de domination



entre être humains sous la forme actuelle du patriarcat plus ou moins traditionnel. Car à mon avis l'attitude destructrice envers l'environnement n'est qu'une simple conséquence de cette forme archaïque de société. L'écologie politique pourrait ainsi représenter un mouvement d'opposition au système social patriarcal : celui qui aboutirait nécessairement à la destruction de l'environnement. A ce titre elle proposerait une nouvelle façon d'être en relation opposée aux formes de domination. Elle serait favorable aux systèmes de libre association : celui qui aboutit nécessairement au respect de l'environnement. S'agissant d'un mouvement politique d'apparence radicale l'écologie politique peut prétendre proposer un changement de société ? Or l'être humain ne peut réaliser que ce qu'il a au préalable imaginé de façon suffisamment précise pour déclencher l'envie et la capacité de le déclencher. Faute de cet imaginaire, il court après des chimères et tourne en rond dans une quête sans but concrètement envisagé. L'écologie politique devrait ainsi être un centre d'élaboration d'un imaginaire social naturel, donc alternatif au modèle actuel. Elle aurait pour premier objectif de faciliter les rencontres fructueuses en ce sens. Il deviendrait alors possible pour un nombre suffisant de citoyens d'imaginer les contours et les valeurs d'une société de libre association. Avant tout, devenir crédible ! Actuellement l'environnement se dégrade plus vite que jamais. Les labels bio baissent en qualité au fur et à mesure de leur extension. Et les mots d'ordre de décroissance et d'écologie font piteusement écho aux mesures concrètes d'appauvrissement organisées par les dirigeants mondiaux. D'où le manque de crédibilité et de succès de l'écologie politique actuelle. Pourtant le contexte n'a jamais été aussi favorable à la contestation du progrès militaro-industriel. Ne serait-il pas plus efficace d'exposer les aspects joyeux et enthousiasmants d'un nouveau contrat social de type non dominateur ? De montrer que le régime social d'association libre génère l'abondance (celle qui règle dans l'œuf les conflits générés par la pénurie) ? De ne plus confondre l'autorégulation, générée par la libre association, avec la règle morale de sobriété (qui est, en régime de domination, de toute façon imposée par les profiteurs du système au détriment des masses laborieuses) ? Bien sûr cela suppose que diminue dans le mouvement écologique la part d'influence des moralistes au profit des pragmatiques... Du boulot ! (...)

Le discours superficiel et moraliste des écologistes classiques a fait preuve de son inefficacité. Il faudrait parler vrai, des vrais problèmes, même tabous comme la misère sexuelle des humains en régime patriarcal, cette misère sexuelle respon-



Union européenne

sable de l'agressivité masculine (...). Il suffit d'étudier les sociétés traditionnelles du Sud pour observer sans ambiguïté comment se reproduit la société de domination par l'intermédiaire des mères et le plus souvent à leur insu. Le système bourreau-victime commence dans la famille patriarcale (...). L'écologie politique compterait alors moins de misanthropes, effrayés par le nombre croissant d'êtres humains parce que désespérés de ne connaître que la cacophonie relationnelle habituelle. Mais elle compterait davantage de passionnés de l'aventure humaine, conscients des raisons de cette cacophonie. Des gens informés des potentialités d'harmonie relationnelle par une étude sans préjugés de l'histoire humaine depuis plus de dix mille ans et dans toutes les contrées de la planète. Elle serait l'ouverture et le succès, au lieu de l'impasse et de la marginalité...»

Retraité, 51-60 ans, Rhône

«L'écologie politique devrait œuvrer à la prise en compte, dans l'organisation de l'Etat, d'une approche englobant les éléments hors-humains, regroupés généralement dans le vocable de «nature».

Par critique de la pensée admise communément et a priori (pensée

unique), issue de constatation, cette écologie politique doit prendre les partis suivants :

- non-violence, eu égard à la distance entre les discours politiques communément admis et les actions internationales (actions militaires et financières) ;

- pouvoir couplé, eu égard d'une part à la difficulté de mettre en place la parité

homme/femme, d'autre part à l'obscurité présentée par le rapport entre humain et pouvoir. Toute personnalité morale devrait être représentée par un homme et une femme élus démocratiquement, à tous les niveaux politiques soit couple-président de la République, couple-président de région, département, commune... La solution proposée présente sans doute divers inconvénients, mais semble pourtant opportune ;

- place de la nature, place de l'humain et leurs interrelations en donnant la priorité au principe de précaution ;

- représentativité démocratique des associations. Les associations démocratiques (exemple : maximum de 2 % des capacités financières de l'organisation en possession d'une même personne) sont les derniers remparts de la démocratie. Les élus sont notoirement incompetents en tout domaine. L'Etat souhaite se réserver un rôle exclusivement régalien. L'Etat se défait progressivement de sa compétence sociale, sous prétexte financier, laissant cette compétence, y compris la compétence environnementale, aux associations. Face à l'Assemblée nationale et au Sénat (dont l'utilité peut être remise en cause), les associations devraient donc jouer un rôle politique (organisation de l'Etat) par la constitution d'une Chambre des associations. De même pour chaque niveau politique depuis la région jusqu'à la commune, en dotant ces structures d'un pouvoir délibératif, les modalités restant à définir.

Les moyens à privilégier restent communs ; ce sont en outre ceux qui font systématiquement défaut dans toute collectivité, qu'elle soit volontaire, professionnelle

ou autre lorsque les problèmes surviennent : Communication et concertation. Le rôle de *Silence* consiste principalement en la communication, qui peut évoluer vers plus de concertation (volonté actuelle affichée).

Un autre moyen pourrait être la définition et le militantisme pour une Sixième République, les éléments ci-dessus définis remettant en cause la Constitution».

Anonyme

Prise de conscience

«Une action au niveau des choix collectifs de société, cela passe par un parti. Le problème vient du fait que l'efficacité ne peut venir que d'une rupture avec le système économique actuel (refus de la loi du profit comme moteur de production). Pour l'instant les partis actuels (Verts) ne rompent pas avec cette loi. En réalité c'est un problème de conscience politique des individus. Il faut qu'ils prennent conscience, ce qui vient petit à petit, grâce à des actions comme la vôtre. Continuez, le reste viendra automatiquement»

Enseignant en lycée, 51-60 ans, Haute-Garonne

«La conscience globale est beaucoup trop infirme pour pouvoir décider d'un programme et d'un échéancier pour sa mise en place. Bien que je pense plus que l'effondrement soit l'avenir plutôt que quelque chose de radieux, le rôle de l'écologie politique est néanmoins de poser les bases intellectuelles et spirituelles pour entreprendre les actions que l'on peut déjà mener : à savoir pour l'instant les alternatives concrètes, et si l'humanité veut prendre son avenir en main alors elle en saisira les outils (l'écologie politique justement). En attendant, j'ai pris conscience de n'être qu'un être humain parmi six milliards alors je ne peux pas grand chose si ce n'est de boycotter le système, comme disait Gandhi 'quoique nous fassions c'est insignifiant mais essentiel de le faire'».

Pompier, 31-40 ans, Seine-Maritime

«Ce serait l'écologie mise en pratique par chaque citoyen pour que nous devenions plus citoyens et moins consommateurs, plus responsables et actifs au quotidien. Moins de pollution, informer les gens sur leurs pratiques de quotidien qui causent des dégâts quand elles sont multipliées, proposer des solutions réalistes, planter des arbres...»

Mère au foyer, 31-40 ans, Sarthe

Les leçons du passé

«L'écologie politique touche tous les problèmes de société. Elle est une vision globale des rapports entre les êtres vivants et de leur impact sur la nature et même sur le cosmos. L'écologie politique vise la vie et non le profit. Depuis que les paysans sont devenus des exploitants et que le monde industriel a imposé ses lois, ce sens de l'équilibre et des rapports intuitifs avec la nature et tous les êtres vivants s'est très vite dégradé dans la population. C'est aux écologistes de le remettre au premier plan. Je pense aussi que la guerre 39-45 avec le débarquement des Américains a été fatal à toute une façon de vivre respectueuse des lois naturelles et d'économie des richesses de la nature. Tout gaspillage était banni, le recyclage était naturel. J'étais enfant et la nature n'était pas polluée, du moins à la campagne. Nous avons à réapprendre à vivre sainement, sobriement, respectueusement de tout objet, tout outil, tout aliment, tout travail utile, toute expression de l'autre. Je pense que c'est par la société civile (le troisième pouvoir) que va se développer cette nouvelle conscience de la vie et non le pouvoir politique, encore moins économique... Il faut donc développer tous les réseaux, les connecter et *Silence* a un superbe rôle à jouer là».

Retraité, +61 ans, Morbihan

«(...) Si les altermondialistes veulent remettre l'homme au centre de l'économie, je pense qu'il nous faut remettre l'écologie au centre des relations humaines et de l'économie. Nos connaissances sont désormais suffisantes pour nous permettre de mesurer les conséquences écologiques de chacun de nos actes. Nous pouvons donc pour chaque choix politique, chaque projet, chaque décision envisager d'abord quel sera l'impact écologique, tout le reste en découlera. Le grand-père d'une amie lui disait lorsqu'elle était enfant et qu'ils allaient aux champignons : «tu vois quand on rentre dans la forêt pour ramasser quelque chose personne ne doit pouvoir deviner que nous sommes passés. Nous ne devons laisser aucune trace...» c'est ça l'écologie politique !»

Monitrice éducatrice, 41-50 ans, Hauts-de-Seine

«Dans l'écologie politique je ne vois à ce jour qu'embûches et déceptions. Lalonde, Voinet : tous ont été vite récupérés par le microcosme. En plus la représentativité démocratique française en particulier se trouve en ce moment battue en brèche : la participation électorale s'est

rétrécie, surtout compte tenu de tous les non inscrits sur les listes. Souvent le candidat élu ne représente que 12 à 14 % des électeurs potentiels (...). D'autre part même dans les conditions et modalités actuelles, quelle marge m'est laissée pour exprimer mes options ? Sur l'ensemble des candidats en lice, généralement aucun n'attire mon suffrage : là, je les rejette tous. J'en souhaiterais un «autre». Quelle possibilité de le dire ? Aucune. Résultat, abstention, vote blanc, désintéret... C'est que notre corps social est bien malade. Dans un organisme où sang, bile, urine se mélangent, aucun espoir de guérison ! Dans notre organisme social actuel, où le droit (égalité pour tous), l'économique (fraternité, dit la devise), et le culturel (liberté pour toute œuvre de l'esprit) sont perpétuellement confondus, que voyons-nous ? Les égoïsmes, corporations, etc. ne cessent de proliférer. Aussi je ne vois à terme qu'un seul remède, certes pas facile, mais incontournable, l'organisation trimodale (triarticulation sociale de Rudolf Steiner) dans nos interactions sociales. Dans une telle optique de triarticulation sociale il importe de distinguer clairement les trois éléments essentiels de toute vie sociale moderne : politique, économique, social. Les responsables politiques ont vocation à faire les lois, les faire respecter, et assurer les relations avec les autres pays. Donc, législation, police, justice, affaires étrangères. C'est strictement tout, ils n'ont pas à gérer le budget national : qu'ils gouvernent avec l'intelligence, non avec l'argent. C'est aussi dans cette optique qu'il faudrait entendre l'objectif idéal d'égalité : égalité des citoyens devant le droit. Toutes les autres interprétations, y compris l'égalité des chances, sont des leurres, voire des mensonges. Quant à la question de tous les secteurs économiques, ils reviennent à des gens qualifiés, experts en la matière, et qui gèrent au plus proche du terrain, depuis le producteur jusqu'à l'utilisateur, en toute fraternité. Pour les multiples aspects du culturel et tout ce qui implique une potentielle créativité, œuvre de l'esprit, art, philosophie, religion, médias, enseignement, ils devraient bénéficier de la plus grande liberté. Le récent ouvrage de Nicamor Perlas n'est compréhensible que dans cette optique.

Professeur, + de 60 ans

Etc.

«Je rejette l'expression écologie politique qui est au moins aussi absurde que de parler de physique politique, par exemple à propos de choix de sources d'énergie. On devrait distinguer l'écologie, qui est une science, de l'écologisme qui est un courant philosophico-politique qui simplement prend en compte les lois de l'écologie. Pour moi la cause de tous les problèmes écologiques est l'explosion de la démographie humaine. Si un cancer est le développement non contrôlé d'une partie d'un ensemble jusqu'à en devenir néfaste pour toutes les autres parties alors la biosphère a un cancer qui est l'espèce humaine. Or je ne vois que des hommes des partis et des politiques natalistes ? A quand une démographie soutenable ? Il faut se fixer au niveau mondial et européen des objectifs de décroissance de la population. On ne peut pas dans ce domaine continuer à prôner une croissance perpétuelle et illimitée. Ça en devient criminel».

Employé industrie, 51-60 ans, Hauts-de-Seine

«Etymologiquement, la politique est l'art de gérer la ville. Je suis ruraliste et ne vois pas comment une ville pourrait respecter l'environnement. Revoyez vos termes, si vous avez trois sous, achetez un dictionnaire étymologique».

Anonyme

«Je sais pas mais il faut faire quelque chose !!

Commerçante

DIMANCHE 16 MAI
Lac d'Uzurat LIMOGES

**“ COCCINELLES
ET COMPAGNIE ”**

**FÊTE BIO
ÉCOLOGIQUE
DU LIMOUSIN**





DE 9 HEURES À 19 HEURES :
**Marché de producteurs - Conférences et expositions
sur les énergies renouvelables - Barbecue géant -
Musique - Animations pour les enfants**

Entrée Gratuite

Voici les résultats des listes écologistes aux élections régionales :

Alsace	MEI	7,40 %
Auvergne :	Verts	5,61 %
	MEI	2,20 %
Bourgogne :	MEI	5,21 %
Bretagne :	Verts	9,70 %
Champagne-Ardenne :	Verts	7,51 %
Franche-Comté :	MEI	5,65 %
Ile-de-France :	GE	2,51 %
Languedoc-Roussillon :	Cap 21	4,80 %
Limousin :	Verts	6,02 %
Lorraine :	MEI	4,29 %
Nord-Pas-de-Calais :	Verts	6,27 %
	MEI	2,05 %
Haute-Normandie :	GE	4,17 %
PACA :	MEI	2,85 %
Rhône-Alpes :	Verts	10,09 %

grignoter des voix aux listes PS-Vertes. Génération Ecologie est aussi membre de l'UMP.

Plus intéressant est l'implantation du MEI, Mouvement écologiste indépendant, mouvement créé par Antoine Waechter après son départ des Verts en 1994. Alors que ce mouvement est souvent ignoré des médias, il réalise de beaux scores dans l'Est de la France : Alsace (7,40%), Franche-Comté (5,65 %) et Bourgogne (5,21 %). La liste menée par Antoine Waechter réalise même le 3e meilleur score en France après celles des Verts Rhône-Alpes et des Verts-Bretagne. Dans deux régions, le MEI s'est trouvé en concurrence avec les Verts (Nord-Pas-de-Calais et Auvergne), la répartition des voix est sensiblement la même : trois-quarts pour les Verts, un quart pour le MEI.

En regardant qui figure sur les listes du MEI, on retrouve de nombreux militants écologistes de terrain déçus de l'attitude trop électoraliste des Verts et de leurs accords sans discussion avec la gauche.

Alors que les médias ne parlent que des Verts, il est aussi intéressant de noter que les listes vertes ont réuni 546 000 voix et les autres listes écologistes 385 000 voix. Ce qui signifie que les Verts ne captent que deux tiers des voix écologistes.

Les Verts qui ont choisi de créer des listes indépendantes de la gauche plurielle ont gagné leur pari en réalisant plus de 5% dans les six régions où ils étaient en lice. Ceci leur a permis d'intégrer les listes de gauche au deuxième tour en ayant la conscience plus tranquille que ceux qui se sont planqués dans les listes de gauche dès le premier tour. Cela a surtout permis de faire passer les idées écologistes à large échelle, premier intérêt des élections.

Dans la région Rhône-Alpes, les Verts auraient même pu, légalement, se maintenir seuls au deuxième tour, mais une prime de 25% d'élus étant donnée à la liste qui arrive en tête, cela aurait signifié offrir la région à la droite. Deux points ont été obtenus par les Verts Rhône-Alpes avant cette fusion : l'abandon des projets autoroutiers et le vote d'une motion déclarant la région hors-OGM. Par contre le PS n'a rien voulu entendre sur la question du nucléaire.

Les Verts disposent maintenant de 168 conseillers régionaux (pour 75 sortants) et 20 conseillers généraux (pour 12 sortants).

Le MEI qui pouvait fonctionner dans trois régions a refusé tout accord, en particulier en Franche-Comté où l'UMP a essayé de les approcher. Le MEI ne compte donc aucun élu régional.

Cap 21, le mouvement de Corine Lepage ne présentait qu'une liste qui frôle les 5 % en Languedoc-Roussillon. Une mouvement bien ancré à droite puisqu'en Ile-de-France, Corine Lepage était elle sur la liste de l'UMP. Les deux listes Génération écologie (Ile-de-France et Haute-Normandie) n'ont pas eu grand succès. Elles n'étaient manifestement là que pour essayer de



PAYS BASQUE Procès honteux

Les Démo gazés devant le tribunal.



2002, des résolutions ont été prises des plus grands territoires (la Belgique) aux plus petits (la commune de Rosans, 500 habitants, dans les Hautes-Alpes) en passant par des départements comme la Haute-Garonne et la ville de Paris. On peut obtenir le texte à proposer à nos élus auprès de différents groupes : l'observatoire des transnationales, les Amis de la Terre, l'Institut pour la relocalisation de l'économie, ATTAC...

Les élus s'en mettent plein les poches



Jusqu'alors, les indemnités des députés européens étaient les mêmes que celles de leurs députés nationaux. Fin juin 2003, une harmonisation a eu lieu. Alors que les salaires allaient de 2600 € (en Espagne) à 11 000 € (en Italie), ils vont tous maintenant toucher 8700 € brut soit 7000 € net. Comme cela fait baisser les revenus des mieux lotis, il a été rajouté des compensations : cette rémunération n'est pas imposable, il s'y rajoute 3500 € net par mois pour les frais de secrétariat que le député peut utiliser comme il veut, il faut encore ajouter la gratuité des transports ferroviaires et aériens en Europe, une indemnité pour frais de déplacement lorsque le trajet dépasse 6 heures (à concurrence de 1200 € par mois) et d'autres avantages en nature. Pendant qu'ils y étaient, ils se sont accordé la retraite à 60 ans, âge à partir duquel ils peuvent toucher 70 % de leur salaire mensuel net à condition d'avoir siégé au moins pendant un an (4 trimestres pour parler comme les autres salariés). Cette retraite n'est pas imposable et est cumulable avec les autres retraites que le député peut avoir dans son pays. Le groupe des élus Verts, le groupe des gauches (avec la LCR) et quelques socialistes ont voté contre. Les prochaines élections ont lieu en juin 2004, dépêchez-vous d'être candidats !

Depuis quelques années, un mouvement non-violent, les Démo, a vu le jour en pays basque, réalisant des actions spectaculaires pour rappeler l'urgence de prendre des mesures pour sauver la langue basque (voir notre numéro spécial Aquitaine).

En 2002, plusieurs actions ont été menées en direction de la SNCF pour demander qu'au lieu de l'anglais, ce soit le basque qui soit utilisé en deuxième langue dans les messages et la signalétique des gares de la région. La SNCF n'a jamais accepté cela. Une action de blocage de train a consisté à organiser un concours de cartes sur les voies ferrées, bloquant le trafic. 63 personnes ont été interpellées et ont été convoquées au tribunal le 8 janvier 2004. Alors que des traducteurs sont officiellement présents pour traduire les dires des basques espagnols, le tribunal refuse systématiquement que les inculpés français parlent en basque. L'occasion pour les Démo inculpés de faire une action simple dans le tribunal : ils n'ont répondu aux questions qu'en basque. Apparemment cela a été insupportable pour la justice française et le tribunal a été évacué violemment par les CRS, ceux-ci poussant les inculpés, le public et les journalistes dehors sans ménagement et continuant à les poursuivre dehors à coups de gaz lacrymogènes. Devant les protestations dans la presse locale, les magistrats n'ont rien trouvé de mieux que de porter plainte contre les 63 inculpés pour «menaces, tentatives d'intimidation envers la magistrature, outrage à magistrats, rébellion en réunion et dégradation de biens publics».

Marchandisation



■ **OMC, pas assez de volume !**
Un film sur l'OMC est sorti en salle depuis le 21 avril :

Pas assez de volume, notes sur l'OMC. Ce documentaire de Vincent Glenn explique en deux heures et demi comment, pour quoi, par qui et pour qui l'organisation mondiale du commerce a été mise en place

et pourquoi elle est si contestée. Le film sera ensuite disponible en cassette vidéo auprès de *Co-errances, 45, rue d'Aubervilliers. 75018 Paris.*

■ **Mosaïque contre l'AGCS.**

L'AGCS, Accord général sur le commerce des services essaie de se mettre en place sous le contrôle de l'OMC. Les négociations secrètes ont été révélées progressivement (voir *S!lence* n°296). Une campagne a été lancée par plusieurs groupes pour inciter les élus à prendre position pour interdire leur zone d'influence à cet accord. C'est ainsi que depuis

Contrats locaux entre agriculteurs et consommateurs

Les 26 et 27 février 2004 s'est tenu à Aubagne (Bouches-du-Rhône), le premier colloque international sur «les contrats locaux entre agriculteurs et consommateurs», un moyen de maintenir en place de petits paysans et d'assurer au consommateur une nourriture de qualité.

En France, depuis 1960, une centaine de petits exploitants agricoles disparaissent chaque jour. A l'opposé, quatre multinationales se partagent 90% du marché mondial des céréales, entraînant une paupérisation croissante des agriculteurs et privant les peuples de leur souveraineté alimentaire.

Rompre avec la loi de la jungle capitaliste

Les contrats locaux — qui en France prennent la forme des AMAP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, en Angleterre de CSA, Community supported agriculture — proposent de nouveaux modes de coopération entre des personnes à la recherche de produits naturels et des petits paysans menacés de faillite. Ils sont nés au Japon dès les années 60 et ont essaimé à travers le monde. D'une remarquable simplicité, leur fonctionnement ne rompt pas moins fondamentalement avec les préceptes de la loi de la jungle capitaliste. Une charte établie entre un groupe de familles et un exploitant agricole local définit les types et les modes de culture. Les membres associés payent la récolte d'avance, prenant ainsi à leur compte le risque climatique, et se voient garantir en échange, outre la qualité des produits, un prix attractif. Une fois par semaine, ils prennent livraison de la récolte qu'ils se répartissent entre eux sous forme de paniers.

Un des avantages d'un tel système réside dans la diminution de la pollution

due aux transports et dans la fraîcheur des aliments : les fruits et légumes n'ont pas besoin d'être cueillis verts ; si le partage est prévu à 17 h, on ramasse à 16 h. Un autre est l'économie réalisée : l'acheteur paie un aliment de qualité moins cher qu'un produit standard, tandis que le paysan voit sa rémunération augmenter. Outre la part du distributeur, les coûts de transport, la manutention et les emballages, le gain le plus important est dans l'efficacité du dispositif. Sur 1000 salades qui arrivent en grande surface, expliquent Denise et Daniel Vuillon, fondateurs en 2001 de la première AMAP en Provence, 500 sont refusées parce que ne correspondant pas aux standards requis, 150 retirées un peu plus tard des rayons (abîmées ou invendues). Au final, pour 1000 salades produites, il ne s'en consomme que 350. Avec l'AMAP, ni invendus, ni gaspillage, ni soumission aux normes, pour 1000 salades produites, plus de 900 seront mangées ! Celles qui manquent sont le prix payé à la nature en agriculture biologique : ce que mangent les escargots et les chenilles.

En Provence, le phénomène se répand comme une traînée de poudre. Deux ans après le début de l'expérience, plus de 25 exploitations fonctionnent sur ce mode, alimentant 5000 personnes, tandis que de nouveaux projets ne cessent de voir le jour. Un bénéfice collatéral est d'avoir permis la sauvegarde de terres fertiles menacées de disparition, principalement en zone périurbaine, ces ceintures vertes qui nourrissaient jadis les villes et sont désormais transformées en zones commerciales au mépris de toute prudence alimentaire : l'augmenta^{tion}

Pour 1000 salades produites pour la grande distribution, il ne s'en consomme que 350. Dans une AMAP, il s'en consomme plus de 900.



prochaine du coût du transport due au tarissement des énergies conventionnelles nous privera bientôt des produits bon marché venus de l'autre bout de la planète. Nul doute que l'on regrettera alors d'avoir bétonné le sol capable de nous nourrir pour y parquer nos voitures.

Se prendre en main

A Aubagne, des agriculteurs du monde entier ont témoigné de leurs expériences devant plus de 500 personnes. Les écoutant s'exprimer avec une si belle éloquence, je ne pouvais m'empêcher de penser au film de Depardon «Profils paysans» où de vieux fermiers guettent en silence la mort qui s'avance. Je me disais que ceux-là avaient retrouvé le goût à la parole... et au combat.

Impossible de tout retranscrire des débats émaillant ces deux journées. Simplement vous faire partager quelques moments. L'Allemand Wolfgang Straenz nous a présenté un système complexe réunissant plusieurs paysans qui «produisent tout sauf la bière, l'huile et le sel» et de nombreux consommateurs fixant eux-mêmes le prix de leurs paniers en fonction des besoins et des moyens de chacun. Un ami, d'Allemagne de l'Est, lui a dit que ça ressemblait au communisme, ajoutant : «chez nous, ça n'a pas marché». Pourtant chez Wolfgang Straenz, ça marche ! Conclusion : les gens qui pren-



DR

nent leurs affaires en main sont de loin plus efficaces qu'un système centralisé.

Jean Roussel a montré des photos de sa ferme au Québec, minuscule île verte au milieu d'un océan de maïs. J'ai pensé que c'est ainsi que la société industrielle s'était étendue depuis la modeste île britannique, à la fin du 18e siècle, jusqu'aux confins du monde, aujourd'hui, en procédant de façon cancérigène : une usine au milieu d'un champ, le village ouvrier autour, une ligne de chemin de fer, une autre usine... Il m'a semblé voir dans cette tache verte sur fond gris, le signe que nous étions rendus au bout d'un processus et que c'était désormais à nouveau à la vie de projeter ses métastases dans toute cette mort standardisée, comme elle le fit il y a trois milliards d'années avec un peu de soleil et d'eau, bien mieux que ne pourront jamais le réaliser nos manipulateurs de gènes bouffis d'orgueil.

Venus du lointain Brésil, pays où les terres agricoles laissées pour une grande part en jachère, sont aux mains d'une minorité de possédants tandis que les

paysans en sont privés, Luis Moura nous offre une belle leçon de philosophie.

Photos à l'appui, il nous montra comment, en agissant chacun à sa mesure sur le monde invisible (ce qu'il y a dans nos têtes) on transformait le monde visible jusqu'à faire reflourir le désert. La Marocaine Aïcha Krombi conclut cette journée de témoignages par ces mots : « Ici, vous parlez de malbouffe, nous, nous parlons de non-bouffe. En pleine crise de la vache folle en France, un adolescent s'est indigné auprès de moi que vous puissiez brûler toute cette viande. Qu'il m'en donne une de vache, je me ferais péter l'estomac avec et après je n'aurais plus qu'à devenir fou ».

Les gens qui prennent leurs affaires en main sont de loin plus efficaces qu'un système centralisé.

Relocaliser l'économie

La matinée du lendemain fut réservée à des tables-rondes : économie, santé, territoires, éducation, action citoyenne, environnement. Le débat de l'après-midi sur les perspectives de développement se conclut par cette interrogation : les AMAP peuvent-elles nourrir un million de

Marseillais ? Je propose de retourner la question : l'agriculture industrielle peut-elle nourrir l'humanité ? Réponse chiffrée : après 70 ans d'un modèle monopolistique qui impose désormais, via l'OMC et consorts, sa dictature à l'ensemble de la planète, deux milliards d'êtres humains souffrent d'anémies dues à des carences en nourriture (PNUD 1998). La riposte à ce constat accablant d'échec qui, outre qu'il tue les hommes à petit feu, détruit la nature, se trouve dans la reconquête de la souveraineté alimentaire via la relocalisation de l'économie. Les AMAP constituent une partie de ce dispositif.

Hervé René Martin ■

Auteur de *La mondialisation racontée à ceux qui la subissent* et *La fabrique du diable*, éd. Climats.

Pour connaître les AMAP en fonctionnement ou en projet :

■ Alliance, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 43 38 06 28.

■ Alliance Provence, 18, rue de la Paix, 83200 Les Revest-les-Eaux, tél : 04 94 98 80 00.

■ Alliance Rhône-Alpes, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 19 48.

■ Alliance Midi-Pyrénées, 21, rue Mengaud, 31200 Toulouse, tél : 05 62 72 81 13.



Alternatives

esperanto

■ Manifestation européenne.

Une manifestation européenne pour poser clairement la question du respect des langues européennes et proposer comme solution l'adoption de l'espéranto comme langue de liaison aura lieu le dimanche 9 mai à Strasbourg. Des départs en cars ont lieu notamment de Bretagne et de Paris. Renseignements : *Europa Bunto (mosaïque européenne), 6, rue Jean-Pierre Calloc'h, 22000 Saint-Brieuc, tél : 06 15 21 48 93.*

■ Bouches-du-Rhône : congrès.

Un congrès sur les intérêts de la langue espéranto se tiendra du 19 au 24 mai à la Roque d'Anthéon. Renseignements : *Daniel Morand, 18 bis, rue Maréchal-Joffre, 13100 Aix-en-Provence, tél : 04 42 38 52 03.*

CÔTES-D'ARMOR Jardins bios

Eau et rivières de Bretagne propose une journée «Jardin et partage» le dimanche 16 mai au Centre régional d'initiation à la rivière, à Belle-Isle-en-Terre avec au programme des échanges de plants, de semences, des présentations de techniques utilisées en bio, les méthodes pour économiser l'eau, les modes de compostage et les toilettes à compost. Renseignements : *Centre régional d'initiation à la rivière, 22810 Belle-Isle-en-Terre, tél : 02 96 43 08 39.*

CHARENTE Activités du Hameau de la Brousse

Le Hameau de la Brousse est un lieu d'accueil pour des activités artistiques et culturelles, près d'Angoulême. Sa gestion est assurée par une association qui propose différentes activités : comment se faire des amis chez les esprits de la nature ! (10 au 15 mai, Christophe Dacier, 04 90 61 97 43), clown et peinture (4 au 9 juillet, Ludovic De Valon, 01 48 76 68 95), esprit de fête (10 au 24 juillet, durée de séjour variable, Nathalie Boisbouvier, 06 14 37 48 85, Avi Férida, 06 10 66 76 39), qi gong et énergétique taoïste (26 au 31 juillet, Walter Peretti, 06 89 02 33 01), aquarelle (31 juillet au 7 août et du 7 au 14 août, Cécile-Alma Filliette, 01 43 79 63 35 ou 06 62 25 63 35), tai chi chuan (14 au 21 août, Eric Comte, 02 38 53 73 34), chant choral et méthode Feldenkrais (23 au 27 août, Claire Berthelin, 01 46 70 82 52). *Le Hameau de la Brousse, 16410 Sers, tél : 05 45 24 95 72.*

CHARENTE Maisons paysannes de France

Le groupe Charente des Maisons

Agriculture biologique



■ **Paris : pique-nique bio.** Dans le cadre du «printemps bio», un pique-nique géant est organisé le mercredi 5 mai 2004 avec la participation des écoles de la ville. *GAB Région Ile-de-France, Estelle Felculis, 10, rue des Frères-Lumière, 77100 Meaux, tél : 01 60 24 71 84.*

■ **Seine-et-Marne : histoire de la bio.** Conférence de Philippe Desbrosses, le 23 mai à 20h30 à l'amphithéâtre du CFPPA de Brie Comte Robert, RN 19, domaine de Sansalle, 77250 Brie-Comte-Robert, tél : 01 60 62 33 33.

■ **Mayenne : bio et non-bio, des attentes différentes ?**

Débat le 21 mai au café de la Petite Cabane, à Laval avec présentation de panier découverte : produits bio, produits du commerce équitable, présentation des bio-coops... *Paysans bio mayennais, 177, rue du Vieux-Saint-Louis, 53000 Laval, tél : 02 43 53 00 98.*

■ **Manche : manger bio, c'est pas cher !** Conférence de la diététicienne Brigitte Fischaux, le 20 mai à 20h30 au lycée agricole de Coutances. *GAB 50, tél : 02 33 06 45 76.*

■ **Orne : l'agriculture peut-elle être durable sans être bio ?** café-philosophique à Saint-Bômer-les-Forges, le 20 mai. Contact : *Elsa Lunzenfichter, tél : 02 33 31 47 82.*

■ **Nord : se lancer dans la bio.** Samedi 17 mai, à Lesquin rencontres entre professionnels et porteurs de projets dans l'agriculture bio, en transformation et en distribution. *Tél : 03 20 62 29 99.*

■ **Landes : Bien vivre.** Marché bio et fermier, démonstration des techniques utilisées dans la bio, au Jardin des plantes de nos grands-mères, à Arengosse, le 18 mai. *CIVAM Bio Landes, Les Bourdettes, 40630 Sabres, tél : 05 58 07 55 34.*

■ **Drôme : manger bio.** Agribiodrôme fait tourner une exposition «manger bio et autrement» dans différents lieux du département : au conseil général à Valence (5 au 10 mai), à la MFR de Divajeu (du 12 au 16 mai), au lycée Armorin de Crest (19 et 20 mai), à la communauté de communes du Val-de-Drôme (le 21 mai), à la MFR d'Anneyron (le 21 mai), au collège Revez Long de Crest (22 et 23 mai), au cinéma Eden (24 et 25 mai), à la CCI (22 mai), à l'écosite d'Eurre (15 au 17 mai)... Conférences sur la permaculture au restaurant Tch'ai-Walla, à Die (le 23 mai à 19h), sur les plantes dans l'alimentation, à Grane (le 31 mai), sur les cantines bio, à la salle Joseph-Reynaud, à Die (le 26 mai à 18 h). *Bioconvergence Rhône-Alpes, Laurence Vezirian, 11, rue Fulton, 26000, Valence, tél : 04 75 41 21 98.*

■ **Ain : impacts de la bio sur l'environnement.** Conférence sur ce thème le 17 mai à la salle des fêtes de Priay. *Adabio01, tél : 04 74 30 69 92.*

paysannes de France propose plusieurs activités : journée de sensibilisation sur l'eau à l'usage domestique, le samedi 15 mai à Saint-Même-les-Carrières (assainissement individuel, récupération et gestion des eaux pluviales, assainissement collectif, problèmes d'eau et d'humidité du bâti...). Un week-end sur l'environnement paysager de l'habitat rural le samedi 5 et le dimanche 6 juin, sur les communes de Tusson et de Lonnes (hameau du Petit Fayolle) : jardins, environnement paysager des maisons rurales, typologie de l'habitat charentais, cadres légaux, entretien des arbres, haies et bocages. Enfin, une journée sur le patrimoine de pays, le dimanche 20 juin : circuit de la pierre, démonstrations de savoir-faire sur la pierre. *Maisons paysannes de Charente, 16, route de La Rochefoucault, 16230 Saint-Angeau, tél : 05 45 69 13 04.*

la planète le 4 mai à La Rochelle. *Plaisir nature, 6, square Epaud, 17000 La Rochelle, tél : 05 46 42 15 94.*

TARN Jardins et paysages font leur cinéma



CHARENTE-MARITIME Solutions écologiques

Jeune association, *Plaisir nature* donne une conférence audiovisuelle *Les solutions écologiques pour*

YONNE Ecofestival 2004

Un écofestival se tiendra à l'éco-domaine des Gilats du 29 au 31 mai (week-end de Pentecôte). En dehors de la marchandisation du monde, une rencontre pour échanger sur les nouvelles pratiques plus cohérentes concernant notre vie. Animations permanentes : La compagnie Cosmos présente *Les Oignons Géants*, sculpture sur bois, terre et couleurs, ateliers cerfs-volants, dame Pipi et



les toilettes à compost, cirque pour tous... Conférences le samedi : Claude Micmacher de l'écocentre du Périgord (10h30), Jean-Marie Pelt «la terre en héritage» (15 h), Jean-Claude Pierre, réseau Cohérence, «économie et croissance illusoire» (17h), Pierre Rabhi «décroissance raisonnée, choix ou nécessité» (20 h). Dimanche : gestion écologique de l'eau dans l'habitat (11h30), Brigitte et Patrick Baronnet «L'enjeu de notre dépendance et de l'autonomie solidaire» (15 h), Lilian Le Goff «Notre santé en danger» (17h). Lundi : Débat sur notre empreinte écologique, l'impact de notre consommation au niveau planétaire, animé par Jean-Luc Girard de Passerelle-Eco (11h30)... *Anne et Jean-Luc Delmotte, Ecodomaine des Gilats, 89130 Toucy, tél : 03 86 44 20 62.*

Fêtes, foires, salons (le signe ◊ indique que Silence est présent)

◊ **Finistère : 4e foire bio et alternative.** 1er et 2 mai, salle polyvalente de Riec-sur-Belou, producteurs, associations, habitat sain, médecines douces... Conférences, le samedi : sophrologie (13h30), pesticides (14h), OGM (15h), l'éco-habitat (15h), thérapies géniques (16h), stress (17h) ; le dimanche : maison autonome (13h30), macrobiotique (14h), les enjeux du commerce mondial (15h), la décroissance par ATTAC (15h30), la qualité des aliments (16h30). *ABC, Jean-Pierre Andrieux, chemin de Kerdauid, 29340 Riec-sur-Belou, tél : 02 98 06 93 62.*

◊ **Jura : 5e foire éco-bio de Saint-Amour.** Dimanche 2 mai, 80 exposants. Soirée musicale le samedi soir, exposition botanique, présentation d'un jardin familial et des complémentarités, géobiologie, jeu de piste, contes... *Association Terra, c/edex 908, 39160 Saint-Jean-d'Etrevex, tél : 03 84 44 00 45.*

◊ **Haute-Loire : 1ere foire bio de Langeac.** 8 mai, dans le centre-ville. Marché bio, forum des associations, vidéos. Thème de l'année : l'eau. *Haute-Loire biologique, hôtel interconsulaire, 16, boulevard Bertrand, BP 343, 43012 Le Puy-en-Velay cedex, tél : 04 71 07 21 19.*

◊ **Rhône : Sana Terra.** 8 et 9 mai, domaine de Boisfranc, à Jarnioux, près de Villefranche-sur-Saône, produits bio, associations, artisanat, renouvelable... Entrée gratuite. *Thierry Doat, Boisfranc, 69640 Jarnioux, tél : 04 74 68 88 88.*

◊ **Avignon : 8e Naturavignon.** 8 et 9 mai, domaine de la Souvine, thème de l'année : environnement et santé. Ateliers. Conférences le samedi : métaux lourds (11h), polluants agricoles et santé publique (12h), incinération (13h), Tchernobyl (14h), empreinte écologique (15h), bio et alimentation (16h), OGM (18h), négawatts (19h) ; dimanche : risques majeurs (11h), quelle énergie pour nos enfants (16h), commerce équitable (18h), écométiers (19h)... *Avenir, BP 87, 84143 Montfavet cedex 3, tél : 06 76 28 24 57.*

■ **Liège : 2e Bioliège.** 8 et 9 mai, halle des foires de Liège-Coronmeuse (Belgique), avec des stands sur l'éco-construction, les renouvelables, le jardinage bio, un marché bio, tourisme vert, habillement et associations. *Nature et Progrès, 520, rue de Dave, 5100 Jambes, tél : 081 32 30 58.*

■ **Hérault : journée de l'écologie et de l'habitat.** 9 mai, place de la Mairie, à Celles, au bord du lac du Salagou. 30 exposants, habitat sain, artisanat, énergie solaire, éolienne, restauration bio, conférences et ateliers. *Variance, 25, avenue Cot, 34600 Bédarieux, tél : 04 67 95 01 02.*

■ **Paris : Vivez nature.** 13 au 17 mai, Cité des Sciences et de l'industrie, à la Villette. Agri bio, environnement, habitat sain, produits écologiques, santé, habillement bio... *Naturaly, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne-Billancourt, tél : 03 86 78 19 20.*

■ **Bouches-du-Rhône : 8e forum-nature.** 15 et 16 mai, cours Maréchal-Foch, à Aubagne. Producteurs bio, énergies renouvelables, associations. Thème : gourmandise et bonne humeur. *Minobio, les Quatre Saisons, 10, rue des Alliés, 13360 Roquevaire, tél : 04 42 04 45 62.*

■ **Haute-Saône : 4e salon de printemps.** 15 et 16 mai, Abbaye de Notre-Dame, à Faverney. Bio, artisanats, conférences sur la santé. *Abbaye de Notre-Dame la Blanche, 3, place de la République, 70160 Faverney, tél : 03 84 91 39 77.*

◊ **Limoges : Coccinelles et compagnie.** 16 mai, au bord du lac d'Uzurat, 70 exposants en bio, habitat sain, environnement, énergies renouvelables. Entrée gratuite. *GABLim, 64-66, rue Paul-Claudel, 87000 Limoges, tél : 05 55 31 80 38.*

■ **Ardèche : 3e Ethnoplantes.** 16 mai, à Vinezac (au sud d'Aubenas). Thème de l'année : «senteurs et saveurs dans le monde». Expositions de plantes, conférences, contes pour enfants, ateliers. *Savoirs de terroirs, Le Miolaire, 07200 Saint-Julien-de-Serre, tél : 04 75 37 99 03.*

◊ **Alsace : 23e foire de Rouffach.** 20 au 24 mai. 300 exposants : bio, santé, protection de l'environnement, habitat sain, choix énergétiques, politique des transports, choix éducatifs, diversités culturelles, relations nord-sud, artisanat respec-

teux de l'environnement. Thème de l'année : l'arrêt du nucléaire en France. 40 conférences et ateliers dont *réduire les consommations d'énergie* (jeudi 20 à 11 h), *nucléaire civil et militaire* (jeudi 20 à 13 h), l'effet rebond, l'échec des solutions technologiques (jeudi 20 à 15 h), arrêter le nucléaire avant une catastrophe (jeudi 20 à 17 h), transports de plutonium (vendredi 21 à 11 h), accueil paysan (vendredi 21 à 11 h), Amérindiens face à l'OMC (vendredi 21 à 13 h), il faut arrêter le nucléaire avant la catastrophe (vendredi 21 à 15 h), éducation à la paix (vendredi 21 à 17 h), Fessenheim (vendredi 21 à 17 h), nucléaire et violence civile (samedi 22 mai à 11 h), commerce équitable (samedi 22 mai à 11 h), conflit Israël-Palestine (samedi 22 mai à 15 h), nucléaire et société (samedi 22 mai à 17 h), nucléaire, un colosse aux pieds d'argile (dimanche 23 à 11 h), l'énergie, bien public (dimanche 23 à 17 h)... *Foire de Rouffach, 5, rue de Baer, 68250 Pfaffenheim, tél : 03 89 49 62 99.*

◊ **Indre : 2e Chapitre nature.** 20 au 23 mai, au Blanc, dans le parc naturel de la Brenne, festival du livre nature et environnement. Conférences, rencontres, débats (scientifiques, littéraires, naturalistes...), expositions photos, salon d'art animalier, sorties nature, marché de produits régionaux... *Indre Nature, parc Balsan, 44, avenue François-Mitterrand, 36000 Châteauroux, tél : 02 54 22 60 20.*

■ **Creuse : Jardins de la Sédelle.** 22 et 23 mai. Sur le site de l'arboretum de Crozant, 10e fête autour du thème des plantes d'Afrique du Sud, et des trognes, arbres étêtés par des élagages successifs. *Les Jardins de la Sédelle, BP 1, 23160 Crozant, tél : 05 55 89 84 44.*

■ **Bouches-du-Rhône : 3e fête des quatre saisons.** 23 mai, à Fuveau, stade Georges-Martin. Produits biologiques et écologiques. *Nature-et-Progrès, 370, route de Rousset, 13710 Fuveau, tél : 04 42 12 38 99.*

◊ **Tarn-et-Garonne : Santé naturelle.** 23 mai, à Castelsarrasin. Sophrologie, fasciathérapie, bien-être global. Entrée gratuite. *Le Trèfle Vert, 8, impasse des Acacias, 82100 Castelsarrasin, tél : 05 63 04 91 90.*

■ **Maine-et-Loire : Foire Festi-Bio.** 24 et 25 mai à Durtal. 80 exposants bio, 9 conférences. *Les Pionniers de l'agriculture biologique, tél : 02 40 24 93 89.*

■ **Charente : Festi-bio.** 24 et 25 mai à Fouquebrune. Thème de l'année : l'eau. *Mairie, 16410 Fouquebrune, tél : 05 45 24 58 89.*

■ **Marne : foire bio.** 24 et 25 mai, au centre André Gallois, à Fagnières (près de Châlons), 40 exposants bio, ateliers, conférences le samedi : compostage (16 h), la qualité des eaux (16h), les OGM (17h30), dimanche : les chauve-souris, un insecticide naturel (11h), produire ses semences (14h30), le commerce équitable (16h). *FRAB Champagne-Ardenne, CDA de la Marne, BP 525, 51009 Châlons-en-Champagne cedex Tél : 03 26 64 08 13.*

■ **Deux-Sèvres : La Belle bio.** 25 mai à Saint-Symphorien, marché de produits biologiques, restauration, forum associatif, concert, débats. *Biosèvres, 3, rue de Verdun, 79200 Pompaire tél : 05 49 63 23 92.*

■ **Eure : fête de l'environnement.** 25 mai à Vernon. *Fête de l'environnement, 9, rue de la Petite-Cité, 27008 Evreux, tél : 02 32 78 80 46.*

■ **Vaucluse : 5e salon du Lubéron.** 29 et 30 mai, à Mérindol, économies d'énergies, énergies renouvelables et éco-construction. *Action Mérindol-Environnement, hameau de Champeau, 84360 Mérindol-en-Lubéron, tél : 04 90 72 90 74.*

■ **Var : 16e foire biologique.** 30 mai, square Marcel-Pagnol à Signes. Marché et restauration bio, artisanats, associations, conférences. *Nature et Progrès Var, 1601, chemin de Saint-Augustin, 83260 La Crau, tél : 04 94 57 94 30.*

◊ **Tarn : 22e Biocybèle.** 30 et 31 mai, à Rabastens, 200 exposants dont une moitié de producteurs bio, associations, renouvelables, santé, habitat sain... Conférences. Entrée libre. *Nature et Progrès, 34, place Courtade, 81600 Gaillac, tél : 05 63 57 60 00.*

Cinéfeuille est un festival international du film sur les jardins



et paysages. Il se déroulera pour la quatrième fois à Gaillac, dans le Tarn, du 12 au 16 mai sur le thème de l'eau. Plus de trente films, reportages, documentaires et dessins animés sont au programme. Le Centre permanent d'information sur l'environnement des pays tarnais propose en parallèle des débats, des ateliers de jardinage, des jardins éphémères, des formations, des visites, des expositions. Présentation de jardins d'artistes avec les murs végétaux de Patrick Blanc, créations musicales de Wladimir Sita, land art d'Andy Goldworthy, bleus de Majorelle... France de Ranchin installera un labyrinthe dans le parc de Foucaud et met en scène des jardins d'eau imaginés par les élèves de dix lycées agricoles de Midi-Pyrénées.

Cinéfeuille, CPIE des pays tarnais, 4, rue Canavières, résidences des Cèdres, 81000 Albi, tél : 05 63 47 72 90.

LOIRE Collectif urgence citoyens

Le collectif urgence citoyens est né à Pélussin, en 2001, avec la volonté de faire émerger des pratiques conviviales, des lieux de rencontres, de paroles, d'engagements citoyens. Il organise pour la deuxième fois le samedi 15 mai après-midi une fête avec ateliers pour enfants et pour adultes, cirque, jeux, boulangerie, spectacles, concerts avec la présence locale d'Alliance paysans-consom-

mateurs, Attac, Vayrana, AIRE, Artisans du monde... et des associations qui viennent de plus loin. *Collectif urgence citoyens, chez Norbert Bossu, Corbéry, 42410 Pélussin, tél : 04 74 87 61 13.*

HAUTES-ALPES Formations habitat sain

L'association Le Gabion propose des stages de formation pour professionnel ou autoconstructeur : travail du plâtre (10 au 14 mai), architecture bioclimatique (11 et 12 juin), enduits terre (14 au 18 juin), enduits terre crue (17 et 18 juin), plâtre coupé (17 et 18 juin).





Effet de serre

■ **Équité et solidarité internationale.** Le réseau action climat en lien avec treize associations écologistes et de solidarité internationale, a mené un débat sur les manières de lutter contre la dérive climatique sans que cela soit au détriment des plus démunis. Sont associés à ce travail des groupes comme Greenpeace, les Amis de la Terre, le CRID, le Secours catholique, Solagrail, Enda, etc. du fait des différences d'analyses entre les groupes, le résultat est bizarre : les associations de solidarité internationale sont en progression sur cette question... alors que les associations écologistes sont plutôt en régression en se maintenant sur le mythe du développement durable. La synthèse de ce travail vient d'être publiée dans une brochure de 44 p disponible contre 3 € (+2 € de port) auprès de Réseau action climat, 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 83 92.

■ **Belgique : pari contre l'effet de serre.** Le 9 mars, le ministre

de l'énergie belge, José Daras a remis un prix à des familles qui ont réussi à économiser dans leurs logements, avec un comptage précis pendant un an, un pourcentage de gaz à effet de serre supérieur aux engagements européens (baisse de 8%). A cette occasion, le ministre a rappelé que la consommation des ménages représente un tiers des émissions de gaz à effet de serre.

GUYANE

Lettre d'Hubert Reeves

Le 3 décembre, Hubert Reeves a rendu publique une lettre adressée à Roseline Bachelot lui rappelant que si la Guyane est connue pour sa base aérospatiale de Kourou, elle pourrait être aussi connue comme réserve mondiale de l'environnement lui demandant de prendre les mesures nécessaires pour interdire la pénétration et la destruction de la forêt par les chasseurs et les orpailleurs.

BORDEAUX

Non à une nouvelle rocade !

Alors que la ville de Bordeaux vient d'inaugurer son tramway, la communauté urbaine envisage de réaliser une troisième rocade autour de la ville. Les Verts de Bordeaux ont proposé un contre-projet s'appuyant sur le potentiel du tramway à mettre en liaison avec une liaison ferroviaire de couronne qui permettrait de transférer des transports individuels vers le collectif. Ils rappellent que la construction du pont Mitterrand annoncé comme devant désengorger la rocade actuelle a eu comme conséquence une augmentation de trafic de 39%. La création d'une nouvelle rocade favoriserait l'étalement de la ville et des zones



DR

Meurtres modernes

Alors que nous vivons au 21e siècle, la notion de meurtre de nos sociétés repose encore sur des représentations de la préhistoire et du Moyen Age : écraser un crâne à l'aide d'une massue, percer un corps à l'aide d'un couteau... Pourtant, aujourd'hui, c'est le meurtre chimique qui représente la véritable insécurité en France, à l'image de la dioxine et de l'une de ses principales sources, les incinérateurs de déchets. Le CNIID, Centre national indépendant d'information sur les déchets a demandé, lors des journées dioxines organisées le 10 mars dernier par l'ADEME, que la notion juridique de meurtre doit désormais inclure le meurtre chimique. En effet, les auteurs de ces meurtres utilisent une arme, en l'occurrence une arme chimique, dont le caractère mortel est bien déterminé.

Pour ne prendre que deux exemples, les études épidémiologiques sur les maladies que subissent les voisins d'incinérateurs de déchets donnent des résultats dévastateurs. L'étude réalisée par l'Institut national de santé et de recherche médicale sur les 70 incinérateurs de la région Rhône-Alpes et leur incidence sur la naissance d'enfants malformés conclut que « les risques significatifs pour les populations exposées sont observés pour [...] les anomalies chromosomiques et les autres malformations majeures ». De plus, « une différence d'incidence nettement significative est observée avec un risque plus élevé pour les populations exposées après le démarrage de l'incinérateur qu'avant ».

Et à Besançon, « le risque de développer un lymphome malin non-Hodgkinien [cancers, NDLA] est 2,3 fois plus élevé pour les individus résidant dans la zone la plus exposée aux retombées de dioxines que pour ceux habitant la zone la moins exposée ». Pour Pierre-Emmanuel Neurohr, directeur du Cniid, « dans le monde réel, il y a des gens qui meurent empoisonnés. Nous connaissons les meurtriers et l'arme du crime. A nous de faire en sorte que les industriels et les politiciens qui pratiquent le meurtre chimique soient poursuivis ». CNIID, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.



DR

SUISSE Vélos dans les trains



DR

Depuis le 1er avril 2003, le chargement des vélos par les voyageurs dans les trains inclinés Intercity (ICN) exige une réservation obligatoire. Les CFF, Chemins de fer fédéraux, étudient la question de savoir s'ils veulent étendre la réservation obligatoire sur tout le trafic Intercity. Ce règlement pénalise ceux qui, pour respecter l'environnement, voyagent en train + vélo. Une pétition a été lancée pour demander aux CFF de faciliter au contraire l'accès des trains aux cyclistes, notamment en augmentant la surface où les vélos peuvent être placés. ASPIC, « Train + vélo », 7, boulevard Carl-Vogt, 1205 Genève, tél : 01 242 60 35.

d'activités, ce qui est à l'encontre de toute volonté de développement durable d'une ville. Groupe des élus Verts, 14, rue Lecocq, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 51 78 91.

GARD

Mine de plomb !

Avec l'incinération des déchets, tout se transforme, mais rien ne se perd ! Ayant retrouvé des mâchefers d'incinération comme revêtement de sols dans un lotissement à Uchaud (Gard), l'association Ici-Rom a fait procéder à une analyse. La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a ainsi trouvé 2,1 g de plomb par kilo (et 1,3 mg de cadmium). Or dans le lotissement, il y a 1000 tonnes de mâchefers, ce qui fait 2 tonnes de plomb ainsi libéré dans

la nature. L'association essaie maintenant de monter un dossier juridique pour demander la reprise de ces mâchefers vendus comme des « inertes ». Ici-Rom, AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex, tél : 04 67 73 51 10.

GRENOBLE Parc Mistral et démocratie

Après l'évacuation musclée des occupants des arbres du Parc Mistral et le massacre de ceux-ci pour libérer de la place pour le parking du futur stade, on apprend que l'intervention de la police a été demandée par le maire contre l'avis du conseil municipal qui, lui, demandait une négociation. Le maire, Michel Destot, socialiste, proucléaire, n'a que faire de la démocratie. (Soleil Vert, mars 2004)

Eolien

■ Espagne : pas d'opposition.

Comment l'Espagne arrive-t-elle à implanter des éoliennes aussi vite sans rencontrer une opposition comme cela se constate en France ? Parmi les raisons possibles : la forte décentralisation des décisions, la limitation de la taille des éoliennes (la plupart font moins de 1 MW, donc moins de 50 m de hauteur de mat), une recherche permanente d'intégration paysagère et aussi une bonne information avec des éoliennes visitables, des centres d'information...



DR
Visite scolaire dans un parc éolien en Navarre.

A l'arrivée, cela fait des installations de forte puissance... mais avec de nombreuses éoliennes comme le parc de Guerinda, en Navarre qui fait 124 MW avec 200 éoliennes en ligne sur une crête. Début 2004, la puissance installée en Espagne atteint 6200 MW (soit vingt fois la France).

■ **Danemark : 150 000 co-propriétaires.** Plutôt que de se contenter, comme le font certains, de critiquer la main-mise des multinationales sur les éoliennes, les Danois, plus terre à terre, ont mis en place des structures coopératives pour investir dans des éoliennes collectives. Ainsi, depuis 1997, une ferme éolienne offshore grossit au large de Copenhague, la capitale, au fur et à mesure que des personnes investissent. Aujourd'hui plus de 8000 coopérateurs (40 500 parts à 567 euros l'une) sont propriétaires de ce qui est devenu la plus grande exploitation éolienne offshore du pays. Avec une puissance de 49 MW, elle produit 4 % de l'électricité de la ville de Middelgrunden, à deux kilomètres de Copenhague. Ce cas n'est pas isolé : environ la moitié des éoliennes danoises appartiennent à des coopératives qui regroupent déjà 150 000 familles.

■ **Appel d'offre pour l'offshore.** Le gouvernement a lancé le 11 février dernier un appel d'offre pour la réalisation de centrales éoliennes offshore (en mer). Il s'agit de construire pour 500 MW d'éoliennes d'ici 2007, avec des plates-formes d'un maximum de 150 MW. Cela reste encore modeste mais c'est une ouverture... (Systèmes solaires, mars 2004)

■ **Un film.** L'ADEME vient de faire réaliser un film «Le vent, une énergie dans l'air du temps» qui présente en 15 minutes ce qui se fait dans le domaine de l'éolien et qui aborde les questions techniques, environnementales, économiques... Ce film est disponible contre 36 € auprès de Dominique Weitz, ADEME, fax : 02 41 20 41 98.

■ **Dunkerque : nouvelle éolienne écroulée.** Le 1er janvier 2004, une éolienne perd une pale dans le Pas-de-Calais, sur le site de Portel. Le bris entraîne la chute de l'éolienne. Samedi 20 mars, une nouvelle éolienne s'est abattue à Dunkerque, sur la digue du Braek qui compte neuf machines en fonctionnement depuis 1997. Cette éolienne provenait du même fabricant — français — que l'autre, fabricant aujourd'hui en faillite. Les neuf éoliennes appartiennent à une société mixte dont le capital est partagé entre la ville de Dunkerque, EDF et la région. Il est envisagé maintenant d'arrêter les huit éoliennes restantes, de peur d'un défaut dans l'arrimage des mâts.

■ **Vendée : satisfaction pour les éoliennes.** Une centrale éolienne de cinq machines de 2,4 MW et trois de 2,5 MW a été mise en route en avril 2003 à Bouin, en Vendée, face à l'île de Noirmoutier. Avec des pales de 80 m de haut, ce sont les plus grosses éoliennes installées en France actuellement. Chaque éolienne occupe... 18 m² au sol. Propriétaires : cinq à la régie d'électricité de Vendée et trois à la SIIF, une filiale d'EDF. Particulièrement silencieuses, elles ont fait l'objet d'une étude avec la LPO, Ligue pour la protection des oiseaux, car le lieu est riche en oiseaux. Résultat : presque aucune mortalité constatée. Et la population en pense quoi ? Un an après, la mairie a fait un sondage : 94 % de satisfaits. (Source : MER-17)

PÉTROLE, CHARBON La banque mondiale fait grise mine



Un rapport paru en décembre 2003 dans la *Revue des industries extractives* fait un certain nombre de recommandations pour le fonctionnement de la Banque mondiale : obtenir le consentement préalable des populations locales avant d'ouvrir un site, arrêt du financement des compagnies du Nord, respect des droits humains, redéploiement des financements vers les énergies renouvelables en donnant la priorité aux populations les plus pauvres. Une campagne a été lancée par les Amis de la Terre, avec le soutien de nombreuses organisations, pour demander au gouvernement français d'appuyer ces recommandations au sein de la Banque mondiale. On peut commander des cartes postales (0,50 € l'ex) à : Amis de la Terre, 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22.

AUSTRALIE Records pour les voitures solaires

Du 19 au 22 octobre se tenait le «Défi solaire mondial» qui tous les deux ans réunit les meilleures voitures solaires du moment. La *Numa II* a battu cette année tous les

records, traversant l'Australie (3010 km) en seulement 31 heures soit à une vitesse moyenne de 96,8 km/h avec des pointes de vitesse à 110 km/h. (Systèmes solaires, février 2004)



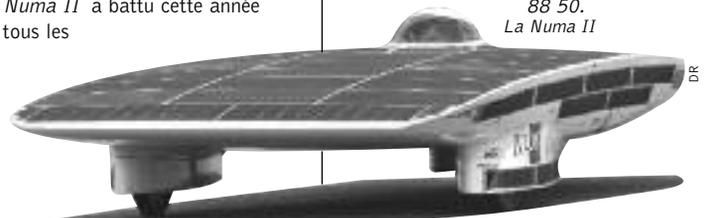
DR
Un vélo solaire de compétition.

PYRÉNÉES Rallye solaire

La 4e édition du rallye solaire Phébus se tiendra du 20 au 23 mai, pendant le week-end de l'Ascension. Ce rallye est ouvert à tous les véhicules fonctionnant à l'énergie solaire ou électriques rechargeables à l'énergie solaire à partir des centrales photovoltaïques installées sur le parcours. Le départ aura lieu à Puig Cerdà en Espagne (5 km de la frontière), avec arrivée à la cité de l'Espace à Toulouse soit un trajet de 200 km. Vendredi 21 : étape de montage passant par Fort Romeu. Samedi 22 : étape de plaine. Départ de Montbrun-Lauragais arrivée à Toulouse. Dimanche 23 : présentation des véhicules et remise des prix à Toulouse. Renseignements : Phébus-Ariège, Le Ploumail, 09600 Dun, tél : 05 61 68 62 17.

SAVOIE Concours de dessin

La maison des énergies initiée par l'ASDER, Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, sera inaugurée le 18 juin à Chambéry. A cette occasion, un concours de dessins a été ouvert pour les artistes amateurs ou professionnels sur le thème *Le soleil brille pour tout le monde*. Les dessins doivent être envoyés avant le 31 mai à l'adresse suivante : ASDER, Maison des énergies, 562, avenue du Grand-Ariétaz, BP 99499, 73094 Chambéry cedex, tél : 04 79 85 88 50. La Numa II



DR

L'exemple de Louis Lecoïn

Alors que se prépare un jeûne pour demander l'abandon de la relance du nucléaire en France et le redéploiement de la recherche dans le domaine de l'énergie en faveur des économies et des énergies renouvelables, il est intéressant de rappeler comment a été obtenu le statut d'objecteur de conscience en France.

De Gaulle, alors président de la République, avait promis qu'après la guerre d'Algérie, il s'occuperait de créer un statut pour les objecteurs de conscience. Or, le cessez-le-feu était signé depuis trois mois et de nombreux objecteurs croupissaient en prison depuis plus de cinq ans.

Le premier mars 1962, Louis Lecoïn, éditeur libertaire, commence à faire monter la pression en titrant dans son journal *Liberté* : «Avant trois mois, les objecteurs de conscience recouvreront la liberté». Le premier avril, il recommence : «Avant deux mois...». Le premier mai : «Avant un mois ...»

Puis le premier juin, à 74 ans, maigre, cardiaque, et après douze années en tout passées dans diverses prisons comme pacifiste intégral, Lecoïn cesse de s'alimenter à Paris dans les locaux du Secours aux objecteurs.

A partir du douzième jour, toute la presse commence à en parler. Lecoïn est déjà bien connu pour ses nombreux combats militants.

Fausse promesse

Deux soutiens proches de Lecoïn rencontrent le secrétaire général de l'Elysée qui leur garantit que satisfaction lui était accordée. Ceux-ci sont heureux d'annoncer la bonne nouvelle et insistent pour que Lecoïn termine son jeûne ; mais celui-ci se méfie. Il écrit un télégramme au haut fonctionnaire en lui demandant de consigner par écrit ce qu'il a déclaré. La réponse ne viendra pas et Lecoïn continue son jeûne.

Notons que cette pression des proches pour accepter des compromis, même douteux, est un réel problème pendant ce type de jeûne ; d'où l'importance

à ces moments cruciaux de bénéficier de la présence de fins analystes peu émotifs qui sauront garder de la distance. Cela me rappelle le vieil adage amusant qui dit : «Dieu, protégez-moi de mes amis car de mes ennemis, je sais me défendre».

Au quinzième jour, police et médecin légiste placent de force Lecoïn dans un hôpital et ses proches sont accusés de non-assistance à personne en danger (accusation que les autorités laisseront tomber peu après). Lecoïn n'est pas nourri de force mais une gamelle est placée à son chevet et remplacée à chaque repas. Lecoïn reconnaîtra plus tard que ce fut une tentation difficilement supportable.

Un journaliste sympathisant le qualifie de «morpion sublime». Une photo le montre à son vingtième jour de jeûne. Vu son état initial, il ressemble maintenant vraiment à un moribond sur son lit de mort.

Au vingt et unième jour, le médecin annonce à Lecoïn que son sang se transforme en alcool et qu'un coma pourrait survenir dans les prochains jours. Lecoïn s'en trouve surpris car il se sent malgré tout en bonne forme. Et ce même médecin de le prévenir qu'il se sentira bientôt obligé de le nourrir de force.

Ce même jour, une lettre du Premier ministre lui arrive qui annonce la libération immédiate de 28 objecteurs ; et avant la fin de la présente session, un projet de loi portant statut des objecteurs de conscience.

«Mais, se méfie Lecoïn, si le Parlement ne pouvait suivre le gouvernement et qu'il remette à une date ultérieure l'examen et le vote d'un statut, les objecteurs demeureraient en prison de longs mois encore. Que dans cette éventualité, le Premier ministre ajoute que ses services libéreront provisoirement les objec-



Louis Lecoïn dans les locaux de "La Liberté".

teurs et je me réalimente immédiatement».

Vraie annonce

Ses proches et amis sont affligés et le semencent gentiment. Ils ont probablement le sentiment qu'il est inflexible et peut-être même qu'il va trop loin dans ses exigences.

Il faut ici préciser que pour les proches, cela peut représenter un véritable «cauchemar». Ainsi, son plus fidèle soutien qui aura accompagné Lecoïn sur place tout au long de son jeûne ira jusqu'à dire : «S'il y a une prochaine fois, je préfère jeûner moi-même plutôt que de soutenir».

A la fin du vingt-deuxième jour, on lui apporte la nouvelle que le gouvernement lui donne entière satisfaction, y compris sur la libération des objecteurs dans l'attente d'un vote définitif.

«Merci, répond Lecoïn, mais avant que je cesse mon jeûne il est indispensable qu'un communiqué officiel à ce sujet soit remis ce soir à la presse». Communiqué qu'il écrira lui-même avec l'aide de deux amis, qui sera présenté à Matignon et diffusé le soir même dans les médias.

A la fin de ce vingt-deuxième jour, Lecoïn cesse son jeûne.

Peu après, Lecoïn apprend que cinq personnes (dont sa propre fille) jeûnaient déjà depuis cinq jours avec l'intention d'aller aussi loin que lui. Et Lanza del Vasto aussi depuis quinze jours.

La campagne continue

A posteriori, on constatera que la méfiance de Lecoïn était justifiée : d'une



séance parlementaire à l'autre, le projet de statut sur l'objection était sans cesse reporté. *Le Canard enchaîné* annonçait déjà que Lecoin avait été couillonné. Une pétition signée de 300 personnalités (dont Montand, Signoret, Aymé, Brassens, Brasseur, Cocteau...) fut adressée au Premier ministre et au président en février 1963. En réponse, les promesses officielles s'accumulaient... Pendant toute l'année 1963, les députés recevront régulièrement le journal de Lecoin *Liberté* sous pli fermé, avec une lettre personnelle.

Fin juillet, trois jours avant la levée de l'Assemblée pour les vacances d'été, les parlementaires daignent enfin se pencher sur un statut pour les objecteurs : hélas, de nombreux amendements défigurent le projet initial et ce qu'il en reste capotera devant les sénateurs. Lecoin se fera d'ailleurs expulser manu militari du Parlement pour avoir crié que c'était une chambre sans conscience. De plus, la rumeur s'amplifie comme quoi le gouvernement veut oublier cette histoire de statut et ne plus faire voter là-dessus.

Menace de grève de la faim

Dès lors, Lecoin décide qu'il entamera un nouveau jeûne le 23 août 1963. Il prend soin de mieux se nourrir avant afin, dit-il, «d'emmerder l'armée plus longtemps». Il refuse que d'autres jeûneurs se joignent à lui ; mais quatre personnes décident que si Lecoin en meurt, ils reprendront le flambeau à tour de rôle, jusqu'à la mort s'il le faut. Ils calculent qu'en cinq mois, ils feront au moins tomber le gouvernement. C'est maintenant une grève de la faim pure et dure qui s'annonce. Lecoin accepte qu'un groupe d'objecteurs fasse un jeûne limité pour l'appuyer.

Le palais de la Mutualité à Paris est retenu pour un grand meeting le 6 sep-

tembre. Lecoin en sera à quinze jours de jeûne mais il est prévu qu'il aille y prendre la parole en compagnie de Bertrand Russell, le docteur Schweitzer et l'abbé Pierre.

Le sentiment de Lecoin, c'est que c'est la menace de recommencer à jeûner qui fait sa force ; et que le gouvernement doit céder avant. Mais que si on le laisse débouter, ça se présentera mal pour lui.

La loi sur l'objection de conscience est votée

Le 21 août, au matin, la radio et les journaux annoncent qu'à la rentrée d'automne, le Parlement votera de manière

définitive le texte sur le statut d'objection de conscience.

Le 22 décembre 1963, la loi est promulguée avec toutes ses tares (service civil de double durée face au service militaire, interdiction d'écrire publiquement sur ce statut...) ; et les derniers objecteurs emprisonnés sont libérés.

Pour conclure, une petite phrase savoureuse de Lecoin : «L'homme n'est pas constamment animé de mauvaises intentions, même quand il gouverne il y a parfois du bon en lui».

André Larivière ■

A lire : «Le cours d'une vie» de Louis Lecoin, 1965.

«Le gouvernement renonce à un nouveau programme nucléaire

Considérant qu'en Europe, près de la moitié des autres pays réussissent à s'approvisionner en énergie sans avoir recours au nucléaire, considérant qu'en Europe, les pays qui ont des réacteurs nucléaires ont pour la plupart décidé de s'orienter vers une sortie du nucléaire, considérant que le prix du kWh gaz et éolien coûte aujourd'hui moins cher que le kWh nucléaire,

considérant que les risques d'accident et la production de déchets nucléaires ne sont pas résolus après cinquante ans de recherche, considérant que plus aucun réacteur nucléaire n'a été mis en chantier en Amérique du Nord depuis 1973, soit plus de trente ans, considérant que plus aucun réacteur nucléaire n'a été mis en chantier dans l'Union européenne depuis 1982, soit plus de vingt ans, considérant que 61% des Français ne souhaitent pas la construction de nouveaux réacteurs, considérant que 90% des Français souhaitent que la recherche dans le domaine de l'énergie soit réorientée vers des énergies renouvelables et des économies d'énergie, Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 21 juillet 2004, décide :

■ l'abandon du projet de construction de l'EPR,

■ la réorientation des crédits de recherche dans le domaine de l'énergie en priorité dans le domaine des économies d'énergie et des énergies renouvelables».

Ceci est sans doute un peu utopique, mais c'est précisément le genre de communiqué qui déciderait les jeûneurs du groupe «Vivre sans nucléaire» à arrêter leur jeûne commencé un mois plus tôt.

Michel Bernard de *Silence*, André Larivière du *Réseau Sortir du nucléaire* et Dominique Masset du *Mouvement pour une insurrection des consciences* préparent en effet un jeûne qui démarrera le 21 juin prochain à Paris et qui demande le respect de la démocratie dans le domaine de l'énergie.

Pour que ce jeûne de longue durée ait du succès, il faut que se mettent en place des comités de soutien dans le plus grand nombre de lieux possible. Une action commune est proposée à tous : organiser chaque vendredi soir des «repas de protestation» (style repas de quartiers) pendant desquels sont discutées des actions complémentaires en fonction de la mobilisation croissante que provoquera le jeûne.

Si le communiqué ci-dessus n'est pas publié, à partir du 25 juillet, à Paris, un camp de protestation permanent s'installera à proximité de l'Assemblée nationale (et de Paris-Plage) pour amplifier l'action.

Jeûne *Vivre sans nucléaire*, 9, rue Dumenge, 69317 cedex 04, tél. : 04 78 29 01 51
contact@vivresansnucléaire.org, www.vivresansnucléaire.org





Le rêve américain

Alors que les Européens se battent pour maintenir leurs systèmes de retraite, la situation est bien différente outre-Atlantique. Selon une étude de l'association des femmes cadres aux USA, seuls 45 % des hommes et 30 % des femmes de plus de 60 ans ont droit à une retraite. Aux USA, les vieux sans famille et sans argent, meurent dans la misère, les femmes plus que les hommes. (Les Pénélopes, mars 2004)

Pays des droits de l'homme

Selon les chiffres officiels publiés par chacun des pays de l'Union européenne, proportionnellement à sa population, la France est le pays le moins accueillant pour les immigrés après les Pays-Bas. La population immigrée en France a baissé de 338 000 depuis 1999 et ne représente aujourd'hui que 5,6% de la population. (source : TFI, ah non, tiens, ce serait plutôt Alternatives économiques, février 2004)

Vive l'immigration !

Dans le concert des rejets des immigrés qu'orchestrent certains médias, un sondage publié par l'Union européenne et réalisé auprès de 500 personnes dans chacun des 15 pays donne une autre vision de l'opinion publique. Selon ce sondage, 56% des Européens estiment qu'il faut favoriser l'entrée des immigrés pour assurer des besoins économiques non satisfaits. Dans trois pays le rejet est majoritaire :

la Grèce (56% contre), l'Allemagne et la Belgique. L'accueil est majoritaire dans tous les autres pays avec en premier le Luxembourg (82% pour). La France est au-dessus de la moyenne (64% pour). Les hommes sont un peu plus favorables que les femmes à l'accueil des immigrés (58% contre 54%), mais les différences les plus importantes se font entre la gauche (65% pour) et la droite (52% pour). A la question de savoir si les immigrés doivent avoir les mêmes droits que les nationaux, 66% sont d'accord. Cela va de 86% pour l'Espagne à 59% pour la Grande-Bretagne ; la France est dans la moyenne (69%). Là les différences d'opinion sont en fonction de l'âge et de l'éducation : 73% des moins de 25 ans sont d'accord. Le sondage montre également que la grande majorité est quand même pour un sévère contrôle des frontières : l'immigration doit être définie légalement. (Le Monde, 10 mars 2004)

Mac Crado

■ **Mac Insulte ?** L'éditeur Merriam Webster, dans la dernière version de son dictionnaire anglais/américain, définissait le «Mac Job» comme «un travail sous-payé demandant de faibles qualifications et offrant des possibilités réduites de carrière». Jim Cantalupo, président de Mac Donald a cru bon de répliquer : «(...) Mac Donald forme plus de jeunes que les forces armées américaines. Cette instruction apporte de réelles perspectives à nos équipes de direction et à nos employés». Pire que l'armée américaine donc ! (Peace News, mars 2004)

■ **Paris : victoire partielle après un an de grève.** La grève au McDo Strasbourg-Saint-Denis s'est arrêtée le 9 mars après 363 jours de grève. Un record dans le monde de la restauration rapide. Un accord a été passé entre la

direction et les salariés prévoyant le retour du sous-directeur qui avait témoigné en faveur des grévistes lors d'une précédente grève où la direction avait accusé 5 des 27 salariés de vol. Les salariés obtiennent aussi le départ du gérant actuel.

Publicité



Pierre-Emmanuel Weick

Action des Verts à Paris le 28 février 2004.

■ **Paris : soutiens aux inculpés.** 62 personnes ont été inculpées à la suite des actions anti-pub dans le métro à l'automne. Bizarrement, toutes ont moins de 35 ans... alors qu'il y avait des personnes de tous les âges. Des actions de soutien ont précédé le procès. Ainsi Agir pour l'environnement a acheté les panneaux publicitaires de la station Belleville, du 17 au 31 mars, pour y placarder cinq publicités expliquant le ras-le-bol de la publicité. Les Verts ont organisé le 28 février, leur propre action antipublicitaire dans le métro. Le même jour, à Genève, plus de 200 panneaux ont été recouverts de colle d'amidon. A Lyon, plusieurs centaines d'affiches ont été détournées ou enlevées. A Tours, une quinzaine de personnes ont recouvert de papier les publicités du centre-ville sous le regard de policiers en civil qui ne sont pas intervenus. A Montpellier, la même opération de recouvrement a été faite au grand jour, pendant l'après-midi, sans intervention de la police. D'autres actions ont eu lieu à Marseille, Caen, Lille, Orléans, Bruxelles... Puis le 5 mars à Nice. Le 10 mars, jour du procès, une action de recouvrement s'est tenue à Poitiers. Le 13 mars, de très nombreux panneaux ont été détournés avec des slogans anti-consommation à Grenoble comme à Paris, où c'est devenu le jeu de la capitale : il y a des détournements en permanence, tout particulièrement dans le métro. Juste retour des choses.

Devant la multitude des soutiens reçus par les inculpés, la RATP a commencé à faire marche arrière, proposant le 7 mars d'offrir 47 panneaux aux antipublicitaires pour qu'ils s'expriment. L'offre a été déclinée : ces espaces ne répondent en rien à la question qui est de diminuer la surface consacrée à la publicité dans le métro. Les antipubs ont proposé à la RATP de discuter d'une diminution de 50% de la surface publicitaire dont la totalité des panneaux de grande taille. Les antipubs demandent également que la RATP applique ses bonnes intentions de «développement durable» en interdisant la publicité sur les espaces qui resteraient à tout produit qui encouragerait la dégradation de l'environnement.

Pour payer les frais de justice, il est nécessaire de réunir 20 000 €. On peut envoyer un don à : RAP, 53, rue Jean-Moulin. 94300 Vincennes, avec la mention «collectif des 62».

■ **Paris : procès.** Le mercredi 10 mars, la salle du tribunal était entièrement conquise aux antipubs. La plupart des 62 ont nié les faits, reconnaissant être sur place mais sans avoir fait autre chose que regarder. Seules cinq personnes ont reconnu avoir été actifs. Devant la multitude des discours antipubs, le tribunal a refusé d'entendre les témoins estimant que ceux-ci n'avaient pas participé à l'action. Il s'agissait d'Yvan Gradis, fondateur de Résistance à l'agression publicitaire, de Frédéric Beigbeder, ex-publiciste reconverti dans le roman et d'Oliviero Toscani, l'ancien photographe des publicités de Benetton. Ce dernier a quand même pris la parole devant le tribunal pour affirmer «taguer des affiches, ça fait moins mal que taguer des âmes. La publicité ne nous considère pas comme des êtres humains mais comme des consommateurs». Et Beigbeder de poser la question de qui décide de l'envahissement des espaces publics. Les avocats des 62 ont plaidé le vice de forme dans l'établissement des procès-verbaux qui sont pour la plupart signés de manière illisible. Décision du tribunal le 28 avril.



Agir pour l'environnement



DR

Démocratiser les institutions financières

La conférence des Nations-Unies de Monterrey, en mars 2002, a engagé les institutions financières internationales à «accroître la participation de tous les pays en développement et en transition au processus de prise de décisions». Deux ans après, rien n'a changé. Le président de la Banque mondiale et le directeur du FMI sont nommés par un processus non-transparent et anti-démocratique qui exclut les pays du Sud : par un accord tacite, le directeur du FMI est toujours un citoyen de l'Union européenne et le président de la Banque mondiale un citoyen des Etats-Unis. Les 46 pays d'Afrique sub-saharienne se partagent deux des 24 sièges aux conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI alors que huit pays disposent chacun d'un siège : Allemagne, Arabie Saoudite, Chine, Etats-Unis, France, Japon, Royaume-Uni, Russie. Les pays du seul G8 détiennent actuellement plus de 45% des votes à la Banque mondiale et au FMI. *Agir ici* avec le soutien d'autres ONG comme le CCFD, ATTAC, CADTM, le CRID et les Amis de la Terre, a lancé une campagne demandant que les dirigeants des institutions financières soient élus par l'assemblée générale de l'ONU, une augmentation significative de la participation des pays du Sud au sein de ces institutions, la réintégration effective de ces institutions au système des Nations unies et leur soumission au droit international, en particulier à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Des cartes postales sont à commander à : *Agir ici*, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.

Jouez le jeu !

Une campagne de pétition en direction du Comité international olympique a été lancée par le collectif *De l'éthique sur l'étiquette* pour demander qu'en cette année de jeux Olympiques, le CIO n'accorde pas son logo à des marques de vêtements sans vérifier que les conditions de fabrication de ceux-ci respectent la charte des jeux Olympiques qui prévoient «le respect des principes éthiques fondamentaux». Feuille de pétition à

demander à Réseau-Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.



PARIS Festival du film brésilien

Le 6e festival du film brésilien aura lieu du 28 avril au 4 mai au cinéma l'Arlequin, 76, rue de Rennes (6^e). Une dizaine de longs métrages inédits en France et un festival du court métrage. *Jangada, association pour la culture brésilienne en France*, 182, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris 01 55 26 98 50.



BRETAGNE Repenser le commerce équitable

La FRCIVAM, Fédération bretonne des centres d'initiatives pour

Nord/Sud



LYON

Les couleurs du rêve

Les Aborigènes d'Australie estiment que le rêve est le moyen d'approcher du sacré et qu'il est important de consacrer le plus de temps à rêver. Jusqu'au 30 mai, Le muséum d'histoire naturelle

de Lyon propose une exposition d'artistes aborigènes sur le thème du rêve. A découvrir. *Museum*, 10, rue Boileau, 69006 Lyon, tél : 04 72 69 05 00.



valoriser l'agriculture et le milieu rural, regroupe une vingtaine d'associations de producteurs en agricultures durable ou biologique engagés dans les circuits courts de commercialisation (magasins coopératifs, AMAP, paniers solidaires, ventes à la ferme...). Elle a lancé le 25 mars dernier un débat sur le thème «manger local : un commerce équitable pour demain ?» et pose la question d'étendre le commerce équitable né dans la mouvance nord-sud à une réflexion plus globale incluant les paysans du nord, l'environnement et la qualité des produits. Nul doute que cela devrait stimuler les débats autour de cette notion de commerce équitable. *FRCIVAM, Espace Sainte-Méline*, 97 avenue Bonnin, BP 17141, 35571 Chantepie cédex, tél : 02 99 77 39 33.

Quinzaine du commerce équitable

Pour sa quatrième édition, le quinzaine du commerce équitable se tiendra du 1er au 16 mai dans toute la France. En 2003, 115 associations y ont participé proposant 164 animations. Au programme cette année :

- **Paris : marché équitable**, du 1er au 3 mai, à la mairie du 11^e arrondissement.
- **Paris : semaine équitable**, du 11 au 15 mai, à Interclub 17, 47, rue de Saussure, Paris 15^e. Conférences pour les scolaires, théâtre, spectacles, marché équitable.
- **Eaubonne : village équitable**, du 1er au 15 mai à la médiathèque. Vendredi 14 : conférence. Samedi 15 : marché, défilé de mode, actions artistiques, défilé de mode, danses du monde.
- **Vert-Saint-Denis : Autres échanges, autre monde**, le 15 mai à la Ferme des Arts, stands, débats, ateliers.
- **Villeurbanne : week-end équitable**, au lycée Magenta (64, rue Magenta).
- **Villeurbanne : décroissance**. Débat organisé par Peuples solidaires le 10 mai à 19 h, au Palais du travail sur le thème «la décroissance soutenable, face au tout économique, retrouver l'humain, développer les solidarités» avec Bruno Clémentin. Programme complet : *Plate-forme pour le commerce équitable*, 61, rue Victor Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 48 91 20 75.



Réinventer les circuits courts

Le développement de l'agriculture biologique aujourd'hui pose une question : on pratique cette méthode de culture pour offrir une nourriture saine ou approvisionner un marché ? Il est temps de repositionner le choix de l'agriculture biologique comme une alternative à ce marché.



Cette constatation s'applique, dans le sud de la France, à la production des fruits et légumes bio.

Accroître la production, pour répondre à la «demande du marché», signifie le plus souvent conquête de nouveaux débouchés par la baisse des coûts de productions : concurrence oblige ! Cela ne peut se faire qu'au détriment des conditions sociales.

La recherche d'une plus grande productivité se réalisant, elle, au détriment de l'environnement, de l'équilibre des écosystèmes, de la qualité nutritionnelle du produit offert et d'une plus grande dépendance vis à vis de technologies échappant de plus en plus au savoir-faire des paysans.

Le bio intensif est un paradoxe inacceptable

Le productivisme entraîne une baisse de qualité qui provient de :

- la production (variété hâtive, gros calibre, plus d'intrant et d'eau, moins de soleil, moins de réserve nutritive),
- la conservation (variété résistante, coloration et cueillette avant maturité, blocage de la maturation par le froid...),
- et la commercialisation (variété supportant les chocs et les trajets de plus en plus lointains, chaîne du froid, mise sous emballage plastique, voire en atmosphère contrôlée...).

(1) Voir l'enquête de Patrick Herman dans le n°37 de la revue Nature et progrès.

Au final, un fruit ou un légume que l'on a cueilli avant maturité et dont on bloque les processus naturels de maturation (parfois même la variété a été sélectionnée à ce seul effet), perd ses éléments nutritifs et gustatifs.

On obtient un produit commercial de bonne présentation mais sans valeur alimentaire et le plus souvent sans goût. Et l'on s'étonne d'une baisse de la consommation en frais !

Il faut avoir goûté des «goldens bio» vendues vertes en barquette sous film plastique en grande surface, pour se convaincre de l'impasse de cette filière (1).

Comment ne pourrait-on pas faire un rapprochement entre cette agriculture qui nous donne des aliments dénaturés et la grande industrie pharmaceutique qui nous propose des compléments alimentaires ?

«Croissance, désigne pour l'Afrique un processus de création de richesses au détriment des pauvres et de l'environnement»

Aminata Traoré
«Le viol de l'imaginaire»
éditions Actes Sud.

Terroir direct

Un nouveau mode d'approvisionnement pratique et convivial a vu le jour près de Montpellier, grâce au regroupement de 40 agriculteurs des Cévennes et du Languedoc, qui proposent de goûter à de véritables produits fermiers et artisanaux issus de leur exploitation.

Chaque semaine, vous pouvez commander un colis de produits de votre choix par téléphone ou par mail en cinq minutes depuis chez vous.

Un procédé simple et rapide, avec la possibilité d'être livré à votre domicile (les

Les causes de la crise : l'export et l'alignement sur le marché

Par des aides et incitations à l'investissement technologique — dont on connaît les conséquences en terme d'asservissement aux firmes agroalimentaires et de dépendance aux banquiers — on a favorisé, dans la filière bio, l'illusion de l'export.

En effet, l'export exige des volumes de production plus élevés, une régularité d'approvisionnement que ne permet qu'une surproduction structurelle et une organisation du marché centralisée, échappant au contrôle des producteurs.

L'augmentation de la productivité et la surproduction chronique, accompagnées bien sûr d'aides publiques, favorisent l'augmentation de l'offre et donc la baisse du prix de vente.

livraisons s'effectuent pour l'instant sur Montpellier et les villages alentours).

Près de 250 produits dont 50% issus de l'agriculture biologique sont en gamme : fruits et légumes, pains, fromages, œufs, viandes, charcuteries, céréales, pâtisseries, confitures, miels, jus de fruits, huile d'olive, condiments, vins AOC, plantes sèches pour infusion... Les agriculteurs vous garantissent la qualité, la saveur et l'origine de leurs produits en mettant eux-mêmes en place leur propre politique de qualité avec l'aide de techniciens spécialisés.

Mais tirer les prix vers le bas affecte l'ensemble des producteurs, même ceux qui ne pratiquent pas l'export. Quant à l'investissement technologique, il induit, lui, la concentration et la disparition des petits paysans qui n'ont pas su ou pu faire le « bon choix » imposé.

Evidemment, le libéralisme ne s'accommode d'aucun marché captif, après l'embellie — « l'eldorado » qui avait déjà détruit les filières locales et les marchés de proximité, et avait aussi déstabilisé les producteurs du nord de la France (granny smith, primeurs...) mais aussi ceux de Belgique et d'Allemagne — arrive maintenant la concurrence des pays encore plus au sud.

Car plus de soleil entraîne de meilleurs rendements.

Et comme l'ex-pays colonisateur (la France) a détruit l'économie traditionnelle, mis ces pays « indépendants » sous la tutelle de l'ancien maître, et maintenu ainsi une main-d'œuvre à très faible coût, il suffit de maîtriser le prix des transports, par la déréglementation sociale et le contrôle des produits pétroliers, pour que le tour soit joué et la filière bio à la française en faillite.

« Modèle de vie urbain et de relations sociales » mais aussi modèle industriel de consommation, la grande distribution constitue le second écueil que n'a pas su éviter la filière bio.

Parce que la bio a voulu, sous l'emprise du discours dominant, du profit immédiat, jouer le segment, la gondole, le créneau, avec une marge au départ le plus souvent injustifiée par la qualité des produits offerts.

Elle subit aujourd'hui le contrecoup de la banalisation de ce qui aurait dû rester une alternative de vie, s'inscrivant dans une résistance à la déstructuration des territoires.

Leur mode d'élevage et de culture, qui supprime ou limite au maximum l'utilisation de produits chimiques, respecte l'environnement et les cycles naturels des animaux et des végétaux.

En consommant les produits de Terroir direct, vous contribuerez à pérenniser des savoir-faire artisanaux et traditionnels, à maintenir une activité économique dans des zones rurales et de montagne au cœur des Cévennes.

Terroir direct, 520, avenue des Compagnons, 34170 Castelnau-le-Lez, tél : 04 67 79 01 26.

Cette alternative, non pas technique mais spirituelle, au modèle dominant, aurait dû construire, avec les consommateurs, des outils de commercialisation cohérents ayant pour toile de fond le maintien de la vie sur une planète en danger.

Producteurs et consommateurs devant se réapproprier l'acte essentiel de se nourrir et non pas être les enjeux du marché de la consommation agroalimentaire.

La stratégie de la grande distribution est prioritairement le prix le plus bas alors que la logique de l'agriculture biologique et paysanne est de payer au prix réel, en tenant compte de l'ensemble des coûts techniques, sociaux et environnementaux.

Contradiction impossible, sauf à se résoudre à ne faire que de la technique (et de la mauvaise technique), quitte à entraîner un tassement de la demande, par une baisse de la confiance.

Les consommateurs précurseurs de la bio avaient construit des outils de coopération avec les producteurs : association commune, organisme de contrôle paritaire, structure de vente coopérative producteurs/consommateurs, etc.

Aujourd'hui l'acheteur bio est un acheteur qui, sans réduire son niveau de vie, cherche à répondre à sa préoccupation d'une alimentation saine ; un travail d'éducation, de responsabilisation sociale et environnementale est à opérer par les tenants de la bio.

Qu'est ce que la qualité d'un produit ?

Qu'est ce que le prix, la saisonnalité des aliments, l'empreinte écologique, l'emballage et les déchets... ?

La grande distribution n'est alors pas la bonne réponse.

La bio est une alternative à la marchandisation du monde, à la destruction de la vie, au pillage des ressources, elle ne peut utiliser les méthodes du marché capitaliste.

La « bio » industrielle s'y convertira peut être, à nous de la dénoncer, et de démontrer la tromperie. L'échec de cette agriculture est patent ; c'est tant mieux et qu'il s'approfondisse ; à nous de construire un autre modèle de fabrication et d'échanges des aliments.

L'alternative est dans un autre mode de développement, un autre mode de pensée, et la technique doit concourir à cette économie de proximité, sobre et autonome, de coopération entre les producteurs et consommateurs.

Slow food

Slow Food est une association internationale dont le siège est en Italie. Elle propose un agenda culturel, éducatif, scientifique et de solidarité.

Ce mouvement s'oppose aux effets dégradants de l'industrie et de la culture du fast food qui standardisent les goûts. Il promeut les effets bénéfiques de la consommation délibérée d'une alimentation locale et de nourriture indigène, développe des programmes d'éducation du goût pour les adultes et les enfants, travaille pour la sauvegarde et la promotion d'une conscience publique des traditions culinaires et des mœurs. Slow Food aide les producteurs artisans de l'agroalimentaire qui font des produits de qualité. Il promeut une philosophie de plaisir, encourage le tourisme attentif et respectueux de l'environnement et les initiatives de solidarité dans le domaine alimentaire.

Ce mouvement international fondé en 1989 et actif dans 47 pays du monde, compte 76 000 membres et 620 conviviaux environ.

Le convivium est l'unité locale de Slow Food : la structure de base du mouvement, coordonnée par le siège international et par le réseau des bureaux nationaux.

C'est la voix de la région, comme une aire homogène historique, culturelle et culinaire, et c'est aussi une structure qui véhicule les idées Slow Food au niveau local.

Tous les conviviaux forment un réseau international et joyeux, de connaissance, de goût et de plaisir. Le jumelage international des conviviaux favorise les échanges et les connaissances des saveurs et de cultures diverses.

Jean Lheritier, Slow Food France, Mas Delfau, 66000 Perpignan, tél : 01 45 51 90 44.

Consommer moins et autrement

Manger, structure et reconstruit notre corps ; manger, avec les savoir-faire qui s'y rattachent, construit notre identité en lien avec ceux qui nous entourent : manger est source de civilisation ; c'est ce qui nous relie à la nature, à la temporalité, à la terre, aux autres êtres vivants, aux climats et aux saisons.

Manger remplace l'homme dans son écosystème ; cela nécessite de préparer les aliments et oblige à la transmission et à l'apprentissage, à l'échange et au partage : manger nous apprend l'autonomie et la sociabilité. Mais c'est aussi une source de

plaisir et de découverte, d'ouverture à d'autres goûts.

L'acte de manger est essentiel à l'individu, cette société qui veut nous transformer en clients, nous dépossède de ces actes primordiaux de maîtrise de notre vie.

«Tu es ce que tu manges, la nourriture est la première médecine».

Retrouver le rythme des saisons

Fruits et légumes sont vivants, leurs constituants utiles à l'organisme humain s'accumulent et se transforment dans la phase de mûrissement propre à chaque espèce et variété en fonction du climat et de la nature du sol.

La production bio doit offrir des produits adaptés au terroir dont le cycle de développement est optimal, cueillis à maturité (2) et dont l'évolution physiologique (mûrissement) n'est pas interrompue.

Elle doit éviter les variétés précoces (n'ayant pas emmagasiné suffisamment de réserves) hors saison (culture hors sol et sous serre) ayant dû voyager de façon abusive, au delà de leur durée de vie physiologique.

Cueillis à maturité, les fruits et légumes doivent être consommés rapidement, donc vendus dans des marchés ou points de vente de proximité.

La conservation en frais doit permettre de garder la valeur nutritive et les autres modes de conservation s'opèrent sur place, dans les meilleurs délais et des unités artisanales.

Relocaliser l'économie, développer les marchés de proximité

La production bio doit s'engager activement dans le développement des commerces de proximité, marchés paysans, unités de transformation artisanale, foires aux produits de terroir.

Les coops bio doivent, avec les producteurs et les associations de consommateurs, devenir un lieu de sensibilisation, de vulgarisation à la saisonnalité des aliments. Leur approvisionnement en produits frais doit se faire par contrat avec les producteurs locaux et non plus par l'intermédiaire de centrales d'achat qui ne permettent pas ce lien entre producteurs et consommateurs.

Le système de commandes d'approvisionnement, panier solidaire, panier paysan, vente directe sur catalogue et commande groupée doit être développé par les associations de la bio.

Dans la restauration, il faut refuser les contraintes sanitaires qui interdisent l'approvisionnement direct hors des normes industrielles de mise en marché.

Simplifier les circuits, réduire le gaspillage et les déchets

La bio doit s'interdire les transports d'aliments non indispensables, en refusant de mettre toute l'année sur le marché tous les produits. Car l'impact écologique, social, culturel de cette demande des consommateurs des pays riches est destructrice des ressources planétaires et des agricultures des pays du Sud.

L'emballage doit être réduit et consigné (ou repris par le producteur). Evidemment la vente de proximité réalisera facilement cette exigence de réduction des nuisances environnementales.

Les consommateurs doivent réapprendre à se rendre chez le paysan producteur, pour connaître sa vie et son métier et aussi pour acheter en quantité les produits de saison ou se conservant.

Renouer avec la diversité, retrouver les usages, relancer la transformation fermière

Les producteurs bio doivent diversifier leur production. En se spécialisant, ils se retrouvent tributaires des marchés ou des circuits de commercialisation.

La production bio doit s'écarter des marchés spéculatifs (précocité, effet de mode) et s'éloigner des grandes productions sujettes à la fluctuation des coûts et des productions destinées à la transformation industrielle pour, au contraire, proposer une gamme de produits de haute qualité gustative, étalée en saison.

Les pommes par exemple, possèdent une diversité variétale qui permet d'obtenir naturellement des fruits à maturité de juin à mars, évidemment, en utilisant une dizaine de variétés, différentes pour chaque terroir, à maturité précoce et tardive, se conservant naturellement bien (y compris chez le consommateur).

Ces productions, liées à un terroir (produit identitaire) doivent chacune avoir des usages différents (cru, à cuire, à conserver, à jus...) de façon à offrir de multiples usages au consommateur : les pêches à cuire ne sont pas celles à croquer, les tomates à salade sont différentes des tomates à farcir, etc.

Alors la consommation ne sera pas feu de paille ou déception. Quel consommateur renouvellera l'achat d'une fraise trop dure, d'un abricot sans parfum, d'une châtaigne sans sucre, même bio ?

Et il n'est là que question de variété et de maturité.

De plus, la production bio doit impérativement trouver un débouché à la surproduction, aux invendus, aux écarts. Le paysan bio doit être transformateur pour prolonger sa vente, ne rien gaspiller, élargir son offre, être autonome, valoriser son savoir-faire, s'enthousiasmer de la palette des goûts qu'il crée et ainsi fidéliser des consommateurs.

Un tel producteur devra limiter sa production, être partie prenante de sa commercialisation, choisir, connaître et aimer son produit, être l'inventeur de son métier.

Alors il pourra trouver des consommateurs pour, à ses côtés, défendre le droit à une alimentation saine.

Cette agriculture patrimoniale permettra la réoccupation de territoires à l'abandon ; l'attrait pour un métier créateur donnera le désir à de nombreux jeunes de s'installer autant dans l'agriculture que dans l'artisanat de transformation ou la commercialisation de proximité.

Dans l'immédiat, paysans et artisans bio, coopératives et associations, devant la crise qui attend la bio industrielle, doivent reprendre le débat sur ce que nourrir veut dire, ce en quoi produire bio consiste et en quoi l'acte de consommer a des conséquences sur la planète.

Le monde émergent de la bio, dans l'euphorie des débuts, a éludé toutes ces questions.

La reprise en main par le marché libéral nous permet de le replacer là où il doit être, dans le respect de la vie et de la responsabilité de chacun.

Christian Sunt ■

Président de l'association Fruits oubliés (3).

Article paru précédemment dans la revue Fruits oubliés, hiver 2002 et dans la revue Nature et progrès, Hiver 2002.

(2) Pour la plupart des fruits d'automne et d'hiver, de moyenne ou longue conservation (pomme, poire, châtaigne...), il existe une maturité de cueillette qui doit être impérativement respectée — cueilli avant maturité, le fruit est de mauvaise qualité et n'évoluera pas vers le mûrissement — cueilli après maturité, le fruit ne se conservera pas et perdra rapidement ses qualités (blettissement), une maturité de consommation qui est une transformation interne des sucres (amidon - glucose) qui peut demander plusieurs semaines de maturation (retour au texte)

(3) Fruits oubliés, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 33 37.



■ **Japon : refus du riz transgénique.** Une forte mobilisation s'est mise en place et une pétition de 400 000 signatures a été remise au gouvernement pour protester à la suite de la découverte de produits contenant du riz transgénique. Certaines chaînes de commerces ont annoncé leur refus d'accepter les produits OGM. (*Agenda plus, février 2004*).



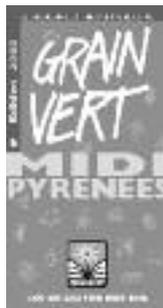
Pour justifier le riz transgénique un semencier diffuse cette photo : à gauche du riz classique, à droite du riz OGM après une période de sécheresse... Le premier est grillé, le second en pleine santé.

■ **Grande-Bretagne : le gouvernement cède.** Le 9 mars, le gouvernement britannique a autorisé la culture de maïs transgénique destiné à l'alimentation animale, provoquant de très fortes réactions jusqu'au sein du parti travailliste. L'ancien ministre de l'environnement travailliste, Michael Meacher, qui avait longtemps bloqué ce dossier, a accusé le gouvernement de céder aux pressions américaines, ce maïs n'ayant aucun intérêt agricole.

■ **Namur : condamnations.** Douze des treize inculpés dans l'affaire d'arrachage d'OGM passés en procès à Namur le 26 janvier (voir article d'Isabelle Stengers dans le numéro 308) ont été condamnés à un euro de dommages et intérêts à verser à Monsanto (ce qui signifie qu'ils doivent prendre en charge les frais de justice et donc que cela coûte bien plus qu'un euro). Le treizième condamné était absent : il s'agissait de René Riesel, retenu en prison en France pour les mêmes raisons.

■ **L'Allemagne prête à céder ?** Officiellement, le moratoire est toujours en place, mais les différents pays prennent actuellement des mesures qui laissent penser que l'on prépare le terrain pour l'autorisation des OGM. Après la loi sur l'étiquetage (qui autorise 0,9% d'OGM sans avoir besoin de le signaler), la ministre verte de l'agriculture en Allemagne a annoncé, en janvier, une loi qui spécifie que les agriculteurs utilisant des OGM (pour le moment interdit) seraient responsables en cas de contamination de cultures voisines et qu'ils devraient payer des indemnités. Ceci devrait être inclus dans une loi autorisant les OGM de manière provisoire. Même bruit d'autorisation provisoire en Grande-Bretagne. (*Campagnes solidaires, février 2004*)

■ **Site en procès.** L'association Le Petit guide vert a mis sur internet des explications sur comment repérer un champ d'expérimentation d'OGM, sur comment organiser la résistance et sur comment le détruire. Le responsable du site a été convoqué par la gendarmerie locale à la demande de la brigade de recherche des délits sur internet pour apprendre qu'il est inculpé pour «apologie de destruction de biens privés». Une nouvelle étape donc dans les tentatives de répression contre le mouvement des faucheurs d'OGM. L'association n'entend pas modifier son site et lance un appel aux autres sites et à la presse libre pour reprendre et diffuser ces informations. *Le petit guide vert, 40, rue Boutge, 81600 Gaillac, tél : 05 63 57 40 39.*



■ **Angers : biodiversité en péril.** Une conférence sur ce thème aura lieu salle Thiers, rue Thiers, le 23 mai à 20h30 organisée par le GAB Anjou et Caba-Biocoop : les risques des OGM, la liberté de faire ses semences... *Tél : 02 41 05 39 17.*

■ **Mayenne : un enjeu de société ?** Conférence de Lilian Le Goff, médecin nutritionniste, et de Guy Le Fur, paysan, à la salle du Vieux-Château, à Laval, le 22 mai à 20h30. *CIVAM Bio 53, 10, rue de Strasbourg 53000 Laval, tél : 02 43 53 93 93.*

■ **Nord : OGM contre agri bio.** conférence de Patrick du Jardin, directeur de l'unité de biologie végétale de la faculté de Gembloux (Belgique), le mardi 20 mai à 20 h à la salle du Château du parc Lebre, à Denain. *Tél : 03 27 43 32 03.*

DRÔME Eau.G.M

Village de Vinsobres dans la plaine Marsanne.



En Drôme provençale, la plaine de Marsanne abrite les activités de Monsanto, Asgrow, Cargill et consorts qui trouvent sur place des agriculteurs pour produire des semences hybrides. Avant l'autorisation des OGM, ils implantent des essais de maïs transgénique à 100€ le pied (d'après Biogemma, filiale de Limagrain, comme Tézier, Limagrain, Abondance, Vita...) Pour abaisser le prix de revient de ces productions de semences, il faut assurer une irrigation constante. Un réseau est en construction, pour la modique somme de 17,7 millions d'euros. La superficie concernée est de 1700 ha, ce qui met le raccordement à 10 000 € l'hectare. Devant les difficultés économiques des agriculteurs français, Monsanto et autres champions du libéralisme auraient-ils pris en main l'installation des infrastructures ? Non inquiétez-vous, ces travaux sont financés par la région, le département. L'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse finance 25% du montant des travaux. Sur votre facture d'eau, lorsque vous lirez la ligne "Agence de l'eau", vous vous souviendrez des productions socialement très utiles que vous financez : du maïs pour nourrir des poules en cages ou engraisser des canards à foie gras et des "jeunes bovins" qu'il faut incinérer faute de débouchés. Vous penserez aussi que Monsanto, Novartis ou Biogemma pourront bientôt faire produire des semences OGM au meilleur prix, dans cette plaine irriguée à vos frais. (*source La France Agricole du 26 avril 2002*)

Vaccin contre l'hépatite B : Le doute grandit

Une étude allemande portant sur l'utilisation de deux vaccins com-

binés Hexavac (Aventis-Pasteur) et InfanrixHexa (GSK) où six vaccins sont injectés en même temps, montre une augmentation des décès chez les enfants depuis l'introduction du vaccin contre l'hépatite B. Plus de 5 millions de personnes ont été vaccinées avec ces produits en Allemagne... contre 150 000 seulement en France. Le 9 décembre dernier, l'Agence française de sécurité sanitaire a reconnu la validité de l'étude mais estime que le nombre de victimes excédentaires (4 enfants morts) est trop faible pour prendre des mesures. Le vaccin contre le principe de précaution reste donc toujours bien utilisé par les instances officielles. (*Alternative-Santé, février 2004*)

LYON Antennes : positions des Verts ?

Alors qu'une polémique oppose des résidents d'un immeuble de la Croix-Rousse à un opérateur de téléphone, Eric Cazin, conseiller d'arrondissement et candidat des Verts aux cantonales a proposé ceci «L'idéal serait de limiter davantage l'intensité des ondes. Les opérateurs pourraient alors installer plus de relais, mais de moindre puissance» (*Le Progrès 17 mars 2004*). L'armée proposait dans les années 50, la même chose pour les déchets radioactifs : il suffit de les diluer pour qu'ils ne soient plus dangereux. Rappelons qu'une position écologiste serait d'interdire l'usage de ces antennes (et donc des téléphones portables dont on se passait si bien il y a seulement cinq ans) tant que l'on ne sait pas les dangers que ces ondes provoquent.

LYON Pratique de l'alimentation

L'association Alyccs, Association lyonnaise pour comprendre et choisir sa santé, propose une conférence le mardi 18 mai à 20h15 à la mairie du 8e, avenue Mermoz, sur la «pratique de l'alimentation» animée par Gilles Laracine. *ALYCCS, BP 8207, 69355 Lyon cedex 08, tél : 04 78 27 10 18.*

INDE

Femmes contre l'avortement sélectif

Lors du forum social, des féministes ont diffusé des tracts contre l'avortement... sélectif. En effet, par échographie, il est maintenant possible de déterminer très tôt le sexe de l'enfant à venir et les mœurs indiennes font qu'il vaut mieux avoir un garçon qu'une fille d'où des avortements sélectifs. Entre 1994 et 2004, le nombre de filles pour 1000 garçons est passé de 976 à 927 dans le pays, avec des endroits où le phénomène est encore plus marqué. On en est à 793 seulement dans l'Etat de Haryana. Officiellement la loi interdit ce type d'avortement, mais elle n'est pas appliquée. (Rouge et Vert, 20 février 2004)

ZIMBABWE Sévices sexuels

La dictature de Robert Mugabe est de plus en plus sanglante et les femmes en sont souvent les victimes : viols par représailles des amis des opposants, déportation dans des camps militaires où les

femmes deviennent des objets sexuels... Un reportage de la BBC a révélé cela fin octobre. Il y a peu de réactions sur place : l'opposition a déjà bien du mal à survivre. (Les Pénélopes, octobre 2003)

MAURITANIE Femme candidate

Aïcha Mint Jeddane a été la première femme à se porter candidate à une élection présidentielle en Mauritanie, le 7 novembre dernier. Ancienne responsable locale du Parti républicain démocratique et social (parti au pouvoir), elle l'a quitté dans la perspective de la présidentielle. Désormais sans étiquette politique, elle s'est présentée comme la candidate de toutes les femmes. Elle a eu du mal à recueillir les 50 signatures de conseillers municipaux nécessaires. Officiellement, elle a obtenu 0,6 % des voix.

ISRAËL Ségrégation

Cédant aux demandes des groupes religieux extrémistes, la compagnie de bus de Tel-Aviv a accepté de faire voyager les hommes et les femmes de manière séparée : depuis novembre dernier, les femmes doivent obligatoirement s'installer à l'arrière.



AFGHANISTAN Ça ne s'arrange pas !

On pourrait penser que le départ des Talibans provoquerait une relative accalmie concernant le sort des femmes dans le pays. Fin janvier, pour la première fois depuis dix ans, une chanteuse célèbre des années 70, Salma, est apparue le temps d'une chanson sur une chaîne de télévision. Il n'en a pas fallu plus pour que la Cour suprême rappelle que chanter publiquement pour une femme est contraire à l'islam. Prochaine chanson dans une dizaine d'années ?

Rappelons que c'est à la suite de mesures similaires contre les noirs aux Etats-Unis qu'a commencé le grand mouvement de désobéissance animé par Martin Luther King dans les années 60. Espérons que les femmes auront le courage de s'asseoir à l'avant. (Courrier international, 6 novembre 2003)



Entrée de bus à Tel-Aviv.

ISRAËL-PALESTINE Marche des femmes

Du 20 décembre au 10 janvier, plus de 150 femmes du monde entier sont venues soutenir les mouvements de femmes pour la paix en Israël et en Palestine. Bravants checkpoints, couvre-feux, clôtures, mur «de sécurité», tra-

versant camps de réfugiés, maisons détruites, et, côté israélien, les lieux des terribles suicides, ces femmes avaient pour ambition de demander la fin de l'occupation et la protection des droits humains.

ALLEMAGNE Hiérarchie masculine

Une étude publiée en Allemagne montre que plus on monte dans la hiérarchie économique, moins il y a de femmes : 19% seulement des cadres supérieurs, 5% des postes de direction, aucune dans les conseils d'administration des trente plus grosses entreprises.

Métiers interdits

La législation du travail instaure l'égalité entre hommes et femmes avec quelques exceptions notables. Sont interdites aux femmes les activités où il faut porter plus de 25 kg, ou pousser un wagon de plus de 600 kg ou une brouette de plus de 40 kg. Il est interdit de travailler dans un environnement contenant du mercure ou de la silice libre ou d'utiliser des marteaux-piqueurs à air comprimé. Vite, prônons l'égalité, et étendons ces interdictions aux hommes !

CRÉTEIL Prénoms artistiques

Le collège Simone-de-Beauvoir a ouvert à Créteil (Val-de-Marne) en septembre 2003. La plasticienne Agnès Thurnauer a été chargée de réaliser une fresque à l'entrée de l'établissement. En discutant avec les premiers élèves, elle a constaté que les jeunes filles se sentent dans l'ensemble inférieures aux garçons et manquent de volonté pour se battre. Elle a alors modifié son projet en choisissant d'inscrire sur une immense plaque l'ensemble des prénoms féminins de cette première rentrée scolaire. Chaque salle du collège a également reçu le nom d'une femme connue en lien avec la matière enseignée dans cette salle. Les élèves pourront ainsi s'interroger pour savoir qui était Angela Davis, Lucie Aubrac ou Marie Curie.



Maternités précoces

Les maternités chez des adolescentes sont particulièrement importantes aux Etats-Unis (93 pour 1000 adolescentes), en Grande-Bretagne (63), au Canada (43), le pays ayant le taux le plus bas étant les Pays-Bas (8). Ces grossesses n'ont rien d'inéluctable. Elles sont en fait directement liées au manque d'information. Aux Etats-Unis, 80 % des jeunes mères proviennent des milieux pauvres. En Suède, où un programme a été mis en place dès 1975 pour informer les jeunes filles, diffuser des préservatifs et proposer l'IVG gratuite en dernier recours, sans autorisation parentale, le nombre d'adolescentes-mères a baissé de 80 % dans les années 80. Les adolescents sont peu concernés par la chose. Une étude montre que les deux tiers des pères ont plus de vingt ans. (Monde diplomatique, décembre 2003)

Les priorités du monde

Ce que cela coûte en milliards d'euros

■ Lutte contre l'érosion des terres	6
■ Education pour tous	6
■ Cosmétiques aux USA	8
■ Crème glacée en Europe	11
■ Parfum en Europe et aux USA	12
■ Santé reproductive des femmes	12
■ Santé de base et alimentation	13
■ Aliments pour animaux de compagnie	17
■ Eau et système sanitaire pour tous	35
■ Cigarettes en Europe	50
■ Total santé, éducation, alimentation, eau	66
■ Boissons alcooliques en Europe	105
■ Drogues illégales	400
■ Pétrole	450
■ Dépenses militaires dans le monde	900

Evidemment, nous disent nos dirigeants «il n'y a pas d'alternative», «il faut faire des sacrifices»... (source : *Ecocide*, éd. Parangon)

avant... 2029 ! Quant à la phase 3 (forte radioactivité), elle n'est pas prévue pour le moment. Le plutonium a une période de 24 400 ans, ce qui fait que dans ce temps-là, il y en aura encore la moitié. Et évidemment, l'usine est pleine de poussières de plutonium... dont un millionième de

trouver des sources de financement civil pour assurer ce grand nettoyage... sous prétexte que cet argent nuirait «à sa capacité de recherche». L'armée qui pompe déjà 25 % des budgets de la recherche civile selon les chiffres officiels du ministère de la Recherche, voudrait nous faire

gramme suffit pour provoquer un cancer des poumons. On voit l'impasse.

Première estimation du démantèlement pour la phase 2 : 6 milliards d'euros soit deux fois le prix d'un nouveau réacteur de type EPR. L'armée a les moyens bien sûr... mais elle ne l'entend pas ainsi. Elle a demandé au gouvernemen-

croire qu'elle n'a pas assez d'argent. Elle nous pompe aussi, faut-il le rappeler, plus de 20 % de nos impôts pour gérer une force de frappe nucléaire qui ne nous protège en rien de la guerre moderne. (Damoclès, février 2004)

GENÈVE Jeûne contre l'armement nucléaire

A l'occasion de l'anniversaire des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, le Bureau international de la paix a décidé d'organiser à Genève, devant l'ONU, un jeûne de quatre jours, pour rappeler les nombreuses résolutions prises en faveur du désarmement nucléaire et restées sans suite. On peut y participer en prenant contact avec *Michel Monod, 56, avenue du Lignon, CH 1219 Le Lignon, mmonod@genevalink.ch.*

IRAK Retrait de l'Espagne

Première mesure annoncée par le nouveau gouvernement socialiste élu en mars : le retrait dès le mois de juin des troupes espagnoles engagées en Irak, en conformité avec une opinion publique largement opposée à cette guerre. Un retrait qui pourrait largement déstabiliser les stratégies de la Maison Blanche.

MARCOULE L'armée ne veut pas payer le démantèlement

L'usine de production de plutonium militaire de Marcoule a été arrêtée en 1997 et son démantèlement est prévu pour la phase 2 (éléments de faible radioactivité)

20 mars 2004 : manifestations contre la guerre

Alors que le 20 mars dernier, la France avait les yeux tournés vers ses élections, plusieurs millions de personnes se sont retrouvés dans les rues de plus d'une centaine de villes dans le monde pour protester contre la guerre en Irak. Si la mobilisation a été moindre que le 17 février 2003, à la veille de l'entrée en guerre des USA (15 millions de personnes), les manifestations ont encore été imposantes, en particulier aux **Etats-Unis** où un an



DR
New-York

de mensonge a jeté le discrédit sur l'action de l'armée. De nombreuses associations de familles de militaires étaient présentes dans les rues pour dénoncer l'inutilité de cette guerre qui en un an a tué 300 militaires américains, à peu près autant de civils et surtout qui en a handicapé à vie plus de 11 000. Et cela rien

que pour les USA. Il y a eu des manifestations dans plus de 200 villes des Etats-Unis, avec 50 000 personnes à New-York, presque autant à San Francisco. En **Italie**, la mobilisation n'a pas faibli tout au long de l'année, et une nouvelle fois la capitale a vu une manifestation monstre : 2 000 000 selon les organisateurs, plus de 250 000 selon la police. Les manifestants demandent le retrait des troupes italiennes.

En **Espagne**, plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté pour soutenir les déclarations du nouveau premier ministre concernant le retrait des troupes. Ils étaient 200 000 à Barcelone, 60 000 à Madrid, 10 000 à Séville... Un slogan était largement repris «Et encore nous ne sommes pas tous là, il en manque 200 !».

Alors que le gouvernement du **Japon** a finalement accepté d'envoyer 550 militaires en Irak en renfort et que les mouvements terroristes menacent le pays d'attentat, une importante manifestation s'est tenue dans la capitale, Tokyo avec plus de 30 000 personnes sous une pluie battante. A **Londres**, environ 100 000 personnes ont manifesté (25 000 selon la police). Le clou de la manifestation a été l'escalade par deux militants de Greenpeace de la célèbre horloge *Big Ben* où ils



DR
Barcelone

ont accroché une banderole portant l'inscription «*Il est temps de dire la vérité*». Cette action a provoqué une polémique sur les conditions de sécurité alors que le pays redoute un attentat semblable à celui de Madrid.

A **Dublin**, en Irlande, plus de 5000 personnes ont manifesté contre l'utilisation de l'aéroport de la ville pour les rapatriements des blessés américains.

En **Grèce**, 15 000 personnes ont manifesté à Athènes (6000 selon la police), 2000 autres ont manifesté à Salonique, des centaines d'autres dans une dizaine d'autres villes.

En **Allemagne**, c'était la démobilisation. Ils n'étaient que 5000 à Berlin (1300 selon la police), et

quelques centaines dans une dizaine d'autres villes. Par contre plusieurs bases militaires américaines ont été bloquées symboliquement par des manifestants en différents points du pays.

En **Belgique**, plusieurs manifestations ont eu lieu, la plus importante à Bruxelles avec 7000 personnes (3500 selon la police). A **Paris**, malgré les échéances électorales, environ 10 000 personnes ont manifesté, le gros des troupes venant du Mouvement de la paix. Des manifestations ont également eu lieu dans une cinquantaine de villes, mais avec une faible mobilisation.

En **Suisse**, plus de 3000 personnes ont manifesté à Berne. En **Pologne**, c'était un peu la déception. Alors que le gouvernement soutient fermement la politique de Bush, seuls 500 personnes ont manifesté à Varsovie. A **Cuba**, environ 10 000 personnes ont manifesté... à l'appel du gouvernement. En **Australie**, 2000 personnes ont défilé à Sydney, autant à Melbourne. Quelques manifestations ont également eu lieu dans les pays arabes : à Damas en **Syrie** (quelques centaines), en **Jordanie** (quelques centaines) au Caire en **Egypte** (environ 2000... encadrés par 5000 policiers !), à Ankara et Istanbul, en **Turquie** (2000 dans chaque ville).

Les trois Sel de la vie

« Les êtres humains sont des lieux d'échanges, ils sont essentiellement dépendants de leurs échanges... Si vos échanges s'arrêtent, vous régressez dans l'échelle de complexité, vous n'êtes plus qu'un ensemble de molécules »
Hubert Reeves. «L'heure de s'ennivrer»

Chaque matin nous nous réveillons avec 86 400 secondes versées sur notre compte personnel du temps. Comme le dit Huguette Bouttin, chaque soir le solde est éliminé, vous perdez ce que vous n'avez pas su utiliser. «Vous devez vivre le présent, avec le dépôt d'aujourd'hui, car hier fait partie de l'histoire, demain demeure un mystère, aujourd'hui est un cadeau qu'on appelle présent».

Cette métaphore d'un compte personnel du temps qui s'évapore chaque jour est intéressante, car le «mourir à soi-même» nous rapproche de ce que Confucius disait déjà si bien cinq cents ans avant Jésus Christ : « Vis chaque jour comme en mourant tu aimerais avoir vécu ». Si pour l'espèce humaine c'est la conscience de la mort (nous sommes les seuls êtres vivants à enterrer nos morts) qui semble la plus fondatrice de la hiérarchie des valeurs, ce Sel avec nous-même qu'est le temps, nous invite à hiérarchiser l'essentiel de l'accessoire dans la relation que nous entretenons avec nous-même.

Le vaste et anonyme système des échanges de marchandises sur la planète

Là il ne s'agit plus de la relation intime à soi-même, mais de la relation au collectif pour produire des biens et des services que les néolibéraux disent utiles quand ils rencontrent une demande solvable.

Ne nous étendons pas sur ce vaste système d'échange planétaire anonyme, simplement nous dirons qu'il produit toujours plus de biens d'usages (nourriture, logements, habits, transports...) de plus en plus mal redistribués par le marché, car ce système d'échange exclut de sa

communauté de plus en plus de personnes dites non solvables (1). Imaginez qu'à l'assemblée générale de nos systèmes d'échanges locaux, nous excluons tous ceux qui ont un compte débiteur (soit la moitié !) sous prétexte que nous les jugions incapables de donner à leur tour quoi que ce soit ! Cela ferait du foin ! Rajoutez au fonctionnement de ce système d'échange planétaire cet effet pervers de la troisième fonction de la monnaie : faire de l'argent avec de l'argent au delà des deux fonctions primitives de la monnaie que nous utilisons (celle d'être un étalon et un moyen de facilitation de l'échange), le jeu inégal saute alors aux yeux ! Que dirions-nous dans notre SEL si nous nous échangeions chaque jour soixante fois plus d'unités que des biens, des savoirs, des services coups de main ? Nombreux seraient alors ceux qui rappelleraient le bon sens : que la richesse c'est l'échange et non la spéculation-inflation d'unités ou de signes, abstractions inventées par les hommes. A quand un débat au sein du système planétaire sur cette curieuse évolution qui a fait croître les revenus du capital en vingt ans de 22% tandis que dans la même période les revenus du travail régressaient globalement de 17% ?

Au lieu de mettre au centre du débat politique «Quel type de richesse voulons-nous produire ensemble et partager, associé à comment la produire ?», nous préférons focaliser l'effort collectif sur la croissance des flux monétaires dont nous savons qu'ils garantissent de moins en moins un mieux-être collectif. Multiplions les accidents de transport, les épidémies et les catastrophes naturelles (réchauffement de la planète) et nous ferons de la croissance monétaire, puisqu'à entendre les médias c'est devenu notre religion. La pédagogie quotidienne des SEL est de nous apprendre que les unités échangées ne sont que de simples repères, un simple sous-ensemble qui mesure très partiellement (heureusement) les richesses de toute nature que nous produisons par nos échanges.



Signature d'un chèque SEL.

Pourquoi n'en serait-il pas de même avec notre argent ?

La relation à autrui

Des trois types de relation qui fondent de tout temps, en tout lieu, toute société : la relation à soi, la relation au collectif, la relation à l'autre, c'est cette troisième relation (même indissociable des deux autres) que l'aventure des Sel est la plus riche d'enseignement.

En effet, en essayant de (re)mettre l'humain au centre de tout échange : «le lien plus important que le bien», nous avons conscience d'aller à contre-courant de l'évolution de l'échange contractuel et instrumentalisé du marché et de l'Etat. Tout a semblé se passer comme si l'expansion conjointe du marché et de l'Etat, en nous réduisant à l'état de producteur, consommateur, épargnant, usager, contribuable, avait du même coup balayé toute une richesse anthropologique, écologique, éthique, constitutif de notre humanité. C'est dans la relation à autrui que la carence semble la plus nette. Quoi de plus difficile que la relation à autrui faisant de l'autre une fin et non un moyen ? Les poètes comme Saint-Exupéry dans *Le Petit prince* parleront d'apprivoisement nécessitant de la durée, d'autres plus inspirés de biologie parleront à propos de relation de «haute technologie de la reconnaissance et du sens» souvent per-

(1) De 1960 à 1990 la tranche la plus aisée (20%) de l'humanité est passée de 30 fois plus riche à 60 fois plus riche que les 20% les plus pauvres. PNUD.

vertie en passion médiatrice d'accaparement et de pouvoir.

Les Sel se vivant comme des réseaux de personnes de toute origine sociale, ayant pour finalité l'échange, deviennent des laboratoires d'apprentissage multiple de la relation à l'autre. Il n'y a pas besoin de fréquenter longtemps un Sel pour s'en convaincre. La plupart des associations remplissent aussi le même rôle, mais à la différence des Sel, elles ont un objet précis (la passion de la musique, du sport, du théâtre...) pour médiatiser la relation. Mettre en avant la relation au-delà du cercle de ses frères et amis proches, est un chantier loin d'être simple quand on sait que dans toute relation vraie c'est une part identitaire de soi-même qui s'expose. Pas si simple quand, dans ce pari de la confiance, s'entrecroisent des visions du monde différentes, des espoirs et des souffrances accumulées qui doivent être parlées pour être dépassées.

C'est un vaste chantier pour le Sel et sans doute avec les associations sa plus grande contribution et réponse à la béance de lien social et ses gouffres de solitudes sans précédent laissés par l'explosion du marché et de l'Etat caractéristique de la société industrielle. Faut-il laisser aux groupes fondamentalistes, défenseurs d'une seule vérité exclusive des autres (2), le soin de faire communauté ou fratrie au-delà de la sphère la plus étroite de la famille ou de quelques amis ? Les exemples abondent de la dérive des sociétés qui, au nom du marché et/ou de l'Etat, ont abandonné la dimension sociale du don et de la réciprocité aux logiques maffieuses enfermées sur elles-mêmes. Ou faut-il donner les moyens aux réseaux associatifs ouverts, dont font partie les Sel, de réinvestir cette vacance du lien et du sens pour tisser de la mixité sociale ? Vaste chantier pour une économie qui se voudrait plurielle, plus participative et solidaire, dont les derniers événements renforcent l'acuité !

Un enjeu de société

Il n'est pas besoin de grande vision prospective pour voir à quelle vitesse les activités des hommes, chassés par les robots et les ordinateurs, de la production-redistribution de produits de masse, se reconvertissent dans les services à faible productivité du travail parce que chargés de contenu relationnel et informationnel. Là où l'homme est irrempla-

çable. Il en est ainsi pour une grande part de l'éducation, de la santé, des loisirs actifs, de la culture, des services de proximité...

Dans ces champs réinvestis se jouent la définition d'un nouvel équilibre entre le commercial et le non marchand où l'usage du temps redevient primordial. Nous voilà revenu à notre Sel personnel du temps de notre première partie ! On le voit déjà, la marchandise convoitée n'est plus l'objet mais le temps humain. D'où le concept en marketing de «life time value» : la valeur du temps de vie du client. Si chaque seconde ou minute de votre vie devient une marchandise, combien valez-vous au total ? Ce n'est plus la vente d'un bien physique qui importe dans cette vision mercantile, mais son lien avec la vente d'un accès à durée limitée à un ensemble de services ou d'expériences sous forme d'abonnement, de cotisation, de taxe, de location. Déjà les plus riches dépensent autant pour l'accès à des services reliés ou des histoires qui remplissent leur vie, que pour devenir propriétaires de biens. Les firmes transnationales qui ont déjà compris que les biens et les services n'offrent plus assez de marge et qu'il faut se reconvertir sur la marchandisation du temps, ont les noms bien connus de AOL, Vivendi, Disney, Sony, Time Warner... «Elles vendent l'accès à un flux d'expériences et non la propriété d'un bien physique» comme le fait justement remarquer le prospectiviste Jeremy Rifkin (3). Le danger devient alors que tout votre rapport intime au temps de la journée (notre Sel du Temps) devienne l'objet ou la cible d'un vaste réseau de relations commerciales et contractuelles et non plus d'un réseau social fondé sur la réciprocité et le don comme dans une association ou un Sel. La conséquence saute aux yeux : dans l'hyper choix vous n'avez plus de temps. Mieux encore votre manque de temps vous l'achèterez au prix fort commercial ! Cela devient alors une question de prospective parmi d'autres pour les Sel : quelle plus-value de qualité apportent les échanges de réciprocité non monétaires par rapport aux réseaux commerciaux, dans cette compétition sur le temps ?

Jamais au centre de l'interrogation de notre qualité de vie et art de vivre ne s'est posée aussi fortement la question de notre usage du temps pour qui, pour quoi faire ? Zapping, scoop, le temps nous échappe, comme nous a échappé notre rapport à l'espace ! Chute du temps, désastre de l'instant, il nous faut réapprendre la durée ! Une civilisation peut-elle survivre si toutes nos relations au temps sont commerciales et contrac-

tuelles avec le marché ou l'Etat, oubliant le don et la réciprocité ? Les Américains semblent avoir fait leur choix, qui prennent la réussite monétaire comme le signe d'une grâce de Dieu, qui confondent marché, démocratie et religion ! N'est-il pas significatif que seulement 5% des Américains se déclarent incroyants, alors que la barre des 50% a été franchie en France, et que rares sont les Français à croire que seule la «main invisible du marché» (ou l'argent roi) va accroître leur qualité de vie (4).

C'est pour cette raison que le chantier qu'avait ouvert par le secrétariat d'Etat à l'économie solidaire sur une nouvelle politique des temps sociaux était de la plus haute importance, s'appuyant sur le travail des associations. Car à l'inégalité croissante des revenus, s'adjoint l'inégalité encore plus contre-productive de l'usage du temps. Quel gâchis que cette souffrance de ceux qui travaillent trop au risque d'eux-mêmes, qui achètent le temps au prix fort, et qui côtoient la souffrance de ceux qui ne travaillent pas du tout, qui vivent sans revenu, un temps libre subi et pas choisi.

Dans le projet de loi «citoyenneté et temps sociaux» alors discuté apparaissait l'idée du crédit temps choisi accessible à chacun au moment choisi de sa vie à l'image du CIF (crédit individuel de formation) et du partage du temps expérimenté en France et en Italie. Cette expérimentation avait intériorisé un slogan qui nous ramène au rapport intime que nous entretenons avec nous-même : «Avec le temps choisi, tes amis ne te demanderont plus ce que tu fais dans ta vie, mais ils te demanderont ce que tu fais de ta vie». La redécouverte du sens ?

François Plassard ■
Sel Cocagne à Toulouse



(2) Par exemple les communautarismes liés au sol (guerre de clochers), au sang (guerre ethnique), au sens (religion révélée ou corporatisme de métiers).

(3) «Réseaux contre marchés» *Le Monde diplomatique*, juillet 2001.

(4) Le sondage fin juin 2001 sur un échantillon de 1000 personnes CSA, *L'Expansion*, *France Inter* est significatif : pour changer la vie 40% disent vouloir militer dans une association, 29% avoir plus de responsabilités, 25% pouvoir travailler à mi-temps, 54% pouvoir vivre à la campagne. Soit globalement plus de temps libre, plus d'implication, plus de relations humaines et de solidarités concrètes.



Annonces

Entraide

■ Agriculteur bio, écolo, 59 ans, sur petite propriété de 13 ha, terres, prés, bois, petits fruits, pommes, en zone coteaux Ariège, cherche pour succession progressive partenaires repreneurs ayant projet agricole et écologique dans esprit «simplicité volontaire». Envisager écoconstruction. Suis aussi partenaire d'un projet collectif d'atelier de transformation de fruits et légumes. *Pierre Degand, La Madeleine, 09350 Campagne, tél : 05 61 98 11 01.*

■ Petite structure familiale d'accueil social et touristique cherche une personne équilibrée, dynamique, ayant le sens de l'initiative et des responsabilités pour participer aux travaux du jardin, des animaux et de l'accueil, pour une période de deux à trois mois. Rémunération : soit échanges, stagiaire, SEL, W00F ou autre à discuter. *Les Cousins de la Creuse, Le Dognon 22, 23300 Saint-Maurice-la-Souterraine, tél : 05 55 63 79 64.*

■ J'habite actuellement dans le sud des Cévennes et je désire revenir dans les Hautes-Alpes, vers Embrun ou Gap. Est-ce que quelqu'un aimerait faire un échange de maison ? ou me proposer un lieu sympa là-bas ? La mienne est isolée, au-dessus d'une rivière, avec trois chambres et une pièce commune, un local pour la mairie et le ROC. Loyer : 300 €, 5 km d'un collège. N'hésitez pas à me répondre. *Merci. Nathalie Hermitte, mairie de Peyrolles, 30124 L'Entrècheure, tél : 04 66 85 34 36.*

■ **Rhône.** Une jeune exploitation dans le nord du département a souffert des aléas climatiques de l'été 2003. Pour se sortir d'une situation financière difficile, cherche clientèle pour production de fromages de chèvre. Si vous pensez que nous pouvons travailler ensemble, merci de me contacter au 06 75 70 66 74.

■ Jeune maman d'une petite fille de 18 mois cherche d'occasion des couches lavables (Indispensables, bébés écolos) taille 5 en bon état ; des vêtements écologiques (fibres bio ou non traitées) divers. *Tél : Aurélie, 05 65 29 58 99.*

Vivre ensemble

■ **Lyon.** Le quartier de la Duchère (Lyon 9^e) est le quartier le plus vert de la ville. Très bien desservi par les transports en commun, bien équipé en infrastructure, avec un espace non cloisonné qui facilite les déplacements à pied. C'est aussi un quartier populaire, avec un tissu associatif vivant. Ce quartier est classé GPV, grand projet de ville, avec un taux de HLM qui passera de 80% à 60%. Des bâtiments sont en cours de démolition, des terrains publics vont être privatisés. Habitante de ce quartier depuis 1985, je cherche des militants avec qui réfléchir à l'achat d'un petit immeuble de douze appartements. Mon idée : un appartement par famille plus des espaces communs. Rénovation du bâti le plus bio possible (chauffe-eau solaire, isolation...). Cet immeuble bénéficie du chauffage central collectif au bois. Un petit jardin existe déjà. Notre objectif serait l'entraide entre nous (les retraités pouvant garder les

enfants des jeunes couples par exemple en échange de quoi les jeunes aident les plus âgés...) ; la stimulation du groupe pour aider chaque à être cohérent dans ses comportements de consommateurs et de citoyen soucieux de l'environnement et des droits de l'homme ; l'implication dans le quartier sur les projets qui combattent la ségrégation sociale, l'emprise de la société de consommation, la passivité. Vous pouvez m'appeler au 04 78 47 55 83.

Rencontres

■ **Réf 310.01.** Femme, je vis avec trois enfants dans le Finistère. Indépendante, libertaire, ronde et humaniste, j'aime les voyages, les arts plastiques, j'enseigne l'espagnol et fais du pain. J'ai 47 ans. J'aimerais rencontrer un homme, non fumeur, aux valeurs proches de celles développées dans *S'Ince* pour relation de partage et d'épanouissement. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Veuf, 1,72 m, 64 kg, non-fumeur, non-buveur, câlin, simple, végétarien, cherche compagne, âge, couleur, indifférents, handicap physique envisageable, ayant besoin d'amour, de tendresse, ayant un vrai ras-le-bol du système et désirant vivre enfin la vraie vie (cf Walden, de H. D. Thoreau, esprit mai 68), pauvreté volontaire, mais riche en simplicité, en contemplation, en émotion. Je t'attends sur une propriété avec jardin, serre (un are), verger, maison très rustique, au sein d'une nature préservée, aimée, accueillante, avec tous ses oiseaux, sa faune sauvage. Ensemble, créons dans ce lieu une merveilleuse et tendre solitude à deux... *Tél : 05 45 84 17 53.***

■ **Réf 310.03.** Femme, physique jeune, grande, douce, dynamique, origine paysanne, bac agricole, lieu préservé, emploi santé/social, un enfant, intérêts alimentation originelle, plantes médicinales, accueil, mais lasse de vivre seule, cherche H. 46-52 ans, même niveau, courageux, viril et protecteur, non-fumeur, pour partage vie autrement entre nos deux propriétés. Région Midi-Méditerranée de préférence. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Recherche

■ **Japon.** Des lecteurs de *S'Ince* peuvent-ils m'envoyer des informations sur le monde alternatif au Japon ? Adresses d'associations, sites web, coordonnées de revues, etc. Remboursement des timbres et petit cadeau en retour. Ecrire en français ou en japonais à *Bousquet-Gérard, 3, rue Georges-Guyonner, 07500 Guilherand-Granges.*

■ Couple cherche terrain minimum 1000 m², maximum 10 km gare SNCF, au calme, Rhône ou Saône-et-Loire, en vue d'y créer notre lieu de vie. Prix honnête. Le rêve : belle vue, quelques fruitiers, puits, dans hameau ou sortie village. Le cauchemar : pente raide toute boisée très isolée et proche nationale + ligne à haute tension ! *Tél : 04 74 65 50 34.*

■ La maison de l'écologie de Lyon, association pour la promotion des idées écologistes et alternatives, cherche un comptable bénévole pour compléter son équipe. *Maison de*

l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.

■ Comme les trois petits cochons, Anouk (super p'tite nénette de 10 mois), Cécile (c'est elle) et François (c'est lui) désirent construire leur maison en paille. Nous aimerions correspondre avec des personnes ayant construit ce type de maison. Autorisations, permis de construire, les différentes techniques de construction, durée du chantier, difficultés éventuelles, coût, etc. Comme les renseignements généraux (généreux ?) nous voulons tout savoir. Nous cherchons aussi des renseignements sur les toillettes sèches. Merci d'avance. *Anouk, Cécile Ténain et François Petit, Auriac, 48190 Saint-Julien-du-Tournois, tél : 04 66 47 64 32, boitea-rando@wanadoo.fr.*

■ Voyages écolos. Bonjour, je cherche des personnes motivées pour partir visiter des quartiers ou villes écolos, en Allemagne (Fribourg...) et aussi peut-être en Autriche, au village thermal de Hundertwasser de Blumau par exemple, en juillet 2004. Le départ se ferait en train début juillet avec vélo sur place ensuite pour se balader, aller de ville en ville, faire des rencontres... Le soir, on dormirait en camping, ou en hébergement solidaire si possible. Un reportage photo, croquis (et vidéo) est envisagé sur les coins visités pendant ce voyage. Si l'aventure vous tente, merci de me contacter ! *A. Esteban, 61 rue des Tables-Claudiennes, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 32 92 (avant 21 heures).*

Emplois

■ Abonnée de *S'Ince*, professeur désirant décrocher du système éducatif traditionnel, cherche contacts avec des écoles alternatives intéressées par cours de mathématiques et d'informatique. N'hésitez pas à m'appeler au 03 83 55 37 64, *Nathalie Magnier, nathaliemagnier@wanadoo.fr.*

Logement

■ **Ardèche.** Maman avec enfants cherche à louer maison avec jardin, chauffage bois ou bio-énergie, village environ Aubenas, avec école. Petit loyer ou échanges services. Emploi nature en sus bienvenu. *Tél : 04 75 39 46 70.*

■ **Réf 310.02.** Cherche à acheter terrain avec petite maison, bois, prairie, eau, de cinq à dix hectares pour projet agroécologique, dans Centre ou moitié Sud. Etude toute proposition. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Provence.** Nous sommes un couple d'enseignants, l'une retraitée, l'autre en disponibilité. Nous sommes chercheurs indépendants, en histoire contemporaine et en littérature/atelier d'écriture. Nous souhaitons trouver un logement de type F3 ou F4, de préférence dans les Bouches-du-Rhône, le Var ou les Alpes-Maritimes. Nous sommes prêts à envisager de rendre des services si cela permet de réduire le loyer afin qu'il ne grève pas trop notre budget (assistance pour travaux d'écriture, recueil et transcription d'un récit de vie...). D'autres formes peuvent être examinées. Pour nous contacter : *04 42 95 40 45.*

■ **Lyon.** Cherche possibilité d'héberge-

ment pour deux étudiantes à partir de septembre 2004. *Annie Delichères, chemin du Mouton, 07200 Aubenas, tél : 04 75 93 41 72.*

Vacances

■ Rhône-Nord, limite Saône-et-Loire, entre vignes et bois, maison confortable idéale pour famille avec 3 ou 4 enfants (cour fermée, trois chambres équipées différemment, literie fournie). Participation aux frais : 80 € la semaine + votre consommation en eau, gaz, électricité. Esprit bio exigé, pas de tabac à l'intérieur, réduction et tri des déchets, consommation d'électricité minimisée, respect des lieux et du site. Rencontres facilitées avec viticulteurs ; nombreuses possibilités de balades à pied et de circuits touristiques. *Tél : 04 78 47 55 83.*

Divers

■ Vends ou échange 700 tuiles «canal» («romaine») très bon état, 0,60 € pièce, prix à débattre. Secteur Valence. Egalement 3000 tuiles état moyen, prix à débattre, secteur Saint-Etienne. *Tél : 06 87 58 56 00 ou 06 23 01 94 08.*

■ Vends 9 couches lavables Popolini 0-6 mois, avec deux sur-couches en plastique. Achetées 180 € vendues 90 €, car Audran est maintenant trop grand. Contactez *Erik et Sylvie au 01 64 91 11 96.*

■ Kit complet de couches-bébé en coton neufs, à vendre (220 €). *Tél : 04 66 30 13 42.*

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque.

Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

DÉCREISSANCE DU PÉTROLE
LA DÉCREISSANCE
 Le journal de la joie de vivre
Fin du pétrole.
Enfin ! On y arrive !



La Décroissance, en kiosque ou contre 2 €, 11, place Croix-Paquet, 69001 Lyon.



Distributisme

Je voudrais répondre à deux lettres parues dans le numéro 307 de *S!lence* qui me mettent en cause dans le cadre du débat sur le distributisme. D'abord **sur la façon de s'exprimer**. J'ai été choqué par les jugements et les attaques qui me sont adressés. Je m'efforce de m'exprimer sur les idées, et éventuellement sur les actions des personnes, mais pas sur les personnes, car des jugements de valeur et les étiquettes que l'on met sur les autres supposent une connaissance de l'autre impossible à acquérir (...).

Sur des questions de fond, Mme Duboin demande «d'où sortent» mes affirmations et dit que les distributistes ne remettent pas en cause l'idée de gouvernement. Pourtant M. Urlacher et M. Lambert parlent de distribuer à parts égales la somme totale des richesses produites aux citoyens. Ainsi, il n'y aurait plus de budget pour faire fonctionner un gouvernement, ce qui suppose des bonnes volontés pour s'occuper de toutes ces tâches de démocratie participative. Et M. Lambert dit aussi que «chacun peut s'investir toute la vie dans les activités de son choix». Comment alors le gouvernement aurait-il les moyens d'exister ? Bien sûr il y aura des gens pour faire des tâches «nobles» comme rédiger les lois et gouverner, mais est-ce qu'assez de gens vont librement choisir de devenir infirmières de nuit, attachés administratifs, professeurs, etc. pour satisfaire aux besoins ? Que reste-t-il pour les persuader si personne ne le fait ? Par ailleurs, qui va travailler en usine ou faire la récolte du foin ? Il est possible que les gens s'y investissent, mais j'ai des doutes qu'ils soient assez nombreux — vous me le permettez ?

André Gorz, l'économiste, parle de partager les tâches pénibles avant de permettre aux gens de poursuivre leurs activités de prédilection. Ceci me paraît astucieux, mais même là, il faut un sacré changement de mentalité sur lequel on compte beaucoup sans élaborer et donner priorité aux moyens nécessaires pour y parvenir.

Ensuite, Mme Duboin affirme que «des comportements généreux» ne sont pas nécessaires. Je ne peux être d'accord, car je ne partage pas l'idée de «l'abondance» que MM. Urlacher et Lambert évoquent. Je partage au contraire l'avis de *S!lence* sur cette idée (dans une note en bas du courrier de Lambert, colonne 2, page 41 du numéro 307, février 2004). Pour partager la production de richesse au niveau planétaire sans nuire à la planète, même en tenant compte des consommations inutiles et gaspilleuses que nous pouvons éliminer, nous aurons à nous passer de bien des luxes, bien des confort afin de permettre aux autres le même niveau de vie sans détruire la planète. Même libérés de la société qui encourage «l'égoïsme» (cf. Mme Duboin), nous allons avoir du mal, sans générosité, à réduire nos consommations à un cinquième du niveau actuel (l'empreinte écologique des Occidentaux excède actuellement cinq planètes, selon certaines études). Même les pauvres chez nous consomment plus que la moyenne mondiale actuelle !

De même, l'idée de M. Urlacher sur l'appropriation des lieux de résidence de chacun paraît intéressante, mais comment convaincre les gens, comment éviter les réactions violentes historiques à toute tentative d'appropriation des biens (cf. la réforme, les révolutions française, russe, chinoise et autres) ?

Pour l'instant je n'ai rien vu, ni entendu sur comment les distributistes comptent changer les mentalités. L'état de l'école, de la vie familiale, et des médias aujourd'hui (pour ne parler que de trois influences) me fait douter du réalisme de cette utopie, comme celle de certains partis politiques qui voudraient un changement culturel mais avancent timidement sur l'éducation car là, hélas, la réalité est compliquée. Comment la mentalité peut-elle changer sans des actions qui touchent la formation des mentalités dans l'enfance ? (...).

Propositions pour aller vers un autre monde possible... mais pas forcément distributiste.

Pour certaines associations (DECLIC 38, Ensemble Changeons l'École, Réveil, RECIT...) qui souhaitent transformer l'enseignement et promouvoir l'éducation populaire, il faudrait d'abord que l'école devienne bien plus le lieu de l'apprentissage d'une véritable démocratie, et non pas de l'endoctrinement, un lieu où chacun avance et pas seulement les enfants issus des milieux favorisés. Comment obtenir de tels changements dans un système avec ses rigidités et ses formes d'aliénation ? On peut frapper aux portes des décideurs, mobiliser les parents et les professeurs pour un mouvement de (petite) masse, mais l'expérience dans ce domaine reste peu enthousiasmante. Donc, il reste...

Aux professeurs convaincus de permettre dans leurs cours :

- l'expression des élèves, des vrais débats, et une démocratie citoyenne

Deux heures par jour

En réponse à la lettre de Catherine Reymonet (n°308) : «quel homme, manuel ou intellectuel, accepterait de passer deux heures par jour, tous les jours, à des tâches ménagères ou maternelles ?», je réponds : le mien ! (...)

Claire Shalaye ■
Allemagne.



scolaire où les élèves élaborent ensemble une mini-société avec ses règles bien débattues et comprises, ses projets, ses choix sur comment procéder.

- des écarts au programme officiel pour des explorations par lesquels les élèves trouvent un sens à leur apprentissage et ne soient pas, de par leur milieu familial/social, écartés ou délaissés par un système qui leur demande de se raccrocher à un wagon à destination préétablie et cela même s'ils ne possèdent ni l'intérêt ni les outils pour le faire.

- aux élèves de s'intéresser au monde, d'examiner le rôle qu'ils laissent prendre les médias dans leurs vies, et de s'interroger sur leurs valeurs, leurs pratiques et des actions réelles possibles pour les modifier.

- maintes occasions pour les élèves de se prendre en charge, voir reconnaître leurs capacités, et de participer à fixer les objectifs pour leur propre apprentissage.

- une réflexion sur comment échanger, écouter, communiquer sans violence, jugement, ou sabotage avec application de ces principes.

Aux institutions scolaires d'utiliser le petit marge de manœuvre qui leur est donné pour :

- travailler en équipe et proposer aux élèves une approche pédagogique avec des projets interdisciplinaires au contact du monde extérieur où chaque élève trouve sa place à cause de leurs différences et où on vise la promotion collective, la coopération, l'évaluation formative et non pas la compétition et les notes pour sélection, ni les jugements de valeurs sur les élèves qui détruisent leur estime de soi.

- créer de groupes de besoin en même temps pour combler des lacunes de compétences de bases.

- s'ouvrir aux parents et de faire l'effort de repenser leur façon de les accueillir, les intégrer dans l'école, et de se concerter afin de ne plus rebuter les parents des milieux qui ont déjà souffert de l'école.

- mettre en place un système de recherche-action pour évaluer les initiatives pédagogiques en permanence.

- créer des endroits dans les institutions pour l'exploration et la construction des savoirs autonome (ateliers manuels, artistiques, citoyens) avec des réseaux d'échanges de savoirs entre élèves, parents et professeurs comme acteurs égaux.

Aux parents dans et hors les associations de parents-élèves, aux membres des syndicats conscients des enjeux, et aux votants de pousser pour que leurs représentants réclament des institutions innovantes dans ce sens au lieu de frileusement rester avec le statut quo, un système «d'instruction sans éducation», et des leaders qui ne savent pas innover ou, pire, qui croient à l'élitisme républicain (langage codé pour une des maintes formes de domination...).

Ceci ne va ni très loin, ni très vite. C'est moins alléchant que l'utopie dépeinte par divers idéalismes qui nous attirent, surtout quand les acteurs sur le terrain connaissent bien les reticences des uns et des autres, les contraintes, la fatigue, les contradictions et les incohérences que cela entraînent. (...)

Si un distributiste répond à cette lettre, au lieu de faire des suppositions ou des jugements sur ce que je crois ou suis, sans faire des interprétations, sans qualifier les idées avec des jugements de valeurs, explorons les raisonnements, les faits, et les propositions pour une société que l'on voudrait voir naître. Parlons de nos idées sans mépriser celles des autres, sans ces formes de domination.

Gregg West ■
Isère

Ecovillages : où sont-ils ?

En lisant *S!lence*, *Passerelles éco*, j'étais convaincu qu'en France, il y avait un bon noyau de personnes à la recherche d'un lieu de vie plus convivial, plus écolo, plus..., plus... Vivant moi-même depuis deux ans et demi dans un «écovillage», la réalité me paraît maintenant différente. J'ai répondu à plusieurs annonces et j'ai pu constater :



Courrier

- certaines personnes passent une annonce mais ne cherchent pas vraiment,
- d'autres ne répondent pas à mes courriers,
- les dernières, en fait, les seules qui se déplacent, sont très contentes de la balade, endroit agréable, gens sympas, discussions intéressantes...
Bien sûr chacun a ses questions à régler (famille, enfants, besoins divers...), mais alors si elles ne sont pas réglées, on ne passe pas d'annonces !

En fait, la raison de fond que je vois au peu de personnes prêtes à faire le pas, c'est que nous sommes dans un pays riche et que le RMI, ça RaMollit, cultiver la terre et s'autonomiser alimentaires préoccupe beaucoup de monde (même les alternatifs) entre autres questions, mais ça ne fait que les préoccuper.

Qui a des solutions positives à proposer ?

Françoise ■
Alpes-Maritimes

Silence : notre numéro 282 posait la question : «écovillages, rêves ou réalité ?». Pour le rêve, pas de problème, mais pour la réalité, c'est nettement plus difficile... Mais même si les lieux ne sont pas nombreux et souvent peu fournis, il y en a quand même un certain nombre qui fonctionnent.



Informatique

(...) A la suite du courrier de Jean-Paul Lambert (*Silence* n°307), qui met en évidence les possibilités que donne l'informatique pour la comptabilisation, la distribution, le renouvellement... Bref, la gestion des ressources et de la production, vous opposez le fait que l'informatique est «typiquement un produit réservé à une élite». Justement, qu'est-ce qui nous empêche alors de mieux l'employer ? N'est-ce pas ce que *Silence* fait en conservant ses vieux ordinateurs ? Utiliser l'informatique ne nécessite pas le renouvellement des équipements tous les six mois, ni leur extension jusqu'à ce que chacun d'entre nous ait sa propre machine. Reconnaître que ce qui est permis déjà un

autre fonctionnement me paraît plutôt positif et n'empêche pas que l'on continue à se poser des questions, de considérer toujours comme transitoires nos manières de faire. Vous comparez l'informatique avec la voiture dont vous dénoncez l'utilisation individuelle mais que vous valorisez quand il y a covoiturage ou appartenance collective. Cette ambivalence montre bien la fragilité de la frontière. Et si l'on souhaite la disparition de la voiture, on sait que le chemin sera long, car il y a des utilisations restreintes dont on aura du mal à se passer. (...)

Patrick Urlacher ■
Puy-de-Dôme.

Biocoop

En réponse à Biocoop (N°307, page 19), si je devais approvisionner des coopératives d'alimentation biologique, entre les légumes produits sous serre chauffée en France et ceux produits en plein air en Sicile, je choisirais de fournir les seuls produits de saison en expliquant aux consommateurs qui ne connaissent pas le rythme des saisons ce que signifie "agriculture biologique", bien au-delà du respect du règlement européen 2092/91, ne souhaitant pas que les consommateurs soient malades pour avoir mangé des légumes inadaptés aux besoins corporels, directement fonction du climat.

Si je devais fournir du lait biologique en Ardèche, je préférerais celui produit par une laiterie artisanale ardéchoise, collectant du lait auprès d'éleveurs bios du plateau ardéchois à celui venant de Moselle (57) ou du Nord (59). Je ne voudrais pas d'une deuxième autoroute en vallée du Rhône. Idem pour l'huile et tant d'autres produits transformés.

Si je devais fournir des produits à base de soja, j'évitais les productions d'une des filiales du leader européen des OGM, même si cette filiale inonde tous les magazines d'une publicité tapageuse et mensongère. Je ne voudrais pas que cette firme utilise notre argent pour imposer ses OGM et faire disparaître l'agriculture biologique, ne souhaitant pas ensuite devoir verser des larmes de crocodiles.

Centrales au gaz

A propos de l'encadré «Mondialisation contre le nucléaire» (n°308), comment se fait-il qu'EDF se lancerait dans la commercialisation de centrales au gaz, alors que vous nous aviez appris qu'il n'y aurait plus de gaz d'ici 50 à 60 ans ?

Sylvie Nowak ■
Ardèche.

Silence : parce que le temps d'amortissement d'une centrale au gaz (temps au bout duquel l'investisseur se rembourse) n'est que de 3 à 5 ans, et qu'une telle centrale fonctionne pendant ensuite une trentaine d'années, ce qui laisse encore le temps pour une génération de ces centrales.

Je mettrais en garde les consommateurs sur la richesse du soja en pré-curseurs d'hormones féminines (phyto-œstrogènes). Si ces produits peuvent présenter de l'intérêt pour les femmes à la ménopause, ils doivent être consommés avec modération par le reste de la population. Je ne voudrais pas vendre ensuite des compléments alimentaires pour lutter contre l'impuissance masculine ou des cancers hormono-dépendants. Mais les biocoop n'en font rien. Elles approvisionnent des magasins dont les méthodes de vente se rapprochent dangereusement de celles de la distribution industrielle (implantation urbaine, mise en avant de certains produits pour favoriser l'achat d'impulsion, multiplication des emballages, limitation du vrac, mise en étal hors saison...); des magasins dont une bonne partie sont des entreprises privées (comment parler alors de "réseau coopératif"); Biocoop pratique le système des "fournisseurs agréés" qui interdit de fait la présence des petits transformateurs auprès des gros qui ont fait bonne figure auprès de la centrale; biocoop vend cher, même très cher lorsque l'on compare au prix d'achat aux agriculteurs (multiplication par trois sur certains fruits m'a-t-on dit et la connivence avec la FNAB, largement financée par l'État ne plaide pas en faveur de Biocoop); Biocoop a renoncé aux nécessaires activités annexes à la vente (réunions, conférences...) En bref, les Biocoops sont devenues des supermarchés, loin des idéaux de départ (le terme "consommateurs" ne trompe plus que les naïfs). Que reste-t-il de Bio, que reste-t-il de Coop chez vous : l'enseigne.

Un peu partout, des groupements de consommateurs s'organisent et montent des coopératives biologiques basées sur la convivialité, la proximité, la ruralité, l'égalité de traitement entre urbains et ruraux, la solidarité entre adhérents, le bénévolat, l'approvisionnement local, la renonciation au dieu Thune. On a encore le droit de passer contrat avec de petits agriculteurs et transformateurs locaux, offrir le nécessaire à une vie simple et saine, ne pas pousser à l'achat d'impulsion, ne pas donner d'argent aux groupes financiers qui implantent partout des OGM pour faire disparaître l'agriculture biologique, informer les consommateurs sur des sujets divers. Ne doutez pas que nous serons de plus en plus nombreux à utiliser cette porte entrouverte pour échapper à la prison que les Biocoops nous préparent, autant par leurs dérives que par leurs collaborations.

Patrice Néel ■
Ardèche.



Emballages recyclés

Dans un courrier des lecteurs de mars 2001, Emilia Hazelip soulève deux inconvénients au sujet des briques d'emballage Tetrapak pour les boissons, dont le recyclage. Dans le mensuel *RIA*, revue de l'innovation alimentaire, on peut pourtant lire qu'un recyclage est possible. Est-ce pourtant écologique ? Le plastique produit de l'énergie donc est incinéré, l'aluminium est récupéré par pyrolyse sous azote. Pourquoi cette méthode n'est-elle pas développée à grande échelle ?

Gérard Boisadan ■
Lot-et-Garonne

Silence : à part pour les déchets radioactifs, on peut toujours recycler des déchets. Mais à quel prix ? L'industrie aime régulièrement présenter des usines pilotes qui recyclent un produit pour justifier de l'usage de ce produit. Mais l'usine pilote, du fait de son coût très élevé, ne recyclera toujours qu'une goutte d'eau dans un océan de déchets. La solution pour les boissons, c'est la bouteille réutilisable donc consignée.



Arômes dans notre assiette, la grande manipulation

Hans-Ulrich Grimm, Ed. Terre vivante, 2004 - 190 p. - 18,50 €

Voici enfin un livre qui nous éclaire sur l'obscur manipulation des arômes et additifs que l'industrie alimentaire nous fait ingurgiter quotidiennement. Hans-Ulrich Grimm, son auteur, ne se contente pas de nous livrer les pires anecdotes mais replace les problèmes liés aux arômes dans tout notre rapport à l'alimentation. Les dangers ne se situent pas uniquement dans les additifs eux-mêmes, mais surtout dans les carences que leur utilisation provoque. En effet, les arômes ne sont plus seulement ajoutés aux préparations alimentaires, mais ils remplacent désormais certaines matières premières, ainsi trouve-t-on des yaourts aux fruits sans fruit aucun ! Les arômes peuvent reproduire tous les goûts et ainsi tromper le consommateur, comme avec le goût « fumé », à l'origine un mode de conservation, mais sous forme d'arôme, il n'est qu'un goût ajouté par bain et ne conserve en rien le produit ainsi traité. Les arômes masquent également les goûts désagréables comme l'amertume, qui en soit est un bon indicateur d'un produit impropre à la consommation, d'où encore une astuce qui peut induire dangereusement le consommateur en erreur. L'homme est tellement trompé qu'il souffre aujourd'hui paradoxalement à la fois d'obésité et de nombreuses carences.

Les grands communicateurs des firmes parviennent à nous faire avaler des copeaux de bois australiens pour de la fraise ! La législation européenne n'oblige aucune indication précise sur l'origine des arômes et le consommateur, en plus d'être trompé sur l'origine des produits, est parfois mis en danger en cas d'allergie ; ainsi un enfant allergique au poisson peut faire une crise après avoir dégusté un biscuit au citron, pourquoi ? Les œufs entrant dans la composition du biscuit proviennent de poules nourries à la farine de poisson... Les professionnels de santé eux-mêmes sont démunis face au problème des allergies qui se développe et aux compositions des produits de plus en plus complexes dont la liste est devenue inaccessible pour cause de secret de fabrication.

Un livre à lire de toute urgence par celles et ceux qui achètent encore des produits alimentaires pré-fabriqués, dans les supermarchés. Ce qu'ils apprendront leur permettra sans doute de faire un grand pas vers une réappropriation de l'acte de se nourrir, en commençant par acheter des produits de bases aux producteurs, afin de les cuisiner et de les savourer pour leur goût vrai et leurs propriétés nutritives réelles. DF.

Elever son enfant... autrement Ressources pour une éducation alternative

Catherine Dumonteil-Kremer
Ed. La Plage
2003 - 24 p. - 29,50 €



Voilà un ouvrage de référence pour tous ceux et toutes celles qui sont concernés de près ou de loin par l'enfance, et l'éducation. Comme le précise le titre, l'auteure aborde le sujet, de la grossesse à la vie en famille en passant par

l'accouchement, l'allaitement, les massages, les jeux, la fête, le rôle du père et de la mère, la discipline, l'alimentation, l'apprentissage autrement (notamment la déscolarisation), enfin, tout ce qui amène à parcourir ensemble un bout de chemin afin de mieux se connaître et se respecter.

Richement illustré, agréable à consulter, il fait la part belle aux témoignages des parents et des spécialistes, ainsi qu'aux côtés pratiques. Il y a notamment beaucoup de conseils pour vivre plus simplement, réduire sa consommation,

échanger avec d'autres parents... De nombreux médias et des livres en quantité, s'entêtent à ne parler que d'un mode d'apprentissage et d'éducation (par exemple, la scolarisation serait la seule méthode d'enseignement). Ce qui est plaisant et encourageant ici, c'est de voir la diversité des idées, des pratiques et des témoignages et de constater que l'éducation autrement est une alternative viable et à favoriser.

Si ce livre pragmatique aborde succinctement la richesse et la variété des initiatives éducatives différentes, des adresses, des contacts, des sites internet sont répertoriés afin d'approfondir et de s'orienter vers les sujets de son choix. Bonne idée. A réactualiser régulièrement. MJ.

Guide d'hygiène et d'écologie pratique

Brochure en trois tomes
Christine Wrobel
Éd. Christine Wrobel
(116, rue Esquermoise,
59800 Lille)
2002 - 275 p. - 13 €

A travers ces trois volumes, Christine Wrobel nous entraîne

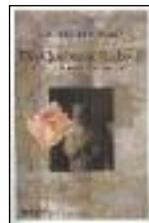
au cœur du « faites-le vous même », nous incite à devenir indépendants, autonomes. Pour cela, ce sont des centaines de recettes, de système D qui sont ici répertoriés : pour prendre soin de nos corps, pour protéger l'environnement, rendre caducs les tests sur animaux, traiter le bois, jardiner, faire fuir souris et insectes envahissants, économiser l'énergie, réduire les déchets à la source, mieux s'alimenter... Et, tout au long de la lecture, les problèmes de pollution, d'exploitation humaine et animale, de destruction de l'environnement... sont évoqués succinctement mais suffisamment pour que l'on accepte l'invitation de l'auteure à polluer moins en consommant moins et à ne plus se satisfaire de paroles mais à agir au quotidien. Ces guides sont complétés par une myriade de références et d'adresses. Très pratique. Une trilogie à ne pas manquer. JP.

Du Québec à Kaboul

Colette Beauchamp
Ed. Ecosociété (Montréal)
2003 - 330 p. - 22 €

L'auteure, ancienne journaliste, entretient une correspondance avec une militante féministe afghane qui vit aujourd'hui à Kaboul. Loin de la propagande

des médias nord-américains, elle découvre les conséquences de l'intervention américaine dans le pays. Barbarie de la guerre, exploitation sexuelle, dégradation des conditions de vie des femmes et des enfants. Il y a pourtant en Afghanistan des personnes qui luttent contre le fanatisme de leurs dirigeants, contre les chefs de clans et les faiseurs de guerre, qui cherchent à reconquérir leur liberté, confisqué hier par les Talibans, aujourd'hui par le gouvernement fantoche pro-américain. Il y a des femmes qui essaient de mettre en avant les valeurs de l'amour, de la paix et de l'entraide. Ecrit sous forme de lettres, c'est d'une grande facilité de lecture, et l'émotion vous prend à la lecture de ces lettres de colère et de tendresse. On mesure tout le fossé qui peut exister entre la politique internationale masculine et le désir de paix de ces femmes. De jolies poésies égalaient des lettres souvent assombries par l'actualité. Un remarquable livre. MB.



May la réfractaire

May Picqueray
Ed. Libertaires (Saint-Georges-d'Oléron)
2003 - 210 p. - 13 €

Née en 1898, May Piqueray se fait connaître pour ses activités révolutionnaires dès 1921 en envoyant un colis piégé à l'ambassade des Etats-Unis, pour protester contre l'exécution de Sacco et Vanzetti. En 1922, elle monte sur les tables du congrès de l'Internationale à Moscou pour se moquer des bolcheviques au pouvoir. Elle refuse de serrer la main à Trotsky qui est à la tête de l'armée rouge et qui tue des militants anarchistes. Elle traverse le siècle au sein de la mouvance anarchiste, sera correctrice au *Canard enchaîné*, militera près de cinquante ans au côté de Louis Lecoin, dans la mouvance pacifiste, étant encore présente au Larzac en 1975, à Malville en 1977. Elle meurt en 1983. Une première édition de ce livre paru en 1979 fait grand bruit. Elle est même invitée à la télé. Cette troisième édition du livre d'une grande militante de l'anarchie se trouve enrichi par un cahier





Livres

photo. May Picquerey devrait être célèbre. Elle ne l'est pas. Pas encore. MB.

ROMANS Or noir, peur blanche



Laurent Martin
Ed. Le Passage /
Polarchives
2003 - 190 p. -
10 €

L'auteur s'est servi abondamment des dossiers noirs publiés par l'association

Survie pour mettre en place une intrigue autour du récent procès Elf. Sous forme policière, une enquête dans les méandres de la Françafrique, des mercenaires français, du néo-colonialisme et de la politique actuelle des grandes multinationales. On y croise cette fois Xavier Verstappen, un pseudonyme de François-Xavier Vershave. Très réaliste. MB.

Le miel des anges

Vanghélis Hadziyannidis
Ed. Albin Michel
2004 - 280 p. - 20 €

Etrange premier roman d'un jeune auteur grec. Avec un art certain du patchwork et des flash back, l'histoire de la mise au point d'un miel sublime qui provoque bien des convoitises. Remarquable écriture. FV.

BANDES DESSINÉES

A nos pères

Collectif
Ed. Ikon & Imago (Roanne)
2004 - 48 p. - 19 €

Une douzaine d'auteurs, regroupés dans un collectif associatif, suite à des décès familiaux, ont décidé de réaliser chacun une histoire en hommage à son père. Si quelques graphismes sont un peu faibles, une excellente initiative avec quelques petits bijoux et surtout un grand cri d'amour. MB.

Là-Bas

Anne Sibrant,
Didier Tronchet
Ed. Dupuis / Aire Libre
2003 - 64 p. - 12,50 €



Après un livre consacré à son père et à la guerre d'Algérie,

Anne Sibrant retranscrit cela avec son compagnon, Didier Tronchet connu de nos lecteurs pour son

excellent «Petit traité de vélosophie». Le départ des pieds-noirs traité sur un mode humoristique. Pas tendre avec le père ! MB.

ENFANTS La rédaction

Antonio Skarmeta,
Alfonso Ruano
Ed. Syros Jeunesse
2003 - 40 p. - 13 €

Dès sept ans. Pendant la dictature, des parents disparaissent. Lorsqu'un militaire vient dans la classe pour leur demander de faire une rédaction sur le thème «Que font vos parents à la maison», qu'est-ce que Pedro va raconter ? Grand prix de la tolérance Unesco 2002 pour la version en espagnol, diffusé avec le soutien d'Amnesty international, graphisme très réaliste et bonne réflexion sur la désobéissance. FV

Mamie en miettes

Florence Aubry
Ed. du Rouergue (Rodez)
2003 - 70 p. - 6 €



A partir de 10 ans. Sujet particulièrement grave que la maltraitance des personnes âgées. Une petite fille retrouve sa grand-mère accueillie à la maison en train de pleurer dans la salle de bains. Comment l'amour filial peut se transformer en haine. Belle histoire, à lire aussi par les adultes qui sont tout autant concernés. FV.

VIDEOS

La vie comme elle va

Jean-Henri Meunier
Montparnasse distribution
2004 - 1h37

«Ici, il y a de tout sauf le pognon», «Ah, y'a vraiment des cons... il y en

NOUS MONS ÉGALEMENT REÇU

- **Un autre monde est possible**, William Fisher et Thomas Ponnaiah, éd. Parangon, 2003, 310 p. 20 €. Compilation menée par deux anthropologues états-uniens sur les thèmes du deuxième forum social de Porto Alegre qui leur semble «une tentative de regrouper les radicaux du monde entier». Ce n'est évidemment pas le cas : uniquement les «radicaux» qui ont les moyens de prendre un avion. Cela donne des développementistes bon teint, des anciens ministres, un futur président du Brésil et beaucoup d'anciens gauchistes assagis... Le tout est un patchwork de tracts, de prises de parole. A vouloir parler de tout, on ne parle de rien.
- **Quelle éthique après le 11 septembre**, ouvrage collectif, L'Harmattan, 2003, 154 p. 13,50 €. Débat entre une dizaine d'intervenants dans un colloque. Beaucoup de choses convenues, mais la dernière intervention de Jean-Marie Muller a le mérite de provoquer un vif débat qui vaut le détour.
- **Sans doute était-ce des hasards**, Philippe A. Boiry, éd. Nouvelle Pleiade (Paris), 2003, 38 p. 7 €. Recueil de poésies sur le thème de l'amour.
- **La loi de la jungle**, Jean-Marie Pelt, éd. Fayard, 2003, 280 p. 18. L'auteur avec sa verve habituelle nous montre ce qu'il en est vraiment de la soi-disant loi de la jungle. Si la compétition est réelle entre les espèces, essentiellement pour des raisons de survie, elle est rare en leur sein... puisqu'il n'y a que deux exceptions connues : les rats et les humains. La nature ne cherche en fait pas la guerre, et chaque fois qu'elle le peut, elle invente des systèmes parfois fort astucieux de collaboration, d'entraide, de symbiose. Après des siècles de recherches via les philosophies, les religions, les humains devraient donc étudier un peu mieux ces systèmes de coopération pour essayer de les appliquer dans leurs propres sociétés.
- **L'économie sociale et solidaire face aux expérimentations monétaires**, Pantaléo Rizzo, 2003, 222 p. 18,30 €. Initiateur des systèmes d'échanges locaux en Italie, l'auteur, dont nous avons traduit un texte dans le n°246, essaie d'analyser comment les monnaies locales peuvent être utiles dans le cadre d'expériences d'économie solidaire. Sociologue, il développe longuement les relations qu'il peut y avoir entre un échange avec une monnaie locale plus ou moins fictive et l'évolution de notre imaginaire vis-à-vis de l'argent. Il compare différentes méthodes mises en place et distingue nettement d'une part les SEL en France et le SRI en Italie et d'autres formules plus larges comme en Argentine : dans les premiers, la monnaie est un prétexte à l'échange, dans les seconds, c'est une nécessité. Réflexions de haut niveau pour ceux qui veulent creuser la question des SEL.
- **Sauver la terre**, Yves Cochet, Agnès Sinaï, éd. Fayard, 2003, 280 p. 19 €. Après avoir été brièvement ministre de l'environnement, Yves Cochet, l'un des piliers des Verts depuis leur origine, refait un point général sur la situation dramatique de la planète aujourd'hui. Il reçoit pour cela l'aide d'Agnès Sinaï, journaliste au Monde diplomatique. Son passage au sommet de l'Etat lui permet d'analyser longuement et avec lucidité les obstacles qui viennent systématiquement bloquer toute initiative en faveur de la planète. Après ce tour d'horizon dramatique, les auteurs envisagent trois scénarios pour l'avenir : barbarie et dévastation (effondrement total), dictatures et forteresses (de moins en moins de riches qui accaparent de plus en plus de biens), démocratie et soutenabilité. Ce dernier scénario est celui de ceux qui croient qu'il existe des solutions techniques possibles... mais si on peut produire de l'énergie avec des éoliennes, malheureusement comme le montrent bien les réflexions sur la décroissance, on ne sait pas fabriquer de l'eau quand il en manque. Ce livre est bon pour les critiques, mais pour les propositions, cela reste faible, notamment il n'y figure aucune critique de l'Etat perçu ici comme le meilleur niveau d'intervention.

a à peu près la même proportion qu'ailleurs sauf qu'ici, c'est joli». Installé à Najac (Aveyron) par overdose de la ville (Paris), Meunier filme au jour le jour et patiemment ses voisins, la vie du village immergé dans une nature jusqu'ici menacée. Ce n'est pas un grand film car l'humilité attentive de l'auteur, sa sincérité rebelle et la forte simplicité de celles et ceux qui vivent devant nos yeux, tout cela rentre mal dans un beau costume, ni dans la plus belle des boîtes. C'est un documentaire déguisé en film. Ce sont ces gens pleins de mille richesses et sagesse que les bateleurs de la foire politique pétris de haute suffisance emballent, comme dans un sac plastique de supérette, par cette formule de proximité : La France d'en bas. Ce sont tous ces gens, comme vous et moi, au village ou dans tous les quartiers de nos villes qu'il faudrait remettre au travail, rendre moins râleurs et plus compétitifs, élever et gaver en batterie. Ce qui nous est donné à voir montre que la clique qui se bat au gouvernail voyage sur

une nef des fous. On pourrait dire, comme à Marseille, qu'on y voit des figures c'est-à-dire de ces gens à la forte personnalité, mais Jean-Henri Meunier nous assure avec malice que ce sont des gens qui peuvent se regarder dans la glace, que nous en connaissons tous au moins un ou une près de chez nous et que tous, nous pouvons devenir entier et apprendre à rester nous-mêmes. Loin de l'angélisme et de la carte postale idyllique, cette création offre de l'espoir et peint la grisaille avec les milles couleurs de la générosité, de l'humour, de la musique, de la poésie, du rêve et de la douce résistance. Sans prétention, *La vie comme elle va* est un véritable petit traité de simplicité volontaire, un plaidoyer pour la décroissance, un drôle de petit manuel magique de savoir vivre fraternel. Mahlen.



La vie comme elle va.

✉ Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

📞 Renseignements :

04 78 39 55 33 mardi et jeudi

📰 Diffusion - Comptabilité -

Abonnements :

04 74 07 08 68 le mardi

04 78 39 55 33 le jeudi

📞 **Rédaction** : 04 78 39 55 33 le mercredi

📞 **Stands, correspondants** : 04 74 65 50 34

📞 **Réassortiment, librairies** : 04 74 07 08 68

🏦 Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

🇧🇪 Distribution en Belgique :

Brabant-Ecologie - Route de Rénipont, 33 -

B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48 -

CCP 000 15 19 365 54

🇨🇭 Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 2^e trimestre 2004

Tirage : 7 000 ex

Editeur : Association Silence

Président : Xavier Sérédine

Vice-président : Jacques Caclin

Trésorière : Myriam Cognard

Secrétaire : Suzanne Vignal

Administrateurs : Madeleine Nutchey,

Patrice Farine.

📄 RÉALISATION DE LA REVUE

Directrice de publication :

Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Communication et documentation :

Alexandre Esteban

Maquette et publicité : Vincent Cheynet

Stands, salons et fêtes : Dorothee

Fessler

Rédaction : Michel Bernard, Alexandre

Esteban, Dorothee Fessler, Alain-Claude

Galtie, René Hamm, Catherine Lefrançois,

Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret, Sylviane

Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier

Conseillers scientifiques : Roger Bernard,

Richard Grantham, Jacques Grinevald,

Henri Persat, André Picot

Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen

Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise

Weite

Expédition : Christiane Bessenay, Mélanie

Combes, Claude Crotet, Christian David,

Olivier David, Marguerite Descamps, Paul

Garde, Dolores Gracia, Cécile Imbert,

Céline Kerdat, Vincent Martin, Paulette

Mazoyer, Patricia Michel, Sylviane Michel,

Mélissa Nayral, Reine Rosset, Bertrand

Roussel, Myriam Travostino.

Ont participé à ce numéro : André

Larivière, Pierre Maréchal, Hervé-René

Martin, François Plassard, Christian Sunt,

Pierre-Emmanuel Weck et beaucoup de

lecteurs.

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance.

Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Bon de commande

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex, 3 € pour 2 ex, 4 € pour 3 ex et plus.

Numéros régionaux

☐ 218 Alsace

Fessenheim. Projet Alter Alsace. Lutterbach. Imagination au pouvoir. Alsace Nature. Steiner. Bilinguisme 3,8 €

☐ 272-273 Rhône

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents 6 €

☐ 285-286 Isère

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage 6 €

☐ 291-292 Aquitaine

Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Mohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. 6 €

☐ 298-299 Franche-Comté

Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords. Ballon rouge. CIRA. Longo Maï. GERES. Graines de vie. Pic Noir 6 €

☐ 305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse

Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords. Ballon rouge. CIRA. Longo Maï. GERES. Graines de vie. Pic Noir 6 €

Autres numéros

☐ 242 Eaux et pollution de nos WC

La Cravirola. Palestine. Ecologie en Chine. . . . 3,8 €

☐ 254 Ecopsychologie

Femmes militairement incorrectes. Seattle. Roses venues du Sud 3,8 €

☐ 258 Parcs naturels ou peuples indigènes

Les gros dans la communication. L'effet Bové. On ne naît pas tueur 3,8 €

☐ 262 Quelle démocratie ?

Climat et négociations. Maison de papier. McDo écolo. Médias différents 3,8 €

☐ 264 Technologies et solitude

Compagnonnage alternatif. Démocratie. Décharge ou incinérateur 3,8 €

☐ 267 Ecologie, où sont les jeunes ?

Forces et faiblesses de la bio. Téléphone portable. Démogestion. 3,8 €

☐ 269 Déchets nucléaires à Bure

Un autre monde est possible. Développement durable ou croissance infinie. 3,8 €

☐ 271 Inégalités dans les SEL ?

Politique : naïf, conciliateur, rebelle. BP au Tibet 3,8 €

☐ 274 Habitat convivial aux USA

Bure, enjeu international. La bio au secours de l'eau. René Dumont 4 €

☐ 277 Land-Art et écologie

Noël Mamère. Après 11 septembre. Camions et montagnes. Déchets et industrie 4 €

☐ 280 La décroissance (tiré à part)

Décroissance soutenable. L'Effet rebond. Pierre Rabhi 2 €

☐ 282 Ecovillages: rêve ou réalité ?

Nucléaire : loi du silence. Danger du cadmium . . . 4 €

☐ 283 Déroutes du voyage

Refaire le monde, mais où ? La nourriture, ce produit manufacturé ? Eoliennes 4 €

☐ 284 Jeûner et sortie du nucléaire

Développement : de la pauvreté à la misère. Ecovillages 4 €

☐ 289 Un monde écolo possible ?

Croissance des associations. Sud et pesticides. Mauvais garçons 4 €

☐ 290 Ne pas oublier le train

Service public et gratuité. Micro-hydraulique. Cosmétiques pseudo-naturels. 4 €

☐ 294 Enfance en collectif

Prostitution. Trucs bioclimatiques 4 €

☐ 300 Nos lecteurs ont du talent

40 pages réalisées par les lecteurs... . 4 €

☐ 301 La face cachée des vaccins

Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef. 4 €

☐ 304 Toujours sexistes ?

Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. 4 €

☐ 307 Ecocités

Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. 4 €

☐ 308 Tous drogués

OGM. Contre un nouveau programme nucléaire. Dérèglements politiques. 4 €

☐ 309 Objectif Négawatt

Crise du pétrole. Armée et nucléaire. Dévalueur d'Ilich. Cinéma 4 €

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

☐ Découverte 1ère année 6 n° 15 €

☐ Particulier 12 n° 40 €

☐ Institution 12 n° 80 €

☐ Soutien 12 n° 50 € et +

☐ Petit futé 24 n° 65 €

☐ Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 100 €

☐ Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 150 €

☐ Petit budget 12 n° 25 €

☐ Découverte 1ère année 6 n° 25 FS

☐ Particulier 12 n° 60 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1ère année 6 n° 22 €

☐ Particulier 12 n° 45 €

☐ Institution 12 n°a 90 €

☐ Soutien 12 n° 50 € et +

☐ Petit futé 24 n° 70 €

☐ Petit budget 12 n° 40 €



Suisse

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont, 33, B - 1380 Ohain

Suisse : règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

Nucléaire

FESSENHEIM Il est temps de s'arrêter !

En août 2003, pendant la canicule, la température à l'intérieur du réacteur de Fessenheim a frôlé les 50°C, température donnée comme limite avant la fonte des câbles électriques. Les bâtiments avaient été arrosés en vain et seule la fin de la canicule a permis d'éviter un arrêt d'urgence. Le 10 janvier 2004, une anomalie grave a été détectée dans le système de refroidissement d'un des réacteurs de Fessenheim. Il a été classé niveau 2 par les autorités de sûreté (la plupart des incidents sont classés 0 ou 1) car le réacteur a fonctionné sans que la sûreté soit assurée. Le 24 janvier, selon EDF, 300 litres de billes de résines radioactives se sont répandues dans le circuit primaire du réacteur numéro 1 provoquant son arrêt. Les locaux où passe le circuit primaire présentent maintenant une radioactivité trois fois supérieure à ce qui est autorisé, ce qui oblige à y pénétrer en tenue de protection. Ce jour-là, quatre personnes ont été irradiées «légèrement»

après avoir inhalé des poussières radioactives. Plusieurs autres salariés d'entreprises sous-traitantes ont alors été contaminés alors qu'elles cherchaient à récupérer ses billes et à nettoyer les lieux. Le 17 février, on en était déjà à douze personnes irradiées. Le 16 février, c'est au tour du réacteur 2 d'être arrêté en urgence pour défaillance d'une pièce électronique.

Ces irradiations successives montrent qu'aujourd'hui les agents employés dans les centrales nucléaires ne sont plus capables de faire face à des incidents de manière correcte. La DRIRE, Direction régionale de l'industrie, qui procède aux contrôles dans les réacteurs nucléaires, avait déjà signalé ce manque de professionnalisme dans un rapport sur Fessenheim en 2003. Ce constat avait été aussi fait en 2000 lorsque la commission locale d'information avait obtenu un contrôle indépendant des installations. La centrale de Fessenheim est la plus ancienne de France (27 ans) et donc la plus dangereuse. La multiplication des incidents montre qu'il serait temps de penser à l'arrêter avant qu'il ne soit trop tard.

BURE Démarche scientifique ?

La loi Bataille sur les déchets nucléaires prévoit qu'en 2006 le Parlement français choisisse le mode de gestion de ses déchets nucléaires (soit cinquante ans après le début de la production de ceux-ci, faut pas être pressé !).

Trois voies sont censées avoir été étudiées : l'enfouissement définitif à forte profondeur, l'enfouissement en surface, la transmutation. Cette dernière étudiée en laboratoire n'a rien donné sinon des expériences extrêmement coûteuse en énergie. Le stockage en subsurface (autant dire les décharges) ne posent pas de problème particulier, mais nécessite un suivi pendant des milliers d'années, pour reconditionner régulièrement les fûts quand ils menacent de s'ouvrir. Reste la solution qu'aimeraient imposer les nucléocrates : l'enfouissement irréversible en profondeur. On jette tout et démerdez-vous quand ça remontera dans quelques centaines d'années, solution déjà expérimentée dans les années 50... en mer.

Pour prouver que l'enfouissement en profondeur c'est le top, un laboratoire est en construction à Bure. Il devait fournir maints rapports pour prouver que tout va bien. Problème : actuellement, le laboratoire n'est toujours pas fini de construire, le chantier ayant pris près de deux ans de retard. Au mieux, les premières expériences commenceront fin 2004, début 2005... et les rapports seront remis au gouvernement... avant 2006. On y étudiera la résistance des couches géologiques sur le long terme. Long terme ? Un an d'étude ? Cherchez l'erreur ! Certains chercheurs commencent à prendre leurs distances : «difficile de réorganiser ou de réduire des ensembles d'expériences mûrement réfléchies, pour aller plus vite» (D. Gilbert, géophysicien à l'université de Rennes et membre de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), in «La Recherche» de septembre 2003, page 63. D'autres rappellent les surprises du forage actuel : infiltration d'eau à tous les niveaux, découverte de failles géologiques... L'eau s'explique par ces failles, lesquelles signalent que la zone est sismique, ce que ne font que confirmer les 300 répliques de tremblement de terre qui ont eu lieu à partir du 16 février et dont l'épicentre était à moins de 100 km.



23 AVRIL AU 24 MAI Tour de France antinucléaire

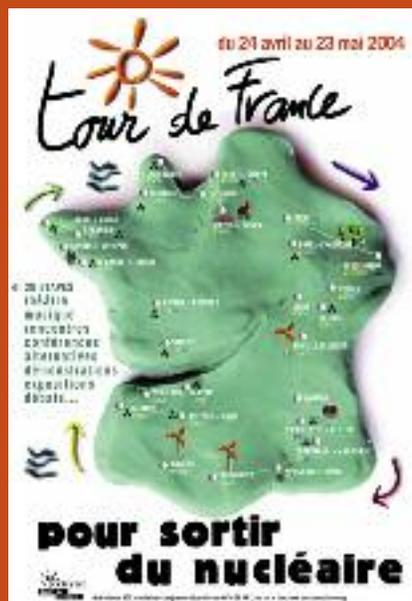
La France est le royaume du nucléaire : 58 réacteurs, des sites de stockage des déchets, des usines de production du combustible... Ce sont en réalité des centaines de sites nucléaires qui sont disséminés sur tout le territoire, souvent sans que les citoyens n'en connaissent l'existence : chaque Français est concerné.

Ce tour ambitieux et inédit (plus de 4000 km, 28 étapes et 46 sites visités) traversera de nombreuses régions pour aller au plus près des citoyens. Son objectif : apporter au plus grand nombre une information attrayante, à la fois contre le nucléaire et pour les alternatives énergétiques, sous un angle tout à fait nouveau : théâtre, exposition itinérante sur les énergies renouvelables, marches citoyennes, performances artistiques, repas conviviaux, etc.

Itinéraire :

- 23-24 avril : Fessenheim (plus vieux réacteur français) Colmar,
- 26 avril : Nancy,
- 27 avril : Bure (projet d'enfouissement des déchets), Chaumont,
- 28 avril : Vesoul,
- 29 avril : Dijon,
- 30 avril : Valduc (site d'entretien des bombes nucléaires),
- 1er mai : Lons-de-Saunier (maisons solaires),
- 2 mai : Valence,

- 3 mai : Pierrelatte (usine d'enrichissement du combustible),
- 4 mai : Cadarache (site de recherche)



- nucléaire militaire), Manosque,
- 5 mai : Marcoule,
- 6 mai : Avignonet (site éolien),

- 7 mai : Bazens (maisons solaires),
- 8 mai : Golfech, Agen,
- 9 mai : Le Barp (projet de laser-mégajoule pour nouvelles bombes nucléaires),
- 10 mai : Bordeaux,
- 11 mai : Le Blayais (réacteur nucléaire noyé pendant la tempête de 1999),
- 12 mai : Saintes,
- 13 mai : Civaux (réacteur nucléaire le plus récent), Poitiers,
- 14 mai : Le Carnet (site abandonné), Redon,
- 15 mai : Vannes, Quimper,
- 16 mai : Ile longue (base de sous-marins nucléaires), Brest,
- 17 mai : Brennilis (réacteur arrêté en démantèlement),
- 19 mai : La Hague (usine de retraitement des déchets nucléaires),
- 20 mai : Cherbourg (arsenaux fabriquant les sous-marins nucléaires),
- 21 mai : Le Havre,
- 22 mai : Penly (site possible pour un nouveau réacteur), Dieppe,
- 23 mai : Dieppe, Rouen.

Réseau sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22.